

ÉCOLE PRIVÉE:

Mitterrand a réussi... à remettre la droite en selle.

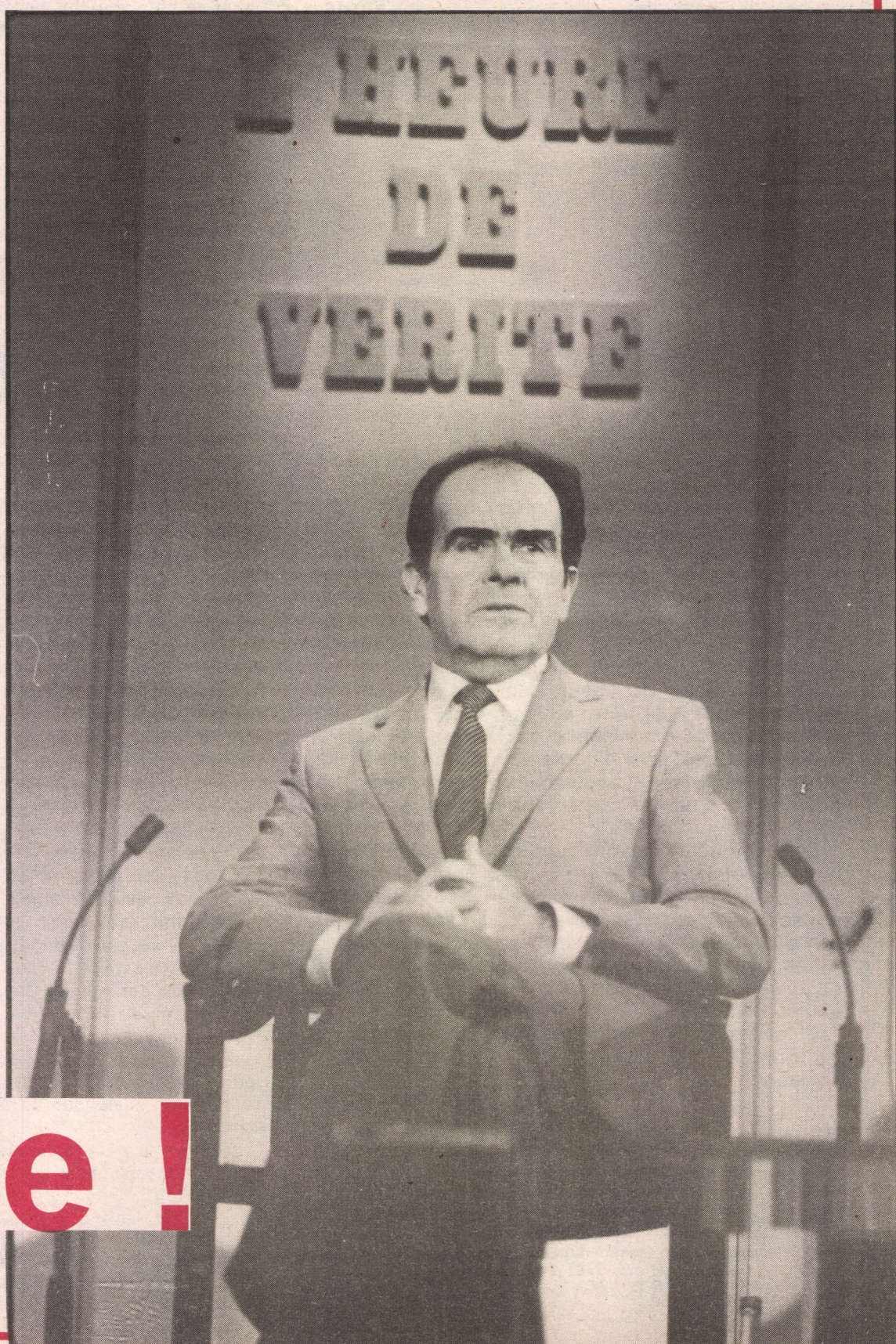
Lutte ouvrière

La
grève
des
métallos
allemands
p 8,9

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 839 - 30 juin 1984 - prix : 6 F

La direction du PCF après l'échec électoral :

**Ça ne
marche
pas,
mais
on
continue !**



sommaire

Dans le monde

Page 7 :

- Jackson à Cuba : à la recherche des voix démocrates.
- Afrique du Sud : Soweto manifeste.
- Tunisie: Les condamnés à mort de janvier graciés.

Pages 8 et 9 :

- RFA : Les dirigeants syndicaux à la recherche de la porte de sortie.
- Visite à l'usine Opel de Rüsselsheim, en grève.

En France

Page 4 :

- Escroquerie : l'argent reste à droite.
- Des hommes d'un genre très « marqué ».

Page 20 :

- Mitterrand et Mauroy font des miracles : d'avantage de pèlerins contre la gauche qu'on n'en a jamais vu à Lourdes !

Page 6 :

- Budget 85 : tout se paie !

Pages 10 et 11 :

- L'usine Renault du Mans et ses ouvriers :
 - Des grèves dont on se rappelle.
 - Des restructurations qui inquiètent.
 - La nouvelle grille de salaires : diviser pour régner.

Page 12 :

- Delle-Alsthom Villeurbanne ; SNECMA Corbeil ; CAF Paris 15°.

Page 13 :

- CHR Lille ; Chaignaud Charente ; MSL Champigny ; La Samaritaine ; ANPE.

Pages 14 à 16 :

- La souscription pour les Européennes.

Culture

Page 17 :

- Livres : *Cherboudieu* d'A. Walker ; *Aragon, un nouveau cadavre* de P. Morelle ; *Un bon Allemand* de H. Krüger ; *Des cercles dans la forêt* de D. Matthee.

Pages 18 et 19 :

- Exposition : *Trésors de l'ancien Nigeria* au Grand Palais.
- Films : *Mississippi Blues* ; *Maria Chapdelaine*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Courrier des lecteurs

A propos de l'URSS en Afghanistan

Chers camarades,

L'article de notre camarade Gilbert Maquis, publié dans *Lutte Ouvrière* du 12 mai, me surprend car il aurait pu être publié par n'importe quel organe des médias capitalistes puisque tous semblent croire à la légende de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique. Faut-il croire que certains de nos camarades se laissent abuser par cette propagande ? Celle-ci fut mise en place par le véritable agresseur : le Pentagone américain, dès 1978. Je rappelle brièvement les faits qui sont historiques et toujours vérifiables. (...)

Lorsque, en 1978, le Parti Communiste Afghan conquiert le gouvernement de son pays, les militaires américains établis au Pakistan organisèrent la « résistance » des hobereaux et de leurs serfs. Ils établirent plusieurs camps de formation militaire en territoire pakistanais et limitrophes de la frontière afghane. Dès octobre 1978, plusieurs centaines de milliers de « résistants » afghans, entraînés et formés militairement, puissamment armés et bien encadrés par des officiers américains, envahirent l'Est de l'Afghanistan, bousculant les troupes afghanes surprises par cette invasion.

C'est alors que le gouvernement légal de Kaboul, légalité reconnue par les grands pays européens, y compris la France, fit appel à l'aide soviétique. Le 5 décembre 1978, un traité d'assistance mutuelle fut signé entre l'URSS et le gouvernement communiste afghan. Quelques semaines plus tard, l'armée soviétique envoyait au gouvernement de Kaboul ses premiers contingents militaires et des armements modernes.

Depuis lors, c'est une véritable guerre qui oppose, sur le territoire afghan, l'armée soviétique et l'armée américaine... par « résistants » interposés et militairement utilisés. Bien entendu, selon les consignes du Pentagone et des responsables de l'OTAN, le traité d'assistance mutuelle de décembre 1978 est volontairement ignoré par tous les gouvernements des pays capitalistes, y compris leur ministère des Affaires étrangères. J'ai eu personnellement beaucoup de mal à me procurer le texte du traité soviétique-afghan de 1978. Je ne l'ai obtenu que grâce à l'amabilité d'un des dirigeants de « La Documentation Française » dont le siège est à Paris, 29 quai Voltaire. La publication *Problèmes politiques et sociaux* éditée par cette organisation a publié ce traité dans son numéro 398 du 26 septembre 1980.

On fait donc partout — en pays capitalistes — bonne garde autour de la légende de « l'invasion soviétique en Afghanistan ».

Veillons à ne pas nous en faire inconsciemment les complices.

Maurice LAUDRAIN
(Centre de Prospective Socialiste)

Tu invoques la légalité du gouvernement de Kaboul et le traité d'assistance mutuelle signé entre celui-ci et l'URSS.

Singulière assistance d'abord, et singulier traité, qui se traduisent, d'abord, par le renversement et l'assassinat du chef en titre du gouvernement, Amin, et son remplacement par Karmal, arrivé dans les fourgons de l'armée russe.

Alors où est la légalité ? En fait, il ne s'agit ici, comme ailleurs — et plus visiblement sans doute ici qu'ailleurs — que de rapports de force : la loi, dans tout ça, n'est que la loi du plus fort... contre les autres prétendants au pouvoir, et surtout contre les peuples.

C'est un coup d'Etat militaire qui, en avril 1978, avait porté au pouvoir les dirigeants du Parti Démocratique du Peuple Afghan.

Mais ni leur étiquette communiste, ni leurs sympathies pro-russes, ne les dotaient d'une vertu particulière : leur régime n'en était ni plus proche de la population, ni moins dictatorial pour autant.

Miné de l'intérieur, divisé par de sanglantes luttes internes, ce régime, sans assises populaires, semblait voué à l'effondrement. C'est dans ce contexte qu'intervinrent les troupes soviétiques, pour empêcher l'arrivée au pouvoir d'un régime islamiste sans doute, mais surtout nationaliste et anti-soviétique.

De ce point de vue, l'intervention russe en Afghanistan, dans ce que les bureaucrates

russes considèrent comme leur zone d'influence, est l'exacte réplique des interventions militaires occidentales au secours des dictateurs qu'ils protègent.

Tu parles de la résistance afghane comme d'une création pure et simple de la CIA et d'une guerre russo-américaine par résistants afghans interposés. Quant à l'attitude des Etats-Unis, il n'est pas certain que ceux-ci verraient d'un bon œil l'arrivée au pouvoir, en Afghanistan, d'un régime anti-russe peut-être, mais d'abord islamiste et nationaliste, et pas forcément pro-américain, voire même, à l'instar du régime iranien de Khomeiny, farouchement anti-US.

En tout cas, ce que prouve l'intervention, depuis quatre ans, et de plus en plus massive, des troupes russes en Afghanistan, et leur impuissance à venir à bout des résistants afghans, c'est bien que cette intervention a fait, ou peu s'en faut, l'unanimité contre elle.

Et si, pour toi, l'invasion russe en Afghanistan est une légende, tel n'est pas le cas pour la population afghane, et c'est ça qui compte.

Alors, bien sûr, cette unanimité s'est faite sous la houlette de mollahs et autres éléments réactionnaires. Mais qu'est-ce que cela prouve, sinon le caractère profondément réactionnaire de la politique de la bureaucratie russe, qui dresse contre elle les populations, et les rejette dans les bras de leurs pires ennemis ?

Un exploit du député-maire de Poitiers

En accordant une salle de la Maison du Peuple pour un meeting du Front National le jeudi 14 juin, le député-maire de Poitiers, M. Santrot, vient de donner une nouvelle fois un exemple de son éclectisme d'élu socialiste. Des néo-nazis dans une Bourse du Travail, on aura tout vu !

Voici quelques mois, le même Santrot s'était distingué en faisant expulser manu militari — en mettant lui-même la main à la pâte — une exposi-

tion de « Green-Peace » sur la protection des baleines, sous le fallacieux prétexte de la protection du « site » de l'église Notre-Dame-de-la-Grande et de l'empiètement sur l'emplacement de commerçants non-sédentaires.

Aux prochaines municipales, il n'aura qu'à se faire élire par les commerçants (qui n'ont jamais voté pour lui) et par les adeptes du fasciste Le Pen !

C.T.
Lussac (Vienne)

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Le direction du PCF après l'échec électoral : ça ne marche pas, mais on continue

Après le coup dur des élections, qui a fait mal aux travailleurs de gauche et plus particulièrement aux militants et sympathisants communistes, Juquin et quelques autres avaient annoncé une grande discussion, un Comité central à cœur ouvert, et pourquoi pas, du changement. Beaucoup attendaient au moins un début de réponse aux questions largement et vertement débattues : « *Comment ne pas faire les frais d'une politique qui mécontente ?* » ou, exprimé plus crûment : « *Quand les socialistes font les c... au gouvernement, comment empêcher que les communistes trinquent ?* ». « *Faut-il sortir du gouvernement ?* » ou « *si on y reste, comment se battre pour redresser la barre ?* ». Ou encore « *Faut-il changer Marchais ?* »

Le Comité central s'est réuni et a déçu l'attente.

Evidemment, les dirigeants du Parti Communiste ont mis en cause la politique du gouvernement. Ils ont répété qu'elle avait mécontenté, encouragé aux abstentions massives dans l'électorat ouvrier, et permis le regain de la droite et surtout de l'extrême-droite. Ils ont cherché à consoler les communistes en montrant, chiffres à l'appui, que les socialistes payaient aussi ! Et ils ont terminé sur la constatation que la situation appelait « *des initiatives d'action contre la crise* ». Lesquelles ? Où, quand et comment ?

Mais les dirigeants du Parti Communiste n'ont surtout pas dit qu'ils aient jamais eu tort, ni qu'il faille faire autre chose que rester au gouvernement et continuer à en être solidaires.

Les travailleurs et électeurs de gauche, frappés par les résultats au soir du 17 juin, s'étaient dit qu'à toute chose malheur est bon et que ça allait faire réfléchir le gouvernement. Dès le lendemain, Delors coupait court à tout espoir en affirmant ne pas être décidé à changer d'un poil sa politique de « *rigueur* » !

Les travailleurs et électeurs communistes pensaient de la même façon que l'effondrement électoral de leur parti allait faire réfléchir ses dirigeants. Mais pour Juquin et Marchais,

comme pour Delors, c'était tout réfléchi. On continue la même politique et, les mêmes causes engendrant les mêmes effets, on prépare une prochaine chute électorale peut-être plus dure encore.

C'est que les dirigeants du Parti Communiste militent depuis des années et des années pour un « *socialisme à la française* », c'est-à-dire pour gouverner, avoir des ministres. Ils n'ont pas d'autre politique que celle-là. Et ils gouvernent en effet, ou plus exactement ils participent au gouvernement, avec quatre chaises pliantes, soit moins de 10 % des sièges mais plus de 50 % du discrédit.

Alors, les travailleurs communistes qui voudraient que ça change, et que ça change vraiment, sont avertis qu'ils ne peuvent rien attendre de leurs dirigeants ; ni de Marchais, ni d'un quelconque Fiterman ou Le Pors qui pourrait lui succéder, pour continuer la même politique ou une politique plus « *solidaire* » au gouvernement.

La leçon est rude, mais elle pourrait être salutaire. Car ceux qui font la force du Parti Communiste, son poids, ce ne sont pas ces quelques parvenus qui siègent dans les salons de Matignon, par la grâce de Mitterrand, ou ceux qui voudraient que le PC y ait encore plus de ministres.

Ceux qui font sa force, ce sont ses milliers ou dizaines de milliers de militants ouvriers qui partagent la vie et les difficultés de leur classe, dans les usines et les quartiers ; ceux qui luttent dans le camp des travailleurs et ont fait du PC, si ce n'est un parti révolutionnaire, du moins un parti d'opposition, un parti de contestation.

Or si le Parti Communiste est en train de perdre ses forces à petit feu, s'il ne parvient pas à arrêter l'hémorragie de ses voix, c'est qu'il tend à devenir un parti comme les autres ; avec des ministres bourgeois comme les autres et qui s'usent au gouvernement, comme les autres.

Alors il serait temps que ceux qui restent fidèles aux intérêts de la classe ouvrière fassent des choix. Le choix de la lutte... pour l'existence !

Arlette LAGUILLER

Rapport sur les comptes de la nation : les fruits de la rigueur... et les pépins

Depuis que le gouvernement a officiellement instauré la politique de rigueur, il y a plus de deux ans, chacun a pu constater en quoi consistait le fond de cette politique : prendre de l'argent dans les poches de ceux qui travaillent pour le transférer dans les coffres de ceux qui exploitent.

C'est exactement ce qui ressort du rapport sur « *les comptes de la nation* » que vient de publier le gouvernement. Bien entendu ces choses-là sont dites moins crûment, et dans un vocabulaire économique, mais elles sont dites clairement quand même.

Ce document admet que la

« *consommation des ménages* » autrement dit les achats des consommateurs sont restés stagnants ce que confirme d'ailleurs la légère baisse d'activité du commerce de détail en 1983. Selon les chiffres officiels le pouvoir d'achat n'a pas augmenté. En réalité il a baissé ne serait-ce qu'à cause de l'augmentation du chômage.

En revanche, il y a un secteur qui va beaucoup mieux, celui de « *la situation financière des entreprises* ». Si le patronat a réussi jusqu'à présent à ne pas faire les frais de la crise, à conserver son argent (sous forme de devises fortes bien souvent)

en revanche les comptes financiers des entreprises — ce qui n'est pas du tout la même chose que les comptes personnels de leurs propriétaires — étaient officiellement dans une situation médiocre.

Cette situation est en passe de changer. Les résultats financiers des entreprises seraient en train de s'améliorer de façon spectaculaire, retrouvant le niveau d'avant le « *premier choc pétrolier* ».

Le ministre de l'Economie et des Finances ne cesse en ce moment de le répéter : « *La politique du gouvernement tend à redresser les comptes des entreprises françaises qui*

se sont dégradées sous le précédent septennat ». Et il a consenti cet aveu qui a le mérite de la franchise, sinon du cynisme, « *Le gouvernement fait aujourd'hui ce que la droite n'a jamais fait lorsqu'elle était au pouvoir* ».

Maintenant que les entreprises ont de l'argent, vont-elles investir ? Vont-elles créer des emplois ? Vont-elles augmenter les salaires ?

Les salaires, il n'est pas question de les augmenter. En ce qui concerne les investissements, comme l'a si bien dit Delors : « *La décision d'investissements est entre les mains des chefs d'entreprises pri-*

vées ». Autrement dit, hormis les supplications et les prières, le gouvernement ne peut rien faire de plus.

Quant au chômage, les résultats du plan de rigueur sont particulièrement éloquentes : le nombre des chômeurs approche officiellement les deux millions et demi. Et il aurait depuis longtemps dépassé ce chiffre sans une certaine comptabilité artificielle du gouvernement. Et chacun s'attend aux trois millions de chômeurs pour fin 1984 ou début 1985.

Alors si certains peuvent se réjouir des « *premiers fruits* » du plan de rigueur, pour les travailleurs il n'y a que des pépins. André VICTOR

Escroquerie

L'argent reste à droite

D'ordinaire ce sont les policiers qui poursuivent les escrocs. Cette fois ce sont des gendarmes qui ont apposé des scellés sur le siège d'une société « Publications Officielles », une société privée comme son nom ne l'indique pas, qui éditait plusieurs publications très honorables comme *La Voix des Préfectures* ou *Le Progrès de la Gendarmerie* (ce n'est pas un gag), l'organe de la Fédération des retraités de la gendarmerie. Les gendarmes ont donc mis fin, pour le moment tout au moins, au *Progrès de la Gendarmerie* dont les dirigeants sont écroués.

Cette rocambolesque affaire est l'aboutissement d'une escroquerie qui porterait au moins sur cent millions de francs (dix milliards anciens). « Au moins », parce qu'on ne sait pas encore tout. Le patron de « Publications Officielles » (inculpé de faillite frau-

duleuse en 1977, mais continuant ses activités grâce à des prête-noms) éditait un certain nombre de revues qui s'en remettaient à ses services pour la gestion, la publicité, la réalisation pratique. Ces revues ou bulletins corporatifs, peu connus mais très « comme il faut », avaient un assez gros budget de publicité. Et c'est à ce propos que se situe l'escroquerie : « Publications Officielles » encaissait les paiements des annonceurs, mais ne passait rien ou presque de ce qui était payé. D'où finalement des plaintes, une enquête, et pour finir des arrestations. Une escroquerie de plus, dira-t-on. Mais où ça se corse, c'est que ces cent millions disparus sont bien passés quelque part. Apparemment, selon le *Journal du Dimanche* du 24 juin, qui révèle cette affaire, « Publications Officielles » éditait des jour-

naux politiques pour des fédérations locales du RPR ou de l'UDF (entre autres dans le Var, à Béziers, dans l'Est de la France). L'opposition aurait donc pu toucher tout ou partie du produit de l'escroquerie.

De toute façon, cet argent issu de milieux patronaux aurait alimenté des partis de droite. On restait donc en famille. Il s'agissait d'une cotisation forcée, en quelque sorte.

Le plus curieux dans cette affaire c'est que, si les « principaux acteurs sont en prison depuis plusieurs mois, cette affaire ne fait aucun bruit jusqu'à présent. Il est vrai que le dossier est explosif car nos escrocs étaient en relation avec des organismes officiels et avec de nombreux hommes politiques de l'opposition » (*Le Journal du Dimanche*).

Ainsi donc, si l'argent reste à droite, la discrétion, elle, demeure à gauche.

A.V.

Mince, alors !

Juin et juillet sont les deux mois les plus terriblement anti-obèses. Dans quelques semaines il va falloir en effet s'exhiber en maillot de bain sur les plages... ou tout(e) nu(e). Ah, on va les regretter, ces kilos laborieusement gagnés au cours de l'année, ou des années précédentes, à coup de sucreries, de pâtes et de graisses. Les cellulites, les replis, les bourrelets, les culottes de cheval, les pneus, bref les arrondis de tous genres se montreront nus, exposés aux ricanelements de tous ceux dont on peut voir les muscles abdominaux.

Cette perspective angoisse tous les gros et les gras, et la publicité traque ce gibier hagard : vite, dit-elle, il ne vous reste plus que quelques semaines, puis quelques jours pour maigrir, pour pouvoir enfiler votre maillot de l'an dernier sans le faire craquer. Buvez l'eau machin, et mangez un peu moins, nourrissez-vous avec du fromage Taille-svelte à zéro pour cent de matière grasse. Regardez ces splendides créatures, hommes et femmes, qui se montrent partout dans un décor de plages et de cocotiers, et qui sont minces, eux. N'avez-vous pas honte ? Vite aux pilules, aux régimes, à l'eau minérale, à l'aérobic, au footing !

Si l'on en croit l'expérience des années précédentes, les gros ne maigriront pas. Ils achèteront des

maillots amples, chercheront des coins de plages avec goudrons et herbes flottantes où personne ne va, ou passeront leurs vacances à la campagne, en attendant l'hiver, et en pensant peut-être que

« gros, c'est beau » !

Cela dit entre les vrais gros qui veulent maigrir et les maigres qui ont peur de grossir, il y a un marché... qui en engraisse plus d'un !

C. LULITH

Le bac à fuites

Huit mille six cent soixante-douze candidats devront recommencer l'épreuve d'histoire-géographie du baccalauréat, à la suite de fuites, semble-t-il massives, qui ont conduit certains des sujets du bac directement dans la poche de candidats. Au lieu de les apprendre par cœur, ils ont confectionné des « anti-sèches », et c'est comme cela qu'ils se sont fait prendre. Le niveau baisse. Il y a quelques jours un lycéen, toujours à Orléans, s'était fait pincer alors que son amie, dans une voiture Cibi, lui dictait les

réponses qu'il copiait tranquillement, les écouteurs cachés sous ses longs cheveux. Le procédé était ingénieux, quoique plus cher et pas absolument fiable : la preuve !

L'an dernier déjà, des lycéens d'Orléans avaient su trouver la clé et la porte qui conduisaient au sujet de philosophie. L'épreuve déjà avait dû être recommencée. Mais les lycéens sont tenaces.

Le prochain sujet d'histoire pourrait être : « On dit que l'histoire se répète, pourquoi ? ». Et celui de géo : « Pourquoi à Orléans ? ».

Tout va très bien, madame la baronne

Une baronne très connue n'a vraiment pas de chance. Elle venait d'acheter chez Yves Saint-Laurent une robe pour dîner chez Maxim's, lorsqu'un serveur maladroit lui renversa du café.

Du coup, la compagnie (Cie d'assurance « La France », publicité non payée) lui rembourse 60.000 F ! 15 mois de salaire d'un smicard pour une robe ! Renversant !

Des hommes d'un genre très « marqué »

A défaut de changer le sort des femmes, le ministre Yvette Roudy s'est lancée dans l'entreprise moins ambitieuse et un tantinet dérisoire de changer le sexe de certains mots, en particulier des noms de métiers.

Alors, un auteur, une autrice ? Un débardeur, une débartrice ? Un perceur, une perceptrice ? Et une ministresse pour Yvette Roudy ?

Le dictionnaire corrigerait enfin les injustices de cette société.

Mais l'Académie, comme on pouvait s'y attendre, s'en est mêlée.

Ces messieurs de l'Académie — une seule femme hante les lieux ! — sont partis en guerre, à leur façon, avec des arguments qui échapperont au vulgaire. Selon eux, comme l'expose le journal *Le Monde*, « il existerait en français deux genres traditionnellement dénommés « masculin » et

« féminin », mais le seul moyen satisfaisant de définir les genres du français, eu égard à leur fonctionnement réel, consiste à les distinguer en genres respectivement marqué et non marqué. (...) Le genre communément dit féminin serait le genre marqué ; il serait limitatif. (...) Le genre dit couramment masculin est le genre non marqué, qui a capacité à représenter à lui seul des éléments relevant de l'un et l'autre genre. Par exemple, quand on dit : « tous les hommes sont mortels », ou encore « tous les candidats ont été reçus », le genre non marqué désigne indifféremment des hommes et des femmes. Son emploi, selon l'Académie, signifie que « dans le cas considéré, l'opposition des sexes n'est pas pertinente et qu'on peut donc les confondre ».

« Dans le cas considéré » seulement, on espère !

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• A BOURGES dimanche 1^{er} juillet

Jardin des Prés-Fichaux

Animation sportive de 9 h à 12 h

Grand repas à midi

Débats, montages vidéo, expositions, chanteurs, musiciens, comédiens, jeux, spécialités culinaires spectacle avec Elisabeth, Jean-Claude Deret

• A CLERMONT-FERRAND dimanche 1^{er} juillet

à VEYRE (entre Clermont et Issoire) de 14 h à 20 h

Musique, stands de jeux, expositions, débats, dans un agréable cadre de verdure

• A MARSEILLE dimanche 8 juillet à partir de 11 heures

Parc des Loisirs de Valabre près de Gardanne (Bouches-du-Rhône)

Une « très large discussion »... mais sur quoi ?

« Les communistes sont invités à la discussion » ; une « très large discussion tournée vers l'avenir » : voilà ce que la session du Comité central du PCF des 26 et 27 juin était censée préparer, à la suite de l'important revers électoral enregistré par le parti aux élections européennes. Mais ceux qui, parmi les militants communistes, en espéraient un examen critique de la politique menée par le PCF risquent d'être plutôt déçus des explications fournies par la direction du parti.

On trouve bien sûr, dans le rapport de Claude Poperen au Comité central du PC, un certain nombre d'aveux de taille, bien qu'ils ressortent maintenant des évidences : « Les résultats prouvent un mécontentement réel qui a valeur d'avertissement sérieux à la gauche ». « La raison principale en est que les engagements de 1981 n'ont pas été tenus sur des questions aussi capitales que l'emploi (...) alors qu'en 1981 un espoir immense était né, certes chargé comme nous l'avions dit, de beaucoup d'illusions, peu de choses se sont modifiées dans la vie des gens. (!) Parfois même, ils ont ressenti douloureusement des dégradations, des reculs par rapport à la période 1981-1982 ». « L'électorat communiste traditionnel est celui qui avait investi le plus d'espérance dans le changement, en attendait le plus, et est aujourd'hui celui qui est le plus touché par la politique de rigueur ». Comme on voit, la direction du PCF en tout cas sait à quoi s'en tenir sur ce que pensent les couches populaires de la politique du gouvernement auquel elle participe.

Mais alors, c'est bien la poli-

tique suivie par le PCF qui est en cause ? Vous n'y êtes pas. Les dirigeants du PC ont souligné qu'après tout, le phénomène d'abstention et le reflux électoral frappent tout autant le Parti Socialiste, « qui détient 35 portefeuilles ministériels sur 42, 268 députés soit à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale », bref qui est le principal responsable de la politique gouvernementale. Autrement dit, c'est la politique du PS qui est condamnée ; le drame du PC, serait d'être trop faible et donc de ne pas avoir les moyens de faire prévaloir ses propositions « dans le sens des engagements de 1981 », au sein du gouvernement.

Le drame donc, c'est que les électeurs considèrent que la politique du PC et du PS, c'est tout comme. Ce qui est tout de même logique puisqu'ils sont dans le même gouvernement et que le PC, que l'on sache, ne manque pas une occasion de réaffirmer que son engagement dans ce gouvernement est durable. Mais justement, Claude Poperen déplore que « nous sommes considérés comme co-responsables de la majorité et de la politique qu'elle met en œuvre. Les gens n'ont pas ressenti notre action constructive, l'objet et l'intérêt de nos propositions pour avancer et réussir, la nécessité de nous donner plus de poids justement pour aller dans ce sens. Le mécontentement s'est traduit en abstentions, non en soutien à nos propositions ». « Il apparaît ainsi que nous ne sommes pas perçus, à la direction des affaires du pays, comme des partenaires susceptibles de suffisamment influencer la politique gouverne-

mentale dans le sens de leurs intérêts ».

Il faut donc bien conclure que ce qui ne marche pas, c'est la politique de la direction du PC visant à rester au gouvernement avec le PS, tout en tentant de faire croire aux travailleurs, aux électeurs, que s'il ne tenait qu'au PC, si le PC était plus fort, ce gouvernement mènerait une politique qui leur serait plus favorable. Ça ne prend pas. Et tous les militants du PC qui tentent, dans les usines et les quartiers, de défendre cette politique auprès de la population, auprès de tous ceux que frappe la politique de rigueur, pourraient expliquer à Claude Poperen pourquoi : on est au gouvernement ou pas ; si le PCF y est et y reste au moment où ce gouvernement mène une politique violemment anti-ouvrière, eh bien les travailleurs en concluent — à juste raison — que fondamentalement, la direction du PC est d'accord avec cette politique. Même si, par ses contorsions, Marchais essaie de prouver qu'il n'est pas d'accord sur tout.

Mais d'après Poperen, la question n'est pas là. Le problème c'est que « dès le début nos efforts ont buté sur la difficulté à mobiliser le maximum de forces du parti pour être au plus près des gens et dialoguer (...) ainsi que sur des difficultés (...) pour faire comprendre et mesurer notre politique dans sa réalité ». Autrement dit, les militants du PCF, eux aussi, n'ont pas compris, ou ont renâclé, en tout cas ne se sont pas montrés assez efficaces pour aller convaincre les travailleurs, et surtout en l'occurrence les électeurs, de voter quand même pour le PC. Et la

« très large discussion tournée vers l'avenir » que promet ce Comité central du PC aura si l'on comprend bien un but principal : les convaincre si faire se peut de se montrer un peu plus actifs, à l'avenir, pour défendre auprès des couches populaires qui forment l'électorat habituel du PC cette politique qu'ils ont pourtant bien l'air de trouver indéfendable.

Car quant à changer de politique, Poperen a prévenu qu'il n'en était pas question : d'après lui, ce n'est pas « la stratégie élaborée qui est en cause ». « Ce n'est pas l'opinion du Bureau politique ». « Nous considérons que la voie démocratique au socialisme que nous avons mise au point ces dernières années constitue un choix stratégique capital, historiquement neuf ». « Ce dont notre parti a souffert et souffre encore ce n'est pas de trop de mise en œuvre de cette stratégie, mais de la difficulté, à tous les niveaux, à pousser jusqu'au bout sa logique et ses implications. »

Les militants du PC sont donc prévenus. On va « discuter ». Mais discuter pour les convaincre de se montrer un peu plus efficaces dans la défense de la politique du parti. Pas pour changer celle-ci. Ou plus exactement, s'il est question de la changer un peu, ce n'est pas pour cesser de s'associer à la politique anti-ouvrière du gouvernement. C'est pour s'y associer mieux.

C'est bien le sens des ballons d'essais que viennent de lancer un Juquin en déclarant à FR 3 que peut-être le problème se posait pour le PC d'abandonner la vieille référence au « centralisme démocratique » ou bien un Anicet Le Pors qui,

dans son récent livre, affirme que maintenant « La conscience de classe doit se donner la dimension du sens de l'Etat ». C'est même ce que dit aussi Claude Poperen, sous une forme plus dissimulée, en déplorant que « l'image, l'histoire du PCF, c'est pour l'essentiel la contestation. (...) mais pas ou peu (...) la lutte constructive pour des avancées (...) ». Pour les uns et les autres, le problème en somme est de rompre avec la vieille image du PCF, de lui donner celle d'un véritable parti de gouvernement, voire même de cesser de faire semblant d'avoir des désaccords, en somme d'être un parti social-démocrate comme un autre, gérant pur et simple du capitalisme, et de faire avaler ça aux militants du PC qui y sont venus en pensant que c'était un parti de lutte.

Au fond, la seule conclusion que tirent les Le Pors, les Juquin et les Poperen, c'est qu'il faudrait, pour ne pas se laisser doubler par le PS, se montrer aussi social-démocrate que lui.

Mais c'est précisément à ce jeu que le PC est perdant, face au PS, depuis maintenant des années ; car il n'a pas contenté les partisans les plus convaincus d'une politique social-démocrate, qui ont fini par rejoindre le PS, et maintenant il dégoûte et démoralise les autres, les militants venus en croyant réellement que le PC était le parti de la classe ouvrière et de ses luttes.

Mais on sait au moins une chose ; les dirigeants du PC sont prêts à continuer leur politique, voire à l'aggraver. Même si leur parti devait y perdre toute son influence.

EN ROUTE POUR LES CARAVANES DE LUTTE OUVRIÈRE

Avec l'été et la période des vacances revient aussi la période des caravanes de Lutte Ouvrière. Dans les villes et les villages des diverses régions de France et particulièrement dans les régions de villégiature, elles seront là et organiseront, chaque jour dans une ville différente, projections de films, discussions et

débats.

Ce sera l'occasion pour tous ceux qui le souhaitent de se rencontrer, de discuter avec les militants de Lutte Ouvrière, de faire le point sur la situation aujourd'hui, de débattre entre travailleurs, mais aussi entre militants : que ce soit du PC, du PS, de

l'extrême-gauche ou des organisations syndicales. Un débat plus que jamais nécessaire et qui pourra avoir lieu, fût-ce à une modeste échelle, dans le cadre de nos caravanes.

En ce début juillet, une première caravane partira en éclaireur sur la côte du Languedoc. D'autres sui-

ront, à partir du 14 juillet, en Bretagne, dans le Nord, en Vendée, sur la Côte Aquitaine, dans les Alpes, les Pyrénées, l'Auvergne, les Cévennes, la Provence...

Voici en tout cas, d'ores et déjà l'itinéraire de cette première caravane « Languedoc » :

Le 30 juin : Banyuls
Le 1^{er} juillet : Port Vendres
Le 2 juillet : Argelès Plage
Le 3 juillet : Argelès Plage
Le 4 juillet : Elne
Le 5 juillet : St-Cyprien
Le 7 juillet : Canet
Le 8 juillet : St-Marie
Le 9 juillet : Rivesaltes
Le 10 juillet : Barcarès
Le 11 juillet : Leucate
Le 12 juillet : La Franqui.

Tout se paie !

Le gouvernement prépare actuellement le budget pour l'année 1985, budget qui sera « d'une rigueur sans commune mesure avec celui de 1984 ». Delors, au moins, annonce la couleur.

Sur la lancée du budget de cette année, le gouvernement veut en effet réduire de manière draconienne les dépenses publiques, mais pas n'importe lesquelles.

Les salaires des fonctionnaires d'abord, puisque les augmentations seront bloquées à 5 %, quelle que soit la hausse réelle des prix. Comme en 1984, tous les avantages nouveaux de carrière et de rémunération seront proscrits.

Les effectifs de la Fonction publique devront diminuer de 20 000 emplois ; le projet prévoit de ne remplacer qu'un seul départ à la retraite sur deux.

Et plus généralement, les dépenses d'investissement n'augmenteront pas en francs courants : c'est-à-dire, étant donné l'inflation, qu'elles baisseront d'au moins 5 % en valeur réelle. De même les autorisations de programmes vont dégringoler de 10 % en francs courants, et de plus de 15 % en volume.

Ces compressions de dépenses auraient pour but de réduire d'un point les prélèvements obligatoires, c'est-à-dire le total des impôts et des cotisations de Sécurité sociale. Mitterrand l'avait promis l'an dernier ; et cette promesse-là,

il tient probablement à la tenir, car encore une fois il s'agit d'un cadeau, et d'un gros, aux patrons, petits et grands. La principale mesure envisagée, en effet, est la réduction ou même la quasi-suppression de la taxe professionnelle.

Cette taxe professionnelle, qui a remplacé il y a une dizaine d'années l'ancienne patente, a été traitée par Mitterrand d'impôt « imbécile, insensé, injuste, anti-économique ». Il rapporte pourtant 60 milliards par an. Et si cet impôt était supprimé, ou diminué — *Le Monde* parle d'une réduction de 25 à 30 milliards de francs au moins — la part payée par les salariés pour faire fonctionner l'Etat, ses dépenses utiles comme ses dépenses nuisi-

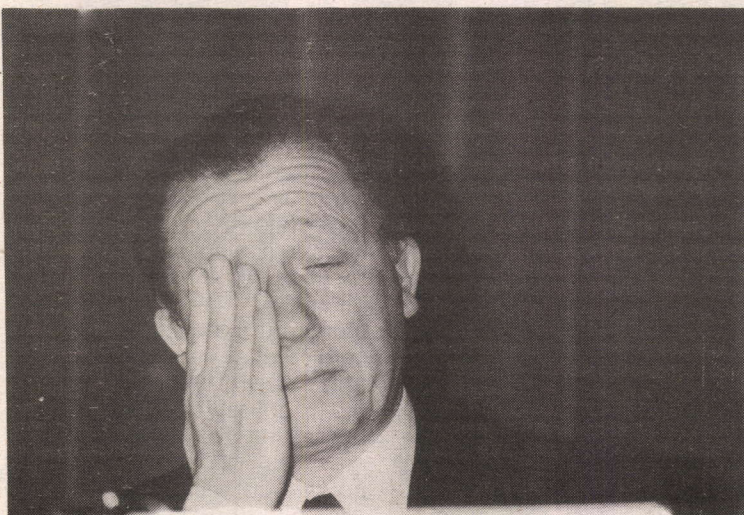
bles, augmenterait d'autant.

Il y aurait tout de même des allègements pour l'impôt sur le revenu. On supprimerait d'abord la « majoration exceptionnelle » que payaient les

hauts salaires !

Pas étonnant qu'aux élections, les classes populaires refusent de mettre leur bulletin de vote dans l'urne et disent : On a déjà donné !

Bertrand GORDES



Les comptes de la nation

Patrons et ouvriers ne font pas caisse commune !

Les comptes de la nation rendus publics pour 1983 font apparaître une dégradation du pouvoir d'achat des ménages, en même temps qu'un redressement de la situation des entreprises.

Pour les ménages, le pouvoir d'achat régresse en 1983 (-0,3 %) comme en 1980, et le taux d'épargne passe en 1983 à 14,9 %, contre 15,7 % en 1982.

Cette moyenne, calculée toutes catégories sociales confondues, n'indique pas la régression plus forte des plus pauvres.

Pour les entreprises, l'excédent brut d'exploitation progresse de 17,1 % et l'épargne brute de 31,7 %.

L'INSEE note que le redressement des entreprises est d'autant plus remarquable qu'il s'effectue mal-

gré la faiblesse de la croissance et qu'il s'explique par une très nette diminution de la part des salaires bruts dans la valeur ajoutée, liée elle-même à des gains de productivité substantiels et à une croissance du taux horaire des salaires beaucoup moins forte qu'en 1982.

Le redressement de l'épargne des entreprises provient aussi de la diminution des impôts payés par les entreprises.

Aussi l'autofinancement atteint-il « un des niveaux les plus élevés depuis 20 ans ». Ce qui n'empêche pas le taux d'investissement pour 1983 « d'avoir été l'un des plus bas enregistrés depuis deux décennies. »

Julie RENOIR

Liberté pour Jacky Challot !

Jacky Challot, militant syndicaliste CFDT, contrôleur du Trésor à Versailles, arrêté il y a trois mois par la police polonaise alors qu'il tentait d'introduire cinq duplicateurs offset, des rames de papier, de l'encre d'imprimerie et des publications politiques interdites par la censure polonaise, a été condamné à deux ans de prison.

Cette condamnation, la première du genre paraît-il, marquerait une attitude plus ferme de la part du gouvernement polonais, probablement destinée à servir d'exemple en direction des mili-

tants qui apportent leur soutien et leur aide active aux mouvements oppositionnels en Pologne, et en particulier à Solidarnosc. Jusqu'à présent la police se contentait de saisir le matériel, d'expulser les inculpés dans les 48 heures, avec ou sans caution. Mais déjà, un autre militant, Olivier Roux, syndicaliste étudiant de l'UNEF-ID, arrêté à la même époque que Jacky Challot, n'a été relâché que récemment, après deux mois de détention.

Liberté pour Jacky Challot et pour tous les emprisonnés politiques en Pologne !

Salaires en baisse

Une enquête du ministère des Affaires sociales indique que l'augmentation des salaires horaires des ouvriers continue de ralentir.

L'augmentation des salaires horaires a été de 3,1 % au premier trimestre 1983, puis respectivement de 2,5 %, 1,9 % et 1,9 % aux 2^e, 3^e et 4^e trimestres de la même année. Pour le premier trimestre 1984, elle a été de 1,5 % !

La même enquête souligne que « les ouvriers du niveau le plus bas ont connu au cours de ces trois mois une hausse plus faible que celle des autres catégories : 1,2 % ».

Du sperme et de sa propriété (privée)

Il faudra attendre quinze jours la réponse du tribunal de Créteil à la requête d'une jeune femme réclamant au CECOS (Centre d'étude et de conservation du sperme) la restitution du sperme de son mari décédé, dont elle veut, grâce à l'insémination artificielle, avoir un enfant.

C'est que, paraît-il, la question n'est pas simple : il y aurait, en la matière, vide juridique.

Le CECOS justifie son refus en expliquant qu'une « procréation post-mortem ferait naître un enfant dont la filiation légitime ne pourrait jamais être juridiquement établie, puisqu'il n'aurait pas été conçu dans le mariage ».

Et puis il y a la question de l'héritage, question délicate, abordée en ces termes par *Le Figaro* du 28 juin : « Et du côté de l'héritage ? Pour peu que l'insémination tarde, l'ultime enfant verra le jour après la liquidation de la succession. Retarderait-on celle-ci ? (...) Avant même que le problème de sa vocation à l'héritage ne se pose, comment s'opérerait d'ailleurs la transmission héréditaire du sperme individualisé ? A qui appartiendrait-il ? A tous les héritiers ? Au seul conjoint ? A l'usufruitier ? »

Reconnaissez que vous n'aviez pas pensé à ça. Où va-t-on, si ceux qui ont mis quelques millions à l'abri peuvent se les voir réclamer en héritage, simplement parce qu'ils ont laissé traîner leur sperme dans une banque !

LES RESULTATS ELECTORAUX DE L'EXTRÊME-GAUCHE (ERRATUM)

Dans notre dernier numéro, une erreur s'est glissée concernant les résultats recueillis par l'extrême-gauche aux élections européennes du 17 juin dans le département de l'Isère.

Il fallait lire :

LO : 4 317 voix, 1,39 %
PCI : 1 959 voix, 0,63 %

Quant aux résultats globaux, tels qu'ils ont été finalement proclamés, ils sont maintenant les suivants :

Liste LO : 417 702 voix, 2,07 %
Liste PCI : 182 320 voix, 0,90 %
Total : 600 022 voix, 2,97 %.

A la recherche des voix démocrates

Tandis que, réconciliés, Gary Hart et Walter Mondale prenaient ensemble leur petit-déjeuner à New York, Jesse Jackson, autre candidat à l'investiture démocrate pour les présidentielles, rencontrait Fidel Castro à La Havane.

Reçu comme un chef d'Etat, il a quitté Cuba en ayant obtenu la libération de 22 prisonniers américains, accusés de trafic de drogue.

Il y a quelques mois, il avait obtenu, à l'issue d'une visite en Syrie, la libération d'un pilote américain.

En la matière, Jesse Jackson fait preuve d'une certaine efficacité ; une efficacité plus grande en tout cas que celle des commandos de la CIA parachutés par Carter dans le désert pour délivrer les otages américains en Iran.

Cultivant son image de partisan du dialogue, avant sa visite à Cuba, Jackson s'était rendu au Panama, où il avait violemment critiqué la diplomatie de Reagan en



Amérique centrale, et au Salvador, où il avait, jouant les médiateurs, rencontré les représentants de la guérilla salvadorienne.

En fait, côté démocrate, les jeux sont faits. C'est de toute façon Mondale qui sera le candidat. Et la seule chose qui se discute encore, c'est de savoir qui sera son candidat à la vice-présidence, ou plus exactement quand Gary Hart, ces-

sant de jouer les coquets, se décidera à accepter cette seconde place.

Mais Jackson, qui avait de toute façon bien peu de chances, dès le départ, d'arriver le premier, continue à jouer son rôle en tentant de ratisser, pour le compte des démocrates, le maximum de voix, du côté des Noirs et des minorités raciales, et du côté des pacifistes.

Afrique du Sud

Soweto manifeste

Soweto a commémoré dans les églises et la rue, par des manifestations, le huitième anniversaire des émeutes de 1976 qui firent officiellement 575 morts.

Chaque année, les habitants de Soweto tiennent à marquer cette date du 16 juin qui fut, en 1976, le début de la vague d'émeutes.

Celles-ci commencèrent par une manifestation de dix mille écoliers et étu-

dants, refusant l'obligation d'apprendre l'afrikaans dans les écoles, mesure qui pour eux symbolisait le pouvoir raciste des Blancs. La police tira et tua un jeune écolier de 13 ans. Les jours suivants, le ghetto s'enflamma.

Soweto n'est, dans le langage du régime sud-africain, qu'une « township », une banlieue lointaine où l'on parque les travailleurs noirs. C'est pourtant

la plus grande ville d'Afrique australe : deux millions d'habitants y vivent, dans des masures de briques parfois, de tôle le plus souvent ; deux millions d'habitants dont un quart de clandestins qui, étant au chômage, devraient selon la loi sud-africaine regagner leurs réserves.

Sur aucune carte ne figure le nom de Soweto, l'existence de cette immense concentration urbaine est aussi clandestine...

Depuis 1977, le ghetto est encerclé d'une triple rangée de barbelés. Les Blancs ne peuvent y pénétrer sans autorisation. Les flics blancs ne s'y hasardent plus. Ils préfèrent leur caserne : un ancien hôpital psychiatrique.

Soweto est le ghetto de la misère et de la violence. C'est ainsi un véritable symbole du régime de l'Apartheid, le régime de ce Pieter Botha que les « démocraties » européennes viennent de recevoir en visite et qui peut fêter aussi la vingtième année d'emprisonnement du principal dirigeant nationaliste noir d'Afrique du Sud, Nelson Mandela...



Les condamnés à mort de janvier graciés

Pour la seconde fois, le chef de l'Etat tunisien a dû reculer devant la pression populaire, en décidant de gracier huit jeunes, condamnés à mort pour avoir participé aux émeutes du début du mois de janvier. On sait que l'annonce du doublement du prix du pain avait alors soulevé une vague de colère dans tout le pays. La répression, qui fit officiellement 29 morts, n'eut aucun effet sur la détermination des manifestants. Bourguiba préféra désavouer la décision prise et annuler les hausses décidées.

Car, sans déclencher de nouvelles émeutes, l'annonce de la condamnation à mort des huit jeunes manifestants, le 26 mai dernier, a provoqué un large mouvement de protestation. L'hebdomadaire *Jeune Afrique* du 27 juin rapporte que « partis d'opposition, syndicats, associations

de journalistes, de juristes, d'ingénieurs, d'écrivains, le Conseil de l'ordre des avocats, des médecins et des pharmaciens, des intellectuels mais aussi des femmes et des mères ne faisant partie d'aucune organisation, ont multiplié les interventions ».

Ce recul ne doit pas cacher que la répression a été lourde. Depuis le 15 mai, une quarantaine de jeunes ont été condamnés à des peines allant de cinq à trente ans de prison. Un cas de torture sur l'un des condamnés à mort a été officiellement reconnu par une expertise médicale.

Mais le fait est là : la répression orchestrée par le régime de Bourguiba impressionne de moins en moins une population qui sait, maintenant, que c'est en descendant dans la rue et en manifestant qu'on peut faire reculer le régime.

G. M.

Israël

Démocratie limitée

La campagne électorale a débuté depuis quelque temps déjà en Israël où, le 23 juillet prochain, doivent avoir lieu les élections législatives pour renouveler les 120 députés de la Knesset.

En apparence, ces élections sont très démocratiques, puisque les députés sont élus au scrutin proportionnel. Il y a déjà d'ailleurs une vingtaine de listes en présence.

Cependant, il existe une Commission de contrôle des élections, composée d'une trentaine de députés originaires de tous les groupes parlementaires, et chargée avant les élections de juger si une liste peut ou non se présenter. Ainsi, deux listes ont déjà été écartées : la liste d'extrême-droite *Kach*, du rabbin Meir Kahane, à cause de « ses positions racistes et anti-démocratiques » et parce qu'elle « sape les fondements mêmes de la démocratie israélienne ». Mais aussi la « Liste Progressiste pour la Paix », de gauche, menée par un avocat arabe, Mohammed Miari, et comprenant le journaliste Ury Avnery et le général de réserve Matti Peled, qui prend position pour la restitution des territoires occupés. Le prétexte est que cette dernière liste aurait des positions « équivoques »

envers l'OLP et qu'elle critiquerait la « loi du retour », cette fameuse loi qui est un des fondements du sionisme et selon laquelle n'importe quel immigrant juif venu des États-Unis ou d'Europe est immédiatement reconnu citoyen d'Israël et a plus de droits qu'un Arabe palestinien dont la famille vit là depuis des générations !

Il faut croire que, pour cette commission de contrôle, ce véritable racisme institutionnel est aussi, comme elle dit, un « fondement de la démocratie israélienne ».

M.L.

UN COMMUNIQUE DE LA « LISTE PROGRESSISTE POUR LA PAIX »

Dans un communiqué, la Liste progressiste pour la paix qui vient d'être interdite par la commission électorale israélienne, fait appel à l'opinion internationale, et demande notamment d'envoyer des télégrammes de protestations à : « 1 : HAARETZ (quotidien) TEL AVIV, ISRAEL. 2 : Mr Shimon PERES, Parti Travailleur, Hayarkon Street, TEL AVIV, ISRAEL ».

Elle ajoute : « L'appel à M. PERES est particulièrement important vu la collusion entre le Likoud et le Parti Travailleur dans la commission électorale afin d'interdire la Liste progressiste pour la paix. »

Les dirigeants syndicaux à la recherche de la porte de sortie

LES grèves tournantes dans l'imprimerie, qui bloquent à tour de rôle la parution de différents journaux, pour obtenir les 35 h, ont connu de nouveaux développements au début de leur douzième semaine. Après l'échec d'un médiateur dans la négociation avec le patronat, le syndicat, l'IG Druck, a décidé de toucher les petites entreprises qui jusque-là avaient été épargnées par la grève. L'objectif de l'IG Druck est que les petits patrons, qu'une grève même de courte durée peut affecter durement, fassent pression sur l'association patronale dans le sens de l'acceptation d'un compromis.

Dans la métallurgie, au début de la septième semaine de grève pour les 35 heures, au contraire, le syndicat IG Metall a annoncé qu'il serait favorable au compromis concocté par un médiateur dont les propositions avaient déjà reçu l'aval du patronat. Si cette position du syndicat était confirmée, celui-ci devrait faire voter les métallurgistes sur la reprise du travail.

Ainsi, les syndicats de la métallurgie et de l'imprimerie, qui avaient adopté la même revendication — les 35 h sans diminution de salaire — et qui appartiennent à la même confédération — le DGB — mènent la négociation chacun de leur côté, organisent la grève et la reprise du travail indépendamment l'un de l'autre.

Un autre syndicat du DGB, celui des transports et des services publics, l'OETV, également favorable à la revendication des 35 h, n'a pas appelé à la grève, parce que le renouvellement de sa convention collective qui fixe l'horaire de travail tombe seulement en septembre prochain.

Au congrès de ce syndicat qui, avec 1,18 million de membres, est le deuxième par ordre d'importance après l'IG Metall au sein du DGB, un délégué s'est fait applaudir quand il a critiqué le fait que les syndicats ne se soient pas coordonnés et en conséquence n'aient pas négocié et lutté en même temps et à l'échelle du pays, « car alors, a déclaré ce syndicaliste, les patrons n'auraient pu nous tenir la dragée haute et remporter la victoire » (*Süd-deutsche Zeitung* du 22 juin).

Mais cet émiettement est délibéré de la part des syndicats. Leur objectif est la négociation. La grève est essentiellement considérée par eux comme un moyen de parvenir à la table de négociation. Ils savent utiliser la force des travailleurs, contrôlée, centralisée

autant que faire se peut, dans un tel but. Mais leur politique n'est pas de faire que, par la grève, les travailleurs s'unissent et se renforcent. Et l'issue de ce conflit, cette issue marchandée en ce moment même entre patronat et syndicats, ne sera pas une victoire pour la classe ouvrière.

Le projet d'accord est-il favorable aux travailleurs ? En matière de réduction du temps de travail, il prévoit la semaine de 38 h 30, qui serait inscrite dans les conventions collectives à dater du 1^{er} avril 1985.

Le patronat, qui s'en tenait jusqu'à présent au strict maintien des 40 h, l'acceptera-t-il ? Il semblerait que ce soit possible, à condition que la mesure s'accompagne d'une certaine liberté de manœuvre : que les 38 h 30 soient appliquées, mais en quelque sorte « en moyenne », ce qui permettrait une semaine de faire plus, une autre de faire moins. Comme les patrons français, les patrons allemands militent pour ce qu'ils appellent une plus grande « flexibilité » des horaires.

Une étude d'un « Institut économique du patronat » de Cologne écrivait que « les réductions du temps de travail pourraient être tout à fait raisonnables, là où elles répondent à des impératifs des entreprises, par exemple en permettant de travailler 24 h sur 24 durant le week-end ». De la même façon, le président

du syndicat des employeurs se serait montré bien disposé à l'égard des 38 h 30, qui « doivent être l'occasion de réaliser de nouveaux gains de productivité ». En quel cas, la réduction du temps de travail n'aboutirait pas à créer ou maintenir des emplois, comme certains le croyaient ou le laisseraient croire dans les milieux syndicalistes, mais à « mieux faire tourner les machines ».

En bref, le compromis pourrait être accepté par le patronat, et acceptable pour lui.

Pour les salaires, le syndicat, là aussi, sauverait la face, puisqu'il n'y a pas de baisse prévue parallèlement à la baisse des horaires. Mais c'est tout simplement que la baisse du pouvoir d'achat est inscrite dans un autre paragraphe : celui des revalorisations des salaires prévues.

Pour l'année en cours, une augmentation de 3,3 % doit intervenir en juillet, avec une indemnité forfaitaire qui équivaut à environ 750 F, en guise de rattrapage pour les six premiers mois de l'année. Pour 1985, il est prévu seulement 2 % en avril : une revalorisation qui ne compense pas la hausse officielle des prix, estimée actuellement à 3 % sur un an, mais aussi en très net recul par rapport aux augmentations consenties au cours de ces dernières années, qui étaient déjà en régression mais n'avaient jamais été en dessous de 3,2 %.

Sur les salaires donc, l'IG Metall est prêt à accepter une nouvelle détérioration de la situation.

Ainsi, sept semaines après le début de la grève, l'IG Metall ne laisse comme choix aux travailleurs que l'acceptation d'un compromis ou la prolongation de la grève qui se ferait dans des conditions très difficiles, avec un rapport de forces défavorable aux travailleurs. En effet, plusieurs centaines de milliers de travailleurs que l'IG Metall n'a pas appelés à la grève n'ont pas été payés pendant un mois à un mois et demi selon les usines, qu'ils aient été lock-outés ou mis en chômage technique.

Que près de 400 000 travailleurs assistent à la grève en spectateurs, voire en victimes, cela pèse probablement lourd sur le moral de ceux qui voudraient poursuivre le mouvement.

Cette situation est le résultat de la politique syndicale. Les travailleurs, ont montré leur combativité, répondant à l'appel du syndicat quand celui-ci les a sollicités, et c'est d'autant plus remarquable que la revendication qu'avait choisie le syndicat, les trente-cinq heures, était loin, semble-t-il, de faire l'unanimité parmi les travailleurs. Mais l'IG Metall n'a appelé à la grève qu'une minorité de travailleurs (pour préserver sa caisse de grève, prétend-il) laissant ainsi au patronat les mains libres pour lock-outer.

Si l'accord est conclu

entre syndicat et patronat, il restera encore à l'IG Metall à le soumettre au vote des travailleurs. Dans les statuts du syndicat, toutes les précautions sont prises pour aider les bureaucrates syndicaux à faire reprendre le travail, puisqu'il suffit que 25 % des votes aillent dans le sens de la reprise pour qu'elle ait normalement lieu, alors qu'il faut plus de 75 % des voix pour déclencher un mouvement.

Il est arrivé malgré tout que le syndicat ait quelques difficultés pour faire reprendre. En janvier 1979, après six semaines de grève dans la sidérurgie pour les 35 heures qui s'étaient soldées par un échec, la reprise avait été votée par seulement 54,47 %, les votes en faveur de la reprise étant minoritaires, si on ne prend en compte que les grévistes, puisque le syndicat avait fait voter tout le monde, grévistes et non-grévistes. Des militants syndicaux s'étaient publiquement déclarés contre la reprise.

A cette occasion, le dirigeant de l'IG Metall de l'époque avait déclaré : « Tout le monde peut déclencher une grève, tout l'art consiste à savoir l'arrêter ».

Après avoir conduit le mouvement dans une impasse, les bureaucrates de l'IG Metall vont pouvoir exercer leur « art ». Il n'est pas sûr que les métallurgistes d'Allemagne l'apprécient.

Jean SANDAY



La porte principale de l'usine Opel en grève. (Photo D. Treber).

L'USINE Opel de Rüsselsheim est une des usines du Land de Hesse choisies par l'IG Metall (le syndicat de la métallurgie de RFA) pour être mises en grève pour l'obtention de la semaine de 35 heures.

Cette usine qui fabrique des voitures Opel occupe 34 000 personnes. C'est une très grande usine au cœur de la petite ville de Rüsselsheim (comme en France les usines Peugeot se trouvent au centre de la vie de la ville de Montbéliard). Elle compte environ 7 000 à 8 000 travailleurs émigrés, essentiellement Turcs et Grecs.

Elle revêt une importance principale dans le conflit. C'est un peu le « Renault-Billancourt allemand ». Le chef du personnel fait d'ailleurs partie de la délégation patronale qui négocie. Le syndicat a décidé d'en faire le phare de la lutte.

LE DECLENCHEMENT

DE LA GRÈVE

Dans le cadre de la campagne pour les 35 heures, le syndicat IG Metall avait organisé un vote préliminaire et les ouvriers syndiqués (26 500) de l'usine Opel avaient voté à 84 % pour la grève. Quelques jours après, le syndicat lançait la grève et, le lundi matin, à la prise du travail, une rangée de syndicalistes et de travailleurs au coude à coude barrait l'entrée de l'usine au point que, dit un dirigeant de la grève : « pas un souffle de vent ne passait au travers ».



Piquet de grève à Rüsselsheim. (Photo D. Treber).

Visite à l'usine Opel, de Rüsselsheim, en grève

L'ORGANISATION ET LE DEROULEMENT DE LA GRÈVE

Le syndicat IG Metall dirige la grève et la contrôle complètement. Ainsi, dans la salle des fêtes de la ville de Rüsselsheim louée par le syndicat, environ 80 personnes reçoivent toute la journée les grévistes qui viennent faire tamponner leur carte et en même temps sont affectés comme piquets de grève à l'une des neuf portes de l'usine pour deux demi-journées de garde. Ce tour de garde revient à peu près deux fois par semaine pour chaque gréviste. Lorsque le gréviste arrive à son poste, il fait à nouveau tamponner sa carte par le responsable du piquet. Et c'est seulement sur la foi de ces deux tampons qu'il recevra les indemnités de grève allouées par le syndicat.

Mardi dernier, une manifestation était organisée à Mayence, capitale de la Hesse, à 12 kilomètres de Rüsselsheim. Les cartes de gréviste étaient tamponnées dans les bus. Cela assure certes une certaine participation, mais pas forcément du dynamisme à ces manifestations.

A la salle des fêtes, les dirigeants syndicaux font de temps en temps un compte rendu de la situation à quelques grévistes présents ou à des délégations venues d'autres usines. A la fin d'une de ces discussions, un ouvrier a demandé pourquoi une entreprise était autorisée à

réparer des machines pendant la grève et si les camarades ayant de plus en plus de problèmes d'argent ne pouvaient pas refuser de payer leur loyer. Le dirigeant syndical devint alors très évasif et, paternaliste, finit par invoquer le respect de la légalité sans que personne ne le conteste.

A part une fête et un meeting, il n'y a eu aucune assemblée générale des grévistes : l'ensemble des décisions ont été prises par le petit noyau de syndicalistes que les travailleurs appellent les « fonctionnaires ». (Il faut en effet savoir qu'un délégué élu au « Betriebsrat » — Conseil d'entreprise — devient immédiatement permanent).

Sur les 34 000 salariés, environ 30 000 sont grévistes : les 26 500 syndiqués à l'IG Metall et quelque 2 000 à 3 000 non-syndiqués, dont le syndicat ne se préoccupe pas.

Aucune production ne sort de l'usine.

Il y a environ 3 000 à 3 500 non-grévistes, essentiellement cadres et employés. De plus, environ 700 professionnels sont autorisés par le syndicat à travailler pour assurer la maintenance.

Il n'y a pas eu de grève dans cette usine depuis 33 ans. La dernière (3 semaines en 1951) s'était soldée par 3 pfennigs d'augmentation.

LES PIQUETS

DE GRÈVE

Sur la trentaine de portes que comporte l'usine, neuf seulement sont ouvertes et gardées toute la journée par les piquets de grève. Les autres sont complètement condamnées, ceci après accord passé entre l'IG Metall et la direction d'Opel.

Les piquets de grève, ce sont de 50 à 200 personnes devant les portes suivant l'heure de la journée. Leur rôle consiste à faire une « haie d'honneur » au passage des non-grévistes. En effet, ceux-ci doivent pouvoir entrer par un passage d'au moins deux mètres (c'est une décision de justice). A chaque piquet se trouvent avec leur casque rouge les « organisateurs ». C'est ainsi qu'à la porte principale de l'usine il y a toujours entre 50 et 80 personnes qui stationnent, discutent, écoutent les informations lorsque la radio rend compte des discussions en cours, lisent la presse distribuée par le syndicat et les différents groupes politiques. Il n'y a quasiment pas eu de heurts avec les non-grévistes.

LA LUTTE DES GRÉVISTES,

PAYÉE ?

La presse française parle beaucoup des grévistes payés en Allemagne. La réalité est moins rose. En fait, l'indemnisation est proportionnelle au montant de la cotisation syndicale et elle est diminuée si le gréviste n'est pas régulièrement présent au piquet de grève. La majorité des ouvriers, qui payent le minimum de 20 marks de cotisation mensuelle, ne sont indemnisés que très partiellement.

Ainsi, un ouvrier qui gagne 2 200 marks par mois nous dit n'avoir reçu que 770 marks pour les trois premières semaines de grève (pour son loyer, il paye 700 marks, charges comprises).

Par contre, ceux qui payent la cotisation maximum sont indemnisés intégralement : c'est le cas des délégués « fonctionnaires ».

Les non-syndiqués, eux, ne touchent que l'aide sociale minimum versée par les municipalités. En plus, comme le syndicat a choisi de ne mettre qu'une minorité de métallurgistes en grève (70 000 sur un total de 500 000 concernés par le conflit), prétendument par souci d'économie pour ses propres caisses, et que la majorité des lock-outés ne sont pas indemnisés, on comprend que la « grève sans douleur » n'est pour beaucoup qu'un mythe.

LE DKP (PARTI COMMUNISTE ALLEMAND) DANS LA GRÈVE

L'IG Metall admet une certaine présence politique aux portes de l'usine, d'autant plus qu'il n'y a guère de contestation dans sa manière de diriger la grève.

Nous avons discuté, par exemple, avec des militants du DKP (Parti Communiste pro-soviétique) qui a un groupe dans l'entreprise. Ils expliquent que leur parti ne veut pas d'une autre direction que celle de l'IG Metall, même s'ils ne sont

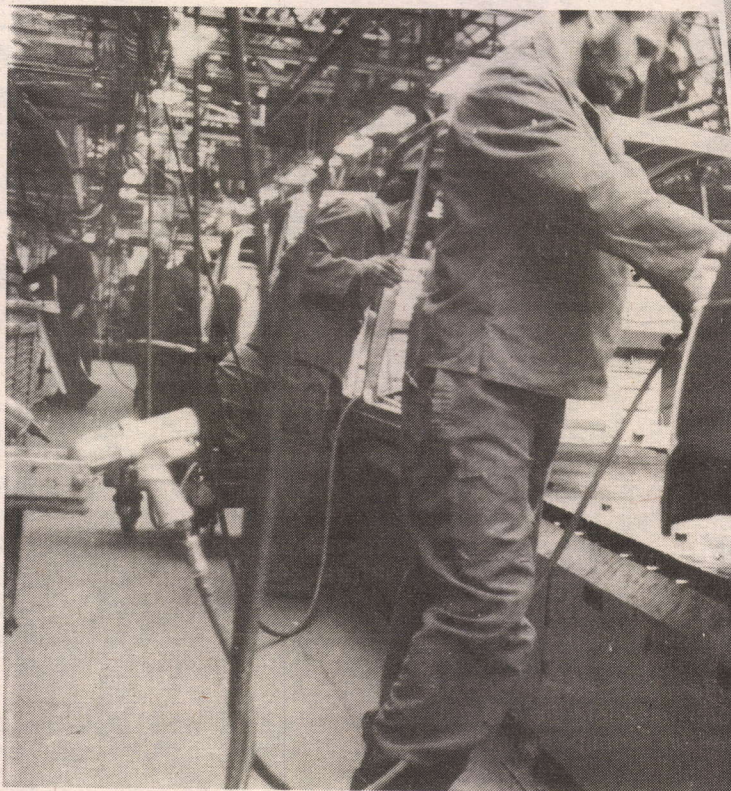
pas toujours d'accord avec elle. Leur seule originalité consiste à mettre en avant des mots d'ordre qui se veulent plus radicaux, par exemple : « Les lock-outés doivent être emprisonnés ». L'essentiel de leur activité consiste donc en une action de soutien à la grève telle qu'elle est, comme la signature de pétitions. Ils distribuent aussi quasiment tous les jours un journal gratuit de 8 pages sur l'actualité de la grève : « Der Motor » (Le moteur).

Ce journal avec photos, qui exprime aussi les positions politiques du DKP (par exemple pour les élections européennes), était, nous disent-ils, accueilli avec un peu de méfiance au début de la grève, mais les nouvelles sur la grève l'auraient rendu assez populaire.

Il y a d'autre part une distribution de soupe aux piquets de grève organisée par les militants du DKP. En plus du DKP, quelques groupes

d'extrême-gauche distribuent des tracts devant l'entreprise, mais tous ont en commun de n'avoir aucune influence sur la direction réelle du mouvement.

Mardi soir, lors de la manifestation, plusieurs centaines de personnes se sont réunies à Mayence et le soir même était annoncé un compromis où il était dit que les travailleurs n'auraient que 38 h 30 pour 1985.



La nouvelle grille de salaires : diviser pour régner

**Contre la grille
le mécontentement grandit**

Jeudi 24 mai, près de 2 000 travailleurs de l'usine ont débrayé à l'appel des syndicats CGT et CFDT. Ce sont les classifications et l'application de la nouvelle grille qui mécontentent et inquiètent un grand

nombre d'entre nous.

Les syndicats ont parlé de faire la grève illimitée, comme en Allemagne. Il ne nous reste plus qu'à passer de la parole aux actes.



**Derrière la grille,
la division**

Lors des débrayages, le dirigeant de la CGT, pour justifier la signature de l'accord sur la grille des salaires, a dit qu'un « petit tas de m... plus un petit tas de m..., ça faisait quelque chose d'intéressant ».

Drôle de façon de voir, car chacun sait que plusieurs petits tas de cette chose-là ça ne pouvait donner qu'un gros tas de la même chose.

Cette grille créera un peu

plus de division, plus de polyvalence, et permettra à la hiérarchie de décider de notre rallonge. Et ça, les travailleurs n'en veulent pas.

Et, comme maintenant, le syndicat CGT a les deux pieds dedans. On comprend que les arguments des dirigeants volent bas pour défendre cet accord.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Renault - Le Mans.

La Régie Renault a décidé de modifier la grille des classifications du personnel. C'était déjà complexe, mais elle va découper les différentes catégories de travailleurs en tranches encore plus nombreuses.

Cela touche tous les ouvriers, professionnels comme OS. Depuis le 15 mai, date de la signature de l'accord entre le patron et les syndicats (sauf CGC et CFDT), les seize « filières » de production (monteurs, contrôleurs, emboutisseurs, etc.) intègrent chacune plus d'étapes, du coefficient 165 au 215. Au-delà, il y a aussi des coefficients supplémentaires. Ce qui fait davantage de salaires différents qu'auparavant.

Pour couronner le projet, le salaire est fractionné en deux : une partie fixe, une autre à l'appréciation de la hiérarchie et de la maîtrise locales, cette dernière fraction allant jusqu'à 4 % du salaire au taux d'embauche.

Alors la nouvelle grille n'a pas soulevé d'enthousiasme. La manœuvre pour introduire une division supplémentaire a été perçue. Quelques-uns seulement y ont vu des possibilités de promotion individuelle. Mais à l'usine du Mans, par exemple, en dessous de la qualification P3, seules 616 personnes étaient concernées par des « évolutions de carrière » immédiates, 4 461 n'ayant aucune « promotion ».

Dans l'ensemble, c'est donc plutôt le mécontentement contre ce projet... ce qui n'a pas empêché les organisations syndicales de le signer.

On n'a donc certainement pas fini d'entendre parler de cette grille de classification. Dès son application, dans la plupart des usines du groupe, elle a entraîné toutes sortes de protestations et de revendications. Il n'y a pas de « bonne » grille hiérarchique, bien sûr. Celle-ci crée autant d'injustices qu'elle prétend en supprimer. Et surtout elle sert un peu de révélateur à un malaise profond sur les salaires en vigueur à la Régie, qui sont maintenant quasiment bloqués.

Correspondant LO

— RNUR Département 49

Cadence en baisse : travail en hausse

A la chaîne Moteurs du Département 49, le moteur R11 turbo est monté dans une équipe depuis le début de l'année. Lundi 18 juin, la cadence est passée de 98 à 85 moteurs en moyenne par jour. Dans le même temps, la direction retirait plusieurs travailleurs. Ainsi la chaîne tourne moins vite... mais avec un surcroît de travail pour ceux qui restent !

Mardi 19 juin, des délégués locaux CFDT et CGT sont passés et 25 sur 30 des travailleurs

ont cessé le travail pour demander du personnel en plus. La seule réponse du chef d'atelier a été de proposer de faire venir les chronos ! Mais le travail n'a pas repris. Le lendemain, une délégation a été reçue par le chef de département, qui s'est lancé dans de grands discours... sur la concurrence, la crise économique. Tout cela pour laisser entendre « qu'étant engagés à 80 %... il y avait encore de la marge » !

Bref, pour un peu, les ouvriers de la chaîne du 49 seraient des privilégiés.

Renault-Billancourt

N'oubliez pas le guide

Les samedi 23 et dimanche 24 juin, la Régie Renault a organisé une opération portes ouvertes. Il s'agissait de présenter au public le premier bâtiment du futur Billancourt 2000. La construction en est futuriste et réalisée par un architecte de renom. Mais passer un coup de peinture sur les murs, pour éviter que ceux qui y travaillent respirent la poussière, c'est trop demander.

Bilan de l'opération : ce sont surtout des chefs, des membres de la direction et d'entreprises extérieures qui ont fait le public...

— Chômage à rallonge

A Renault-Billancourt, lors d'un CE le 15 juin dernier, la direction a annoncé du chômage pour la période du 20 juillet au 2 août pour la plupart des départements de production de l'usine. Ainsi, en accolant la période de chômage à celle des congés annuels (qui tombe cette année en août), la direction essaie de faire passer la pilule en douceur.

C'est la première fois depuis longtemps que la direction fait chômer pratiquement deux semaines. La perte pour un OS sera de 500 F minimum. Et depuis le début de l'année, en 7 mois, il y aura eu entre 4 et 5 semaines de chômage dans les départements de production, entraînant une perte sèche de plus de mille francs pour un OS.

Malgré tout, la réaction à l'annonce de cette mesure a été la surprise, les vacances prenant du coup de la rallonge.

L'USINE DU MANS ET SES OUVRIERS

Avec 9 000 ouvriers, l'usine Renault est la principale entreprise de la ville du Mans.

Depuis peu, un groupe de camarades y édite un bulletin *Lutte Ouvrière*.

Au Mans, de nombreux quartiers, des cités, sont majoritairement habités par les ouvriers de Renault.

Chacun a dans sa famille ou ses relations un travailleur de l'entreprise et se sent donc directement concerné par ce qui s'y passe.

Mais si Renault - Le Mans joue un rôle de premier plan dans la ville, c'est aussi parce qu'elle a de solides traditions de combativité ouvrière. Sans doute, le dernier conflit important de l'usine remonte-t-il maintenant à neuf ans. Mais la ténacité, la cohésion qu'ont montrées alors les grévistes pour défendre leurs revendications sont encore dans les mémoires.

Et, lors de mauvais coups patronaux ou gouvernementaux, ce sont les réactions des « gars de chez Renault » que guettent les autres travailleurs du Mans.

Une concentration ouvrière

L'usine Renault est divisée en deux grands secteurs : le Tracteur, où sont usinés et montés les tracteurs agricoles, et l'Automobile.

Ce dernier secteur, le plus important, comprend : la fonderie, l'usinage et le montage des trains avant et arrière, des transmissions, des couples et différentiels et les traitements thermiques.

Il n'y a pas de chaîne de montage d'automobiles mais Le Mans fournit des pièces à toutes les usines de montage de la Régie. Les mouvements de grève au Mans peuvent donc jouer le rôle de grève-bouchon et l'ont joué de nombreuses fois (à plusieurs reprises, la Régie a riposté en lock-outant d'autres entreprises du groupe). C'est au Mans aussi que se fabrique la peinture pour l'ensemble des usines de la Régie.

Actuellement, l'entreprise emploie près de 9 000 person-

nes, dont 155 femmes. Il y a seulement 14 travailleurs étrangers. La plupart des travailleurs sont à la production : agents de production (2 000), professionnels (4 000) ou régleurs (350).

Dans le cadre des contrats de solidarité, environ 700 jeunes ont été embauchés il y a deux ans (nombre d'entre eux ne faisant que reprendre la place de leur père... à un salaire moindre). La moyenne d'âge, cependant, atteint plus de 40 ans, et la plupart des ouvriers ont une vingtaine d'années d'ancienneté.

D'origine rurale après la guerre, la plupart des ouvriers conservaient alors, en même temps qu'ils travaillaient à l'usine, un bout de terrain à cultiver ou quelques vaches dont la femme s'occupait. Maintenant, la moitié d'entre eux habitent Le Mans, les trois quarts logent à moins de 10 kilomètres de l'usine, regroupés dans des cités.

Des grèves dont on se rappelle

C'est sur des terrains achetés en 1918 que Renault construisit une usine au Mans en 1936... après la grève générale.

Le choix de cette ville répondait à un double objectif : d'abord éloigner une industrie d'importance stratégique de la frontière allemande (au début, l'usine du Mans produisait des chars de combat), ensuite en « décentralisant », trouver à la campagne des travailleurs d'origine rurale, sans traditions prolétariennes, donc moins combattifs. Telle était l'idée de Louis Renault.

Les différents conflits qui ont éclaté à l'usine ces quinze dernières années ont montré que le calcul était pour le moins à courte vue ! La combativité des ouvriers manceaux s'est révélée assez vite plutôt au-dessus de la moyenne de celle des autres usines Renault, et c'est souvent du Mans que sont partis bien des conflits sociaux à la Régie.

Les conflits les plus durs ont été ceux de 1971 et surtout 1975.

1971 : LA GRÈVE PARTIE DU FF

La grève de 1971 a commencé le 2 mai par celle de 82 travailleurs d'un atelier du FF

la direction voulait leur faire sauter la prime de juillet, une des plus grosses de l'année. La reprise n'eut lieu qu'une semaine plus tard, le 24 mai.

1975 : LA « GRÈVE DE L'ENTHOUSIASME »

En 1975, tout est parti en février d'une campagne d'agitation catégorielle lancée par la CGT afin de préparer à sa façon la négociation sur la grille des salaires prévue pour le 18 mars.

Le mécontentement étant réel, au Mans, des débrayages eurent lieu dans divers ateliers puis se poursuivirent par des mouvements de grève perlée, dite « grève de l'enthousiasme », des 4 000 OS de l'usine.

En réponse, la direction mit les OS du Mans au chômage technique quatre heures par

jour. Ceux-ci décidèrent en retour... de continuer la grève perlée pendant les quatre autres heures travaillées. La Régie utilisa alors sa tactique habituelle : mettre les syndicats au pied du mur en prenant des mesures de mise au chômage technique dans les autres usines du groupe.

Pour prouver « la bonne volonté des travailleurs », et incidemment pour ouvrir la porte à un compromis avec la Régie, la CGT appela à suspendre la grève pour un jour, le jeudi 2 avril. Pendant les quatre heures travaillées, la production sortit bien à 100 %. Mais les OS du Mans se montrèrent têtus. La direction continuant de refuser les 250 F d'augmentation par mois, la « grève de l'enthousiasme » reprit dès le lendemain. La direction recula, rétablit l'horaire normal... ce qui n'empêcha pas le « cou-

lage » d'être toujours de 50 % sur les huit heures !

Finalement, les 4 000 OS du Mans tenant bon contre toutes les pressions, contre le lock-out chez eux et dans les autres usines de la Régie, la direction négocia et accorda une augmentation de salaire de 140 F pour l'ensemble du groupe. Les syndicats crièrent victoire, bien qu'on soit loin de la revendication du début (250 F) et appelèrent à la reprise. La « grève de l'enthousiasme » avait duré neuf semaines et donné, en tout cas, du fil à retordre à la Régie... et même aux dirigeants syndicaux.

Deux exemples de mouvements qui, avec un certain nombre d'autres, ont contribué à forger aux travailleurs de Renault Le Mans une certaine réputation. Dans les luttes à venir, beaucoup souhaitent ne pas la faire mentir.



Meeting devant l'usine du Mans lors de la grève de mai 1971.

Des restructurations qui provoquent l'inquiétude

Comme l'ensemble des usines de la Régie, celle du Mans est en pleine modernisation depuis deux ans. Cela se traduit de différentes façons.

A l'Auto, des « transferts » sont implantés régulièrement : ce sont des chaînes sur lesquelles les pièces sont usinées automatiquement, et qui remplacent les postes de travail individuels.

Au Tracteur, la suppression de l'usinage est prévue pour après les vacances, suite à un accord entre Renault et le trust américain International Harvester.

Quelles seront les conséquences de tout cela ? Mises à la retraite anticipée, mutations dans d'autres usines ou licenciements ? En tout cas, la direction prévoit qu'il n'y aura plus que 6 700 personnes à

l'usine en 1990, alors qu'il y en a 8 600 actuellement et qu'il y en a eu plus de 10 000 dans le passé.

Toutes ces modifications provoquent bien sûr l'inquiétude des travailleurs. Certains ont accepté récemment d'être prêtés temporairement à l'usine de Sandouville. Mais cela ne peut pas être une solution pour tout le monde.

Vu des ateliers (Echos extraits des bulletins *Lutte Ouvrière* Renault - Le Mans)

NON A L'ABATTEMENT DE ZONE

L'abattement de zone qui existe toujours à la Régie fait qu'on a environ 100 F de moins par mois que les copains qui travaillent à Billancourt ou à Flins.

Certains disent que ce n'est pas grand-chose !

Pour la Régie apparemment ça a son importance, puisqu'elle la maintient. Et pour preuve, ça fait environ 100 millions d'anciens francs par mois qu'elle s'économise sur notre dos au Mans. Soit plus d'un milliard 200 millions d'anciens francs par an.

Les patrons savent compter. C'est pour cela que nous n'avons pas à l'accepter.

LA BAVURE !

Au Tracteur, certains pignons de boîtes de vitesse,

après avoir été taillés, ressortent avec de grosses bavures sur les dents.

Ils sont ensuite acheminés vers les postes à ébavurage. Le travail consiste à enlever les bavures de chaque dent avec une lime.

Au XX^e siècle, on a trouvé des machines pour ouvrir des boîtes de conserve, on a inventé les brosses à dents électriques, mais apparemment rien pour les pignons.

A quand la lime électrique ?

LA SÉCURITÉ... ON EN PARLE !

Au 73, les rectifieuses sont dépourvues de carter de protection. Aussi dernièrement un camarade a-t-il failli prendre la pièce en pleine figure. En effet la meule a attaqué trop rapidement la pièce et l'a projetée hors de la machine.

C'est peut-être comme dans

les carrefours, où il faut atteindre un certain quota d'accidents pour obtenir un feu rouge.

Alors, pour avoir des carter, va-t-il falloir taper du pied pour ne pas perdre la tête ?

UN AVEU DE TAILLE

Après l'un des derniers débrayages, un contremaître du Tracteur n'a rien trouvé de mieux à dire à un ouvrier que, lorsque l'un d'entre nous faisait grève durant une heure, cela coûtait 360 F à la Régie.

Nous ne savons pas s'il a un losange à la place du cœur ou s'il dit vrai. Mais ça nous a donné envie de calculer.

Parce que, si c'est vrai que la Régie gagne 360 F lorsqu'on travaille une heure, nous on en gagne à peine le dixième ! Alors qu'en faisant grève, on sait ce qu'on perd.

Mais ça prouve qu'on peut obtenir largement plus.

SNECMA (Corbeil)

**DANS
LES ENTREPRISES**

Le personnel de nettoyage fait céder le patron

Lancry-Prestations est une société chargée, à l'usine de la Snecma-Corbeil, d'effectuer le nettoyage de tous les bureaux techniques et administratifs, du Laboratoire et des toilettes.

Sur le centre, elle emploie une quarantaine de personnes, des femmes pour la plupart et presque toutes des immigrées. Les horaires pratiqués sont plus qu'aberrants. Certaines de ces femmes sont obligées de venir deux fois par jour : le matin de 5 h 30 à 7 h 30 et le soir de 17 h à 22 h, et parfois également le samedi de 5 h à 10 h du matin. A ces horaires s'ajoute le temps de transport du personnel. La société dispose d'une seule camionnette capable de transporter une dizaine de personnes. Le transport s'effectue donc en trois voyages. Ceux du premier voyage arrivent à l'usine une heure avant le début du travail, donc une heure de perdue et non payée. Et rebelote le soir, pour ceux du dernier voyage. Certains perdent ainsi deux heures par jour.

A cela s'ajoute le comportement irrespectueux de certains chefs vis-à-vis des femmes. Alors la grève a démarré sur la question des salaires. Cette année, lors d'une lutte précédente, les employées avaient obtenu que leur salaire soit indexé sur le SMIC, avec une majoration de 5 % et 1 % de plus en début d'année. Leur

nouveau patron a voulu remettre en cause cet acquis. Il voulait remettre leur salaire au SMIC, à quelques centimes près.

Lundi 18 juin, les travailleuses sont entrées en grève illimitée pour exiger le respect du précédent acquis concernant les 6 %.

Très vite, vu l'état des bureaux, des toilettes, le personnel Snecma s'est rendu compte que le ménage n'était pas fait. La CGT a informé le personnel des motifs du conflit par affiches et tracts. Dès le deuxième jour de grève, un comité de grève s'est formé, composé de dix femmes sur les trente-cinq en grève. Toutes les décisions ont été prises en assemblée générale et les négociations se sont déroulées en présence de toutes les grévistes.

Après trois jours de grève, mercredi 20 juin, le patron revenait sur sa décision et maintenait 4,5 % de majoration par rapport au SMIC, sur les 6 %. Les employées ont également obtenu que 50 % des heures de grève soient payées, dont 15 % seront à récupérer.

La grève s'est arrêtée là, malgré la détermination de certaines employées à vouloir faire céder complètement le patron. Toutes ont repris le travail ensemble, en ressentant leur grève comme une victoire.

Correspondant LO

— COMMUNIQUÉ : —

Des militants du SDB agressés

Nous recevons du Syndicat Démocratique des Banquiers de la BNP-Paris le communiqué suivant :

« Mardi 15 mai 1984 à 20 h, nous étions une dizaine de militants du SDB, Syndicat Démocratique des Banquiers de la BNP-Paris (créé en 1978 à la suite des exclusions massives de la section CFDT-BNP) présents à l'entrée de la salle du gymnase de la porte de Clignancourt (18^e) où se tenait une réunion publique de Lionel Jospin pour les élections européennes. Nous étions venus distribuer un tract d'information sur trois cas de licenciement de militants de notre syndicat (dont deux élus du personnel) quand nous avons été agressés par des membres du PS qui voulaient nous interdire de distribuer ce tract. Un de nos camarades a été blessé et a dû être emmené aux urgences de l'hôpital Lariboisière

où il a été soigné.

Nous nous étonnons de ce genre de pratique d'un parti qui se dit respectueux de la démocratie et du dialogue social. Nous étions venus pour informer et éventuellement avoir une prise de position du PS après celle de la présidence de la République (par sa chargée de mission : Jeanette Laot) car le licenciement des deux délégués du personnel, refusé par le Comité d'Entreprise et l'inspecteur du travail, est entre les mains de M. Bérégovoy (ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale), suite au recours hiérarchique qu'a entrepris la direction générale de la BNP.

Les « coups de poing » que nous avons reçus sont-ils la seule réponse que le PS peut apporter à des militants qui se font sanctionner pour activités syndicales ? »

Une exposition contre le racisme

Tel a été le thème de l'exposition réalisée par la section syndicale CFDT de l'usine Delle-Alsthom à Villeurbanne.

Seize panneaux simples et bien présentés montraient en quoi le racisme aujourd'hui est social. L'exploitation engendre l'inculture et l'ignorance ; et le racisme en est une manifestation.

L'exposition était aussi un avertissement : « La crise économique aujourd'hui, avec l'utilisation d'un bouc émissaire arabe, noir ou autre, peut aboutir à une catastrophe pire que celle de la dernière guerre mondiale ».

Près de 300 travailleurs ont visité l'exposition. Celle-ci a donné lieu à de nombreuses discussions dans les ateliers ou bureaux, où les anti-racistes donnaient la réplique à ceux qui osaient se dire ouvertement racistes. Dans l'ensemble, cependant, ces derniers furent très discrets.

« Seule l'Internationale sera le genre humain », concluait l'exposition.

Correspondant LO

Devant le succès de l'exposition, la presse locale s'en est fait l'écho. Le quotidien Le Progrès, entre autres, sous le titre Les travailleurs contre le racisme, écrivait le 22 juin 1984 :

« Les travailleurs disent « non » tranquillement mais fermement, « non » au racisme qui les divise, Français d'un côté et étrangers devenus suspects de l'autre... « non » au racisme haineux qui tue. Tel est le sens de l'exposition présentée devant les murs de l'usine Delle Alsthom, rue Cyprien à Villeurbanne, par la section syndicale CFDT, à laquelle se sont joints des non-syndiqués de l'entreprise, dans un souci constant d'élargissement.

NEUF MOIS DE TRAVAIL

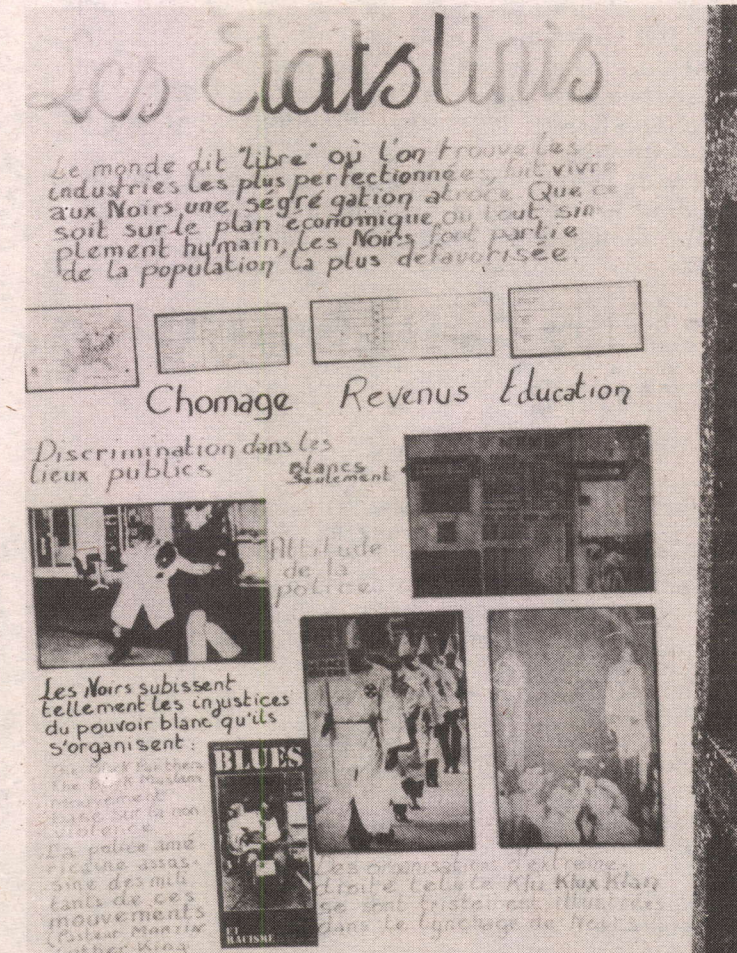
« Nous avons décidé cette exposition en octobre dernier — explique une militante — après avoir constaté qu'on entendait beaucoup trop les racistes ». (...) »

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (Paris XV^e)

L'informatique tique

Pour gérer la paie et les droits du personnel, il existait à la Caisse d'Allocations Familiales de Paris un programme informatique qui n'était plus assez performant ; il fallait le « bricoler » assez souvent. Depuis janvier 1984, un nouveau système a été mis en place : la « Gestion du personnel », système qui existe déjà à la Caisse d'Allocations Familiales d'Angers.

Des recyclages de quinze jours ont été organisés pour le personnel.



Alors, ils ont fait des commissions, lu des livres, rassemblé une importante documentation et se sont mis au « boulot » pendant neuf mois : rédiger des textes clairs et précis, écrire les panneaux, les illustrer d'images parlantes, etc. Le résultat de ces neuf mois de gestation en vaut la peine. C'est une exposition superbe, facile à lire et à dérouler chronologiquement et où aucun pays ni phénomène intéressant le sujet n'est oublié.

Les premiers panneaux traitent de génétique et cela se continue par thèmes : l'esclavage, le colonialisme, les Indiens d'Amérique du Nord, l'antisémitisme (France et Allemagne), les Etats-Unis, l'Afrique du Sud (Apartheid), les Tziganes, le racisme aujourd'hui avec ces deux affirmations : « Le racisme est social » et « le racisme est un fléau, il divise et tue ». La délinquance qu'on attribue aux jeunes immigrés n'est pas une affaire de peau mais de condition sociale, de logement, de chômage. Placés dans la même situation, les jeu-

nes Français sont aussi vulnérables.

Et ils sont entendus. Leurs camarades de la CGT ont visité l'expo et approuvent cette initiative. Lundi et mardi, une centaine d'employés de l'usine sont passés au local syndical où se tenait l'exposition. Ce mercredi, une soixantaine à la pause du matin et autant entre 13 h et 13 h 30 sont sortis sur le trottoir pour la lire attentivement et cela faisait beaucoup de monde qui discutait et approuvait !

Ce travail ne restera pas enfermé dans un placard, ceux qui l'ont réalisé souhaitent le voir tourner. Déjà des travailleurs d'un hôpital et d'une banque et un CES de la banlieue lyonnaise sont intéressés. C'est une sorte « de vote » pour la main tendue, la solidarité entre tous ceux qui travaillent. Et quand on sait que ces travailleurs habitent les mêmes HLM et se retrouvent dans les mêmes ateliers que leurs camarades étrangers, c'est un témoignage qui pèse son poids de résolution et d'authenticité. »

Correspondant LO

CHR (Lille)

DANS
LES ENTREPRISES

Le personnel fait remballer quelque temps le « redéploiement »

Au CHR de Lille, l'hôpital B de 710 lits est terminé depuis octobre 1982. Mais seuls 220 lits sont ouverts, car le ministère distribue au compte-gouttes les postes nécessaires à cette ouverture.

Aujourd'hui, seulement 713 postes ont été donnés sur les 1 839 que le conseil d'administration (dont Mauroy est le président) avait demandés.

En septembre prochain, pourtant, le reste de l'hôpital B doit ouvrir et la direction, pour trouver les effectifs, s'est appuyée sur une circulaire de Bérégovoy qui conseille le « redéploiement » sur les autres services du CHR et même peut-être sur d'autres établissements de la région.

Comme les effectifs de cuisine, par exemple, sont incomplets, la direction veut prélever du personnel dans les autres cuisines. Une des premières mesures décidées a été de fermer la cuisine de la maternité Salengro.

Cette première tentative de « redéploiement » s'est mal passée. Le personnel a immédiatement réagi contre ce projet.

La maternité Salengro est située dans le centre de Lille et éloignée de plusieurs kilomètres du reste du CHR. La direction voudrait que les repas soient fabriqués centralement à l'hôpital B, pour économiser du personnel. Le personnel des cuisines refuse les mutations et la dégradation de ses conditions de travail. De plus, la dis-

tribution des repas serait beaucoup plus compliquée (la maternité est un centre de « grossesses à haut risque » où des régimes alimentaires spéciaux sont nécessaires et des repas étalés dans le temps).

Alors, dès l'annonce du projet, tout le personnel s'est réuni pour réagir. Nous avons appris par un directeur que le personnel des cuisines ne serait pas le seul touché, mais que d'autres le seraient à sa suite.

Nous avons élu un « comité de défense des cuisines » qui s'est réuni tous les jours pendant une semaine pour organiser les actions de protestation.

Nous avons informé les autres agents du CHR, organisé des pétitions chez les hospitaliers, les visiteurs et les médecins. En une journée, nous avons recueilli 317 signatures et le vendredi 15 juin, jour de réunion du Comité technique paritaire où le projet devait être discuté, nous étions 78 à faire grève, soit la quasi-totalité du personnel présent à Salengro, et 50 à manifester et à envahir la salle de réunion des directeurs et des administrateurs.

Au Comité technique paritaire, le directeur du personnel a annoncé que ce projet serait repoussé de trois mois, étant donné les problèmes qu'il posait...

Tout le personnel était content de ce recul de la direction. Content, mais toujours vigilant !

Correspondant LO

La Samaritaine licencie

La Samaritaine, le plus ancien grand magasin parisien avec le Bon Marché, restructure.

Après s'être débarrassée de ses magasins de La Défense et de Rosny, elle va réduire la surface de ses magasins principaux, ceux de la rue de Rivoli, et remettre ainsi en cause le principe qui faisait sa réputation :

« On trouve tout à la Samaritaine » !

On ne trouvera donc plus tout à la Samaritaine. Mais on y trouvera des licenciements ! 300 à La Défense, 300 à Rosny, une centaine au siège social, et des pré-retraites pour 423 employés (sur un total de 2 700) !



Comment un patron coule une entreprise

Vendredi 22 juin, à Champaign, la CGT organisait une journée portes ouvertes à la MSL-Extrusion, une usine où les 110 salariés sont menacés d'être jetés à la rue.

MSL, c'est une entreprise de sous-traitance. Elle fabrique des pièces de plastique, supports et circuits de freins, bas de marche, etc. pour l'industrie automobile. Mais c'est aussi une usine qui fabrique des « lisses » de plastique pour meubles et clôtures de jardin.

Le salaire de base, c'est toujours le SMIC. Et les primes de productivité (en fonction du nombre de pièces faites à la journée) permettent tout juste un salaire de 4.200 F environ. Pour ceux qui ont 15 ans d'ancienneté, le salaire arrive péniblement à 4.800 F.

C'est en 1981 que le patron a mis la clé sous la porte. Il avait auparavant pris soin, en 1979-1980, de déménager le parc de machines à injection de l'usine.

Une société de gérance, le groupe Grapal, fut désignée. Ce groupe posséderait trois usines qui sont toujours à flot et générerait par ailleurs une quinzaine d'usines comme la MSL-Extrusion « en difficulté », qu'il coule systématiquement en rapatriant les capitaux sur ses propres usines.

Grapal mit d'ailleurs une condition à son entrée dans l'entreprise : le licenciement de 114 travailleurs. Et bien sûr, pas question d'augmentation de salaire pour ceux qui restaient. En échange de quoi, il s'engageait à racheter l'usine à la fin du contrat de gérance.

Au début, les affaires marchèrent bien puisque le groupe déclarait des bénéfices en 1982. En juin 1983, Grapal parlait d'acheter l'entreprise... Il continua d'en parler jusqu'au... dépôt de bilan en décembre 1983. En avril dernier, le gérant avec le syndic licencierait 58 personnes. Il voulait d'ailleurs tout fermer. Seul un mouvement à

l'initiative des syndicats et de la municipalité empêcha la fermeture repoussée à fin juin, puis maintenant à la fin juillet.

Ainsi, les 110 travailleurs de la MSL sont menacés d'être jetés sur le pavé. La plupart d'entre eux sont trop âgés — 45 à 55 ans — pour retrouver du travail, mais trop jeunes pour pouvoir bénéficier de la pré-retraite. Certains travaillent depuis 20 ans dans l'entreprise et ont permis à Grapal de ponctionner, sur l'ensemble de son groupe, jusqu'à 400 millions par an.

Grapal, lui, s'en tire donc bien : il a même pu bénéficier de subventions sous forme de contrats de solidarité ou pour « relancer l'outil de travail » ! Il n'a presque rien investi dans l'usine. Et sur l'ensemble des usines qu'il gère, il aurait même fabriqué un découvert de 8,5 milliards, selon une expertise.

Avec cet argent, il peut refaire le même coup un peu plus loin...

CHAIGNAUD (Charente)

120 travailleurs menacés de licenciement

Chaignaud est une entreprise du textile, en Charente, qui emploie mille deux cents personnes. Il y a un mois, le patron nous a expliqué que, face à la hausse du prix des matières premières et à la réduction du marché de la chaussure, il avait décidé de « baisser la masse salariale », c'est-à-dire de mettre 120 d'entre nous à la rue : en majorité des ouvriers et parmi eux, en priorité, les plus jeunes.

Lorsque nous avons appris cela, ça a été l'écœurement. La veille, le P-DG se vantait dans le journal local que Chaignaud était en train de gagner des parts dans le marché allemand du textile pour automobiles. Et de plus, en ce moment, les ateliers tournent à plein rendement, au point qu'il se fait des heures supplémentaires dans certains services et que vingt travailleurs de l'entretien viennent d'être mutés à la produc-

tion.

Pour nous, c'est clair, le patron veut parvenir à augmenter son profit en faisant faire autant de travail par un effectif réduit de 10 %. Au cours des négociations avec le CE, il a d'ailleurs affirmé qu'il licencierait, mais voulait bien discuter de la réorganisation de la production... après les licenciements.

Le P-DG de Chaignaud veut réduire notre temps de travail sans compensation de salaire, faire tourner les machines en continu et nous forcer à travailler le samedi et le dimanche.

Devant toutes ces menaces, la CGT propose la signature d'un nouveau contrat de solidarité, qui permettrait au patron de toucher... 500 millions de centimes, contre l'arrêt des licenciements et le passage aux 37 heures.

Nombre de travailleurs ne se font guère d'illusions sur cette

solution avantageuse pour le patron, car celui-ci risque bien de licencier, et de toucher cet argent quand même.

On en a eu la preuve avec le contrat de solidarité qui devait expirer en décembre 1984. Le patron, contre une grosse somme versée par l'Etat, s'était engagé à maintenir l'effectif jusque-là. Mais, pour pouvoir licencier, il vient de le rompre, et ne rendra pas un centime !

Alors, vendredi dernier, lorsque des délégués ont pris la parole à la sortie pour dire qu'il allait falloir lutter et faire grève comme ont pu le faire les travailleurs de Citroën, pour faire ravalier au patron son plan de licenciement, quelques dizaines de travailleurs se sont arrêtés pour en discuter. Un petit groupe décidé à lutter et à réagir ! A nous d'étendre à toute l'usine l'envie d'en faire autant.

Correspondant LO

A l'ANPE, seuls les ordinateurs ne chôment pas

Deux jours avant le scrutin des élections européennes, le gouvernement annonçait un « 0 % » d'augmentation du nombre des chômeurs en mai. Il y avait même, précisait-il, 500 chômeurs de moins.

En « données corrigées des variations saisonnières », le nombre des chômeurs était le même en mai qu'en avril.

En données brutes, il y avait même 3 % de demandeurs d'emploi en moins d'un mois sur l'autre.

La presse révélait ensuite que ces bons chiffres étaient dus, essentiellement, à une

augmentation du nombre de chômeurs radiés des listes : 111 871 radiés en mai, contre 83 567 radiés en avril ! Depuis deux ans, chaque mois, de 90 à 100 000 chômeurs sont ainsi rayés des listes.

Sont radiés les chômeurs qui ont trouvé un emploi — mais ce ne sont pas, loin de là, les plus nombreux, et leur absence des listes de l'ANPE est le plus souvent tout aussi temporaire que l'emploi trouvé.

Sont aussi radiés ceux qui sont entrés en stage, ceux qui, malades, ont été pris en charge par la Sécurité sociale ou ceux

parmi les jeunes qui font leur service militaire.

Mais le plus gros poste, c'est celui des chômeurs radiés pour « absence au contrôle ou non-réponse à une convocation », ou même pour « transmission de renseignements incomplets » !

Il paraît que c'est l'information progressive de l'ANPE qui permet cette mise à jour des fichiers. Comme quoi, à l'ANPE, on n'arrête pas le progrès... du chômage, seulement la progression des statistiques.

Nous continuons à publier la liste de tous ceux qui, pour les élections européennes, nous ont aidés à faire entendre « La voix des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche et opprimés par la droite ».

DE NOUVEAU ALSTHOM-ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

Un ouvrier, 18. Aurin, 30. Le Floch, 20. Soudeur, 10. Jean-Paul, 50. Soudeur, 15. Rabbe Claude, 50. Dumas Bernard, 30. Le Thiec Serge, 20. Retailleau, 20. Ouvrier du chantier, 10. Yvon (2^e versement), 50.

SAINT-BRIEUC

Zoccola, 100. Sur le marché, 10. Sur le marché, 10. Céline, 20. En vente, 30. Pour soutenir, 5. Camus, 30. Pour Arlette, 15. Fortin, 10. André, 10. Morin, 20. Paulain, 20. Jouanny Ch., 10. Roinel, 10. Père d'un copain, 100. Josette, 100. Pour Arlette, 50. Parce que c'est toi, 20. M. et Mme Van der Berghe, 50. Bénédicte, 50. Ghyslain, 100. Une ouvrière déçue, 20. Contre l'austérité, 100. Daniel, 30. Desvigne, 30. Une acheteuse, 24. Hamel, 20. Christian, 30. Lesur, 10. Un déçu au chômage, 9. Un acheteur, 4. Une sympathisante, 100. Un ouvrier déçu, 50. Secteur Ploufragan, 15. Chômeur, 24. Thierry, 30. Pinault, 30. Jacques, 30. Pour Arlette, 10. Marie, 20. Robergeaud, 20. Delbe, 20. Daniel, 20. Françoise, 20. Nicole, 20. Dominique G.n, 10. Paulette, 20. Bill, 20. Maryvonne, 20. Luc, 20. Sylvie, 20. Jacqueline, 20. Le Roux, 50. Quartier Saint-Lambert, 10. Pour Arlette, 10. Yveline, 20. Pour Arlette, 10. Liliane, 20. Sylvie Cammuzel, 14. Marcel, 50. Michelle, 20. Anonyme, 20. Poulain Nadine, 20. Hoareau, 20. Bouf, 10. Nadine, 25. Manuel, 10. Daniel Le Goff, 150. Bré Yvonne, 10. Maryannick, 20. Anonyme, 10. Anonyme, 10. Lamy Brigitte, 15. Jean-Marc, 10. Anonyme, 12. Anonyme, 20. André, 50. Charles, 40. J. Jacques et Ghislaine, 20. Anonyme, 10.

CHAFFOTEAUX (Saint-Brieuc)

J. Claude, 10. Sylviane, 10. Pour Arlette, 5. Pour aider, 10. Ouvrier, 10. Ouvrier en chômage, 10. André, 50. René, 20.

LORIENT

Laléous, 50. Denise, 100. Nicole, vendeuse, 50. De l'arsenal, 20. Un lecteur, 18. Employée municipale, 20. Michelle, 10. Lucienne, 20. Nicole, 40. Liliane, 20. Catherine, 30. Une ouvrière, 20. Annie, 50. Monnerais, 20. Philippe, 100. Mic France, 20. Un lecteur, 4. Signature illisible, 40. Signature illisible, 10. Yvette, 50. Pour la liste, 30. En soutien, 30. Un enseignant de Vannes, 170.

ARSENAL DE LORIENT

Denise, 100. Anne-Marie, 50. Gisèle et Christine, 20. Didier, 10. Cathy, 130. Gildas, 50. Loïc, 20. Lecteur L.O., 5. Collecte, 418.

REGION SUD-OUEST

TOULOUSE

Au meeting, Marcel de Garons, 500. Prof de LEP, militant P.C., 10. Christian, 40. Bernard et Ghislaine, 100. S. Latapu, 10. Guy et Ginette, 50. M.J. Bonnafous, 100. J. Breil, 30. Danielle et Marcel Peytavi, 200. Payry, 20. Monié, 30. Un instituteur, 100. Un travailleur, 50. Un travailleur, 50.

LAVELANET

Christine et François, 60. Denis, ouvrier textile, 11. Michel, ouvrier textile, 24. Soutien, 36. Collecte à Textilia, 357. Nazair-Blanc, 5. Antoine Lebrun (?), 5. Anonyme, 10. Alain, 100. Un retraité, 10. Collecte A.P.C., 235,65. Collecte Motorola, 188,75. Un pasant, 10. Quatre cheminots, 40. Roger (PCF), 30. Collecte meeting Arlette Laguiller du 14 juin, 1 013 F.

A.Z.F. (Toulouse)

Joël, 20. Christian, 20. Christian, 10. Jacques, 10. Edouard, 10. Alonzo, 10. Emmanuel, 20. Pierre, 10. Armand, 50. André, 30.

S.N.I.A. (Toulouse)

D.B., 10. Stella, 10. Un retraité, 20. Caballé, 20. Cazès, 15. « Tout ce qui me reste », 8. Giroud, 10. Mouchard, 10. Jean-Paul, 22. Lamary, 30. Robert, 15. Un ami, 10. Un sympathisant, 100. Un technicien, 10. Un déçu de plus, 50. Monique, 30. Un Basque, 20. Marilou, 20. Jean-Louis Lasserre, 20. Jean Idrac, 30. Jeanine, 20. Un technicien, 20. Deranchin, 10. Un cadre, 28. Un dessinateur, 19. H. Martin, 50. Un technicien, 150. Un technicien, 10. Un technicien, 10. Un dessinateur, 10. Un dessinateur, 14. Un technicien CAO, 20. Un dessinateur, 10. Un technicien, 5. Un technicien, 20. Un dessinateur, 10. Un dessinateur, 20. Un ingénieur, 100. Un sympathisant, 100. Un employé, 10. Jean-Claude, 10. Michel, 40. Collecte SNIA-Blagnac, 278,50. Par sympathie, 15. Un dessinateur, 20. Un technicien, 15.

SANCE, 20. Un dessinateur, 14. Parce que les petites listes doivent aussi avoir le droit d'expression et de représentation Rousse, 15. Un technicien, 15. Ramis Martin, 10. Un technicien, 15. Rey, 15. Un technicien CAO, 10. Un dessinateur, 10. Un technicien, 10. Un travailleur, 10. Retraité SNIAS, 20. Un sympathisant, 20. Un sympathisant, 20. Un travailleur, 10. Un sympathisant, 50. Un travailleur, 10. Un sympathisant, 21.

Christine CHR et Francis, 300. Philippe, 40. Yves, 50.

CARMAUX

Pour la démocratie, 50. Borreda José, 45. Ameline M. Paule, 150. Pour les affiches, 50. Bien que n'étant pas d'accord, 30. Pour une Europe des travailleurs, 20. C'est bien d'avoir encore un idéal, Daniel, 100. Pour arrondir, 14. **Vas-y Arlette**, 100.

MARSEILLE CHÈQUES POSTAUX

Brigitte, 50. Jacqueline, 50. A., 10. Janine, 50. Michel, 10.

MARSEILLE MEETING ARLETTE

Florence, 26. Brigitte, 100. Isabelle, 150. Bob, 20. Collecte meeting, 509. Soutien, 14. Ricardo, 25. Régis, 200. Anonyme, 5.

MARSEILLE

Un travailleur mécontent et intelligent, 30. Soutien à la Lutte Ouvrière, Sam, 30. En soutien de la rose, 10. Russo (la rose), 10. Soutien par sympathie, 10. Soutien de St-Louis, 9. Josepha Esposito, 50. M. et Mme Thierry, 50. Sympathisant de la Cannebière, 100. Anonyme, 24. Mme Bernardini, 10. Sympathisant, 20. Anonymes, 55. Kezellan, 50. A. Guérin, 20. Mandes, 8. Marchetti, 14. Spadaro, 20. Bert, 15. Malnatti, 15. M. Ponce, 20. Pastor, 30. Sestic Irène, 5. Simon J.Marc, 10. Une étudiante, 20. Un étudiant, 5. Etudiante, 5. Alain Spirito, 100. Sympathisant, 30. En soutien, 30. Berangera, en soutien, 20. Discritto M.-Thérèse, 50. Goirand Marc, 50. « Pour une liste commune LO-LCR », 50. Rubino Henry, 10. Golea Alain, 10. Saint-Jean Henri, 10. Christiane G., 10. Chevalier Denis, 10. Guillot Albert, 20. Anonymes, 10. « Ensemble contre Le Pen », Giral Alain, 10. Bernard, 10. Trehorel, 5. Loeches, 25. Josiane, 10. Montipo, 10. Mas, 30. Anonyme, 5. Dame qui n'a pas grand-chose, 5. Martine, CCP, 100. Bernard, 40. Jean-Claude, 50. Un travailleur immigré, 5. Hamzaoui, 5. Anonymette de la poste, 30. Jean-Louis, 10. Une habitante de Valbarelle, 10. Mme Chevreille, 10.

GAP

Une fille du Parti, 5.

GRENOBLE

Mme David, 10. Une habitante de Villeneuve, 10. Une habitante de Villeneuve, 10. Ben Adympz, 10. Une habitante de Villeneuve, 10. Abnet, 50. Sœur de copine, 20. Stouli, 20. Employée, 20. Aziz, 10. A. Revol, 40. Foubert, 20. Ouvrier, 10. Marie-Christine, 100. Mennessier, 10. Une maman, 10. Guillot, 20. Soutien, 4. Un adhérent CGT, 14. Thevenet M., 50. Osorio, 20. Pollier, 30. Soutien sympathisant, 50. M.J., 30. En soutien, 10. Une fidèle lectrice et électricité, 100. Un sympathisant LCR, 30.

GRENOBLE - CHAMBÉRY

Eric Hisson, 15. Troccon, 7. Bulard, 20. Miscopein, 20. Michallat, 10. Putcrobes, 100. Carton, 20. Delaman Vincent, 20. Une femme au foyer, 30. Marianne, 20. Ouvrier électricien, 10. Mouriers, 10. Beato, 10. Un vieux de la vieille, 10. Militant PC Echirrolles, 10. Etudiant libanais, 10.

PARIS ET RÉGION PARISIENNE

Un sympathisant retraité EDF, 70. Un sympathisant, 100. Soutien, 20. Barbier, 10. Lionel, 30. M. Caux, 35. Gland Michèle, 10. Agostini (GAN), 15. Frank, Rueil, 10. Christian, 50. Isabelle, 100. Baquet, 10. Yannick Breton, 100. Etourneau Claire, 100. Enée, 40. Jeannine Simonot, 100. Christiane, 25. Un sympathisant, 100. Armand, 100. Sympathisant, 50. Palas, 500. Pour les vérités d'Arlette, Lucie, 30. Guillaumard Christine, 20. Gigi, 10. Travailleur d'accord avec les idées de LO, 20. Militant du PC qui se pose des questions sur le parti, 20. Camarade LCR PTT Orléans, 10. Un couple anonyme de Meaux, 44. Evelyne, 500. Laurence, 50. Patrick pour la libre expression de toutes les idées, 50. Un lecteur de LO, 4. Un camarade de la LCR : pour l'unité d'action efficace et le débat fraternel, 50. Christine, 150. Christian, 500. Jean-Pierre, 100. Sylvie et Marc, 300. Pascale, 10. Dialy, 50. Bardos, 300. Un révolutionnaire, 100. Deux copines, 150.

VAL-DE-MARNE

Levêque, 10. Lescant, 10. Janin, 50.

SAINT-OUEN

Marchou, 15. Acheteur, 10. O.Z., 10. Bénichou, 20. R., 10. Banièle Briën, 50. Fernandos (Alsthom), 20. Un travailleur, 15. Un retraité, 10.

CREIL

Gouvernet, 10. Janvier, 10. Soutien, 20.

MONTREUIL

2 soutiens, 20. Soutien, 20. Soutien, 15. Gilbert Araco, 15. Soutien, 19. Soutien, 44. Retraité, 10. Soutien, 24. Soutien, 24. Un sympathisant PS, 10. Un camarade LCR, 20. Soutien, 18. Mme

Meaume, 50.

CORBEIL

M. Cruaud Jacques, IBM, 10. Un copain construction, 20. Ottewwaelder Marie-Catherine, 10. Lucretia Brito, 10. Chachi, 10. Le Crosnier Lopez (Anarchie, liberté, solidarité), 30. Ricardo (une goutte pour le fleuve Liberté), 30. Le Crosnier Bruno, 10. Pépito le métal, 20. Gracie Lopez, 20. Ziouane Madjid, 20. Jojo le métal, 50. Une copine Anne-Marie, 10. Antonia, 10. Héliène, 20. Miguel, 20.

TROYES

Une retraitée, 20. Une infirmière, 100. Une sympathisante, 50. Une sympathisante, 200. Une sympathisante, 200. Un lecteur, 20. Fulara, 10. Simone, 200. Colin, 100.

ROMBAS

Schmitt, 20. Angèle-Alfred, 10. Wehrle, 10. Campagna, 10. M.F., 10. Reitz, 10. Belsomino, 10. Illisible, 5. Marché Amnéville, 5. + 5.

NANCY - LUNÉVILLE

Sympathisante, 20. Militant LCR, 20. Mireille, 200. Collecte Trailor, 125.

PARIS INTER ARCHIVES

Jahan Roberto, 40. Jean-Jacques, 100. Guillot, 10. Danielle, 50. Lydie, 100. Danielle, 100. Dupouy, 20.

CHÈQUES POSTAUX MONT-PARNASSE (PARIS)

Maryse, 20. Bernardette, 50. Irène, 70. Michèle, 100. Annie, 20.

PTT TRI AUSTERLITZ

J.F.V., 120. Pascal, 200. Jacques, 30. Le Che et sa mère, 100. Collecte 51 personnes, 311.

PTT PARIS 18°

Ginette, 20. Jean, 20. Mireille, 20. Séverine, 10. Mme Roumy, 10. Marie-France, 10. Patrick Beau, 50. Chapuis, 10. Françoise Berthelot, 10. Alain G., 60. Christian G., 10. Mary, 20. Mado, 10. Yannick, 10. Martine, 10. Philippe, 10. J.G., 50.

PLM

Joëlle, 60. Rémy, 10. Une postière, 50. Pour la construction du parti révolutionnaire, J.L. (LCR), 50. Marc (LCR), 100. Pierrette L'Herm, 15.

CCP BOURSEUL

Claire, 200. Nicole, 25. Agnès, 100. Didier, 100. Jocelyne, 20. Jacqueline, 15. Agnès, 10. Annick, 10. Isabelle, 15. Laure, 10. Anonyme, 10. Jackie, 50. Michel, 50. Brigitte, 35. Anne-Isabelle, 20. Camarade LCR (pour l'unité des révolutionnaires), 50. Marie, 50.

PTT PARIS

Bernard et Danièle, 200. Alain, Aubervilliers, 100.

UAP LE PELETIER ET JULES LEFEBVRE

Mme Lechlech, 10. M. Clément, 19. Mme Lautrait, 50. Mme Letailleur, 10. Abel, 10. Rousseau, 20. Chantal Grouin, 30. Marc Avenel, 150. Friart, 200. Nadine, 50.

VIA ASSURANCES

Paris : Yvonne, 50. Pascal, 20. Catherine, 10. Philippe, 10. Sadia, 50. Perpignan : Francis, 30. Henri, 80.

URSSAF

Dominique Blon, 300. Sala Marina, 300. Jocelyne, 30. Georges, 10. Michèle, 20. Patricia, 10. Michel B., 20. Martine C., 30. Lydie G., 10. Une « royaliste » !!, 10. Une enseignante, 20. Une libre-penseur, 10. Isabelle, 20. Chenney Georges, 5. Faya, 10. Un travailleur, 10. Une employée, 10.

RHÔNE-POULENC VITRY

9 ouvriers, 600.

NORTON LA COURNEUVE

Rodriguez, 20. Une travailleuse, 15. Mme Valente, 20. Un chômeur, 5. M. Nadd, 10. Damas, 10. Kulic, 10. Trenado, 10. Dos Santos, 25. Ribeiro, 5. Martins, 10. Mme Ladret, 10. Boufenara, 10. Nedjarri, 5. Mariano, 5. Mach, 15. Carvalho, 5. Soihli, 5. Alexandre, 20. Serge, 10. Queudray, 10. Monique Labasque, 10. Yvette, 10. Stéphane, 5. Mme Lebreton, 10. Collecte Norton, 250.

LYCÉE ARAGO PARIS

Capdepon, 50. Roch Jean-Marie, 100. Famulicki Janic, 100. Bertolino, 500. Frontier, 100. Grau, 50. Dücher, 50. Lombard, 100. Sophie, 200. Gaudillier Luc, 50. Roch, 170. Michèle, 50. Prével, 50.

DIVERS

11 travailleurs de Valescy, 71,20. Alain, 10. Monréale, 20. Xavier, apprenti à la RATP, 20. Mock, 100. Marcelle Bérard EDI, 180. Ramdane Dafal EDI, 100. Risa-cher EDI, 200. Manier Monique, 100. Pascale, 50. Christian, 50. Yveline De Oliveira, 50. Jean-Yves et Domi, 500. Collecte, 100.

CHAUSSEON VILLENEUVE

Patrick, 200.

COLLÈGE MAURICE THOREZ (STAINS)

Un professeur, 20. Un prof, 10. Michèle, une enseignante, 100. Vilette, enseignant, 50. Fontaine, enseignante, 100. Maus et Zerbini, 50. Une enseignante, 20. Segatto, 20.

CRAMIF

Raymond Beau, 10. Dora, 20. Jacqueline B., 20. Cramif, 25. Annie Richard, 10. Cramif, 10. Cramif, 10. Françoise, Cramif, 10. Eliane Breton, 150. Dominique Montreuil, 50. Cathy, Floréal, 200. Marie-Christine Moustrou, 250. Bernadette, 50. Christiane Richert, 100. Nicole Couturier, 70. Christiane, Eli, 150. Jacques et Dolorès, 200. Michel, Cramif, 170.

CGCT MASSY

Travailleur, 50. Djuas, 50. Travailleur, 20. Travailleur, 20. Travailleur, 50. Olivier, 50. X, 30. G.M., 20. X, 20. Goffinet Roger, 50. Allard, 100. Travailleur, 10. Lemaire, 20. Bernard, 50.

THOMSON MALAKOFF

Guinot, 200. Joseph, 100.

DASSAULT

Faye Gil, 100. Deremetz Gérard, 50. Kahlil, 20. Philippe Fr., 50. Zaoui, 20. Biard, 20. Da Costa, 20. Boulineau G., 10. Dalven, 10. Hulyse, 10. Rousseau, 10. Gognet, 10. Le Dail, 10. Civetta, 10. Devilly, 10. Laporte, 5. Boulineau J.P., 10. Morvan, 10. Pocholle, 10. Bouvet, 10. Giguère, 10. Legoux P., 10. Renault A., 10. Sauveron M.R., 10. Blarmillain, 10. Le Deoc, 10. Galot, 10. Guiho, 10. Forest, 10. + 5.

C.T.R. RUEIL

Gaby, 100. « Anonyme, de nulle part », 50. Piffard, informatique, 100. Ingénieur, en sympathie, 60. « Vas-y Arlette », 10. Fabrice, chaufferie, 100. Riri, bancs moteurs, 10. Le pompiste, 45. Roger, 700. Une chômeuse, 30. Un locataire, 5. PC, écœuré par Marchais et Fiterman, 5. « Garde tout », 14. Un copain du PC, 15.

BNP BARBÈS (PARIS)

Szollasi Bernard, 20. Séphia, 10. Martine, 100. Catherine, 40. Régine Scelles, 80. Hervé Perdrix, 80.

URSSAF MONTREUIL

Une employée, 60. Une employée, 10. Corinne, 30. Gohier Agnès, 10. Marie-Christine, 200. Collecte URSSAF : 270.

INTERTECHNIQUE

M.C. J.P.C., 50. M.L., 50. J.L.B., 30. H.R., 50. C.H., 30. T.C., 20. Ant., 30.

CAFRP

Employée CAF, 50. Danielle, 20. Employée CAF, 20. Corinne, 20.

RATP RÉSEAU FERRÉ

Bertou, 100. Michel, 500. Lepeuve, 50. Jean-Claude, 20. Gamieta, 40. Vatinet (pour sa participation même si je ne suis pas tout à fait d'accord), 10. Michel, 40. Mme Albert, 20.

RATP CHAMPIONNET

Jean-Marc, 40. Achard, 50. Sympathisants, 200. Gérard, 20. Antoine, 10. Sympathisant, 10. Marcel, 70.

SNCF ATELIERS DE NANTERRE-LA-FOLIE

Jojo, 100. Jean-François, 10. Pascal, 10. Paul, 10. Jean-Paul, 10. Philippe, 20. Didier, 10. Jean-Claude, 5. Jean-Jacques, 10. Martine, 10. Anabelle, 10. Yvonne, 10. Jacqueline, 10.

SNIAS LES MUREAUX

C.C., 20. Un ingénieur, 20. Brandy, 15. Une ingénieur, 100. Une technicienne, 100. César, 20. Pascal, 35. Monique, 25. Anonyme, 50. Marie-Elisabeth, 100. Un ingénieur, 50. Jeannot, 20. Michel, 21. Dumesnil, 50. Karta, 20. Anonyme, 20. Bernard, 20. Anonyme, 200. Danièle, 100. Réjane, 50. Jean, 30. Collecte Intertech-nique, 136,55.

THOMSON LMT - RP

Daniel Koupper, 100. Un technicien LMT, 50. Francine, 30. Baffo, 50. Denis, 50. Jean, 50. Claude, 20. Bernard, 10. Christian, 10. Lulu, 10. Philippe, 50.

LEP F. LÉGER - ARGENTEUIL

Pascale, 100.

PARIS ET RÉGION PARISIENNE

Michèle LCR, 50. Monique, directrice d'école, 100. Vayron, sympathisante LO, 60. Un retraité de la Creuse, 100. Imprimerie H. Paris : Robert, 250. Claude, 30. Michel, 20. Pascal, 20. Un ouvrier, 15. Lily, 20. Gérard au chômage, 25. Anonyme, 15. Amed, 1^o. Cobaye, 10. Jean-Michel Carré, 100. Secou Assenvo, 70. France (une internationaliste), 100. Jean-Yves, 70. Collecte Chausson Villeneuve (27 personnes), 231,35. Soutien,

0,65. Un sympathisant de Rencontre Communiste, 10. Hapiot Patrick, 10. Une étudiante, 30. Alain, 30. Christian et Catherine, 200. Michel, 50. Sympathisant, 80. Pour la démocratie, 20. Jacques, Paris 14^e, 100. Louise (Caen), 100. Nadine Créteil, 100. Michel Créteil, 1.700. Fur V., 100. Delphine, 40. Puigouroux Lucette, 50. Roger, 20. Colette M., 50. Un frangin Jean-Pierre, 50. Oncle PCF Jojo, 45. Soutien, 100. Une travailleuse en colère, 100. Ramis, 30. Nathalie, 100. Cité du Chaperon Vert à Gentilly (9 personnes), 115. M. et Mme Ouvradou, 50. Une copine, 200. Pour l'expression de l'extrême-gauche, 50. Marie-Pierre et Eric, 30. Marie-Pierre, 20. D'Hennebont, 50. Paule, 150. Boivin, 50. Gérard, 20. Un tourneur, 30. « La vie est trop chère », 3. Un ouvrier, 20. Charles, 14. Pour la révolution, 11.000. J.L., 33. Véronique, 100. Nathalie et Henri, 100. Ricardo (lycéen), 10. Edith, 50. En vente, 10. Argenteuil, Nathalie, 10. Mme Langlois, 10. Une mère pas sectaire et socialiste, 200. Eliane, 20. Pierre (PCF), 10. Coré, 10. Pascal, 20. Gilles, 15. Michèle, 100.

SARCELLES

Touly, 10. Illisible, 7. Aubou, 10. Emée Orly, 50. Magot Orly, 10. Un sarcellois, 10. Santot, 50. Tura, 20. Françoise, 200. La mère d'une copine, 100. Fofana, 10. Une sarcelloise, 10.

ARGENTEUIL

Natalie (sans h), 20. Caroline, 50. Michel, 30. Anonyme, 5. René, 10. Anonyme, 5. Isabelle, 20. Anonyme, 7. Sophie, 200.

PARIS

André, 100. Suzanne, 200. Une copine Frédérique, 100. Lelong, 60. Marie-Hélène Renou, 50. Iziquel, 50.

LAON

Gérard, 100.

DIVERS

D

Souscription (suite)

Girard, 50. Une employée, 20. Une sympathisante, 50. Un sympathisant, 50. Un collègue TG, 10. Un collègue TG, 20. Un collègue TG, 5. Méchicha, 10. Un sympathisant d'Arlette, 50. Breton, instituteur, 10. David (Fauchée), 20. Rey A., 100. Martin (PTT), 50. Un autre postier, 10. Chateau M. (Trésor Public), 100. Sanchez, retraitée, 50. Rey, retraitée, 15.

Faculté de Tours :

Sylvie, 20. Marc, 10. Dominique, 20. Pascal B., 10. Anche, 50. Michel, 20. Catherine, 100. Didier, 40. Jean-Louis, 35. J.L.C., 255.

SNCF Dépôt Saint-Pierre-des-Corps

Joëlle, 10. Michèle, 10. Dialmeida, 20. Merle C., 10. Gillet, 10. Gérard, 20. Laforet A., 20. Busson J., 20. Paineau D., 20. Loth, 20. Sirgue M., 15. Grosleron, 10. Jamet, 10. Bonvalet, 10. Gaston, 10. Mme Leroy, 30. Gaumont, 10. Dolosur, 10. Hymer, 10. Romero, 10. Pignon, 10. Boireau, 15. Catherine, 20. Agent SNCF, A., 10. Dogna, 10. Anonyme, 20. Biziot, 10. Fortin, 10. Pelletant, 20. Leygye, 10. Terpas, 10.

De nouveau TOURS

Gallais, 5. Eddy, 10. Marcus, 10. Nine, 20. Denory, 20. Jacques, 10. C.M., 500. Manrique, 76.

POITIERS

Gaillon, 24. Jalladeau, 20. Métallo CGT, 15. Deux habitants de la ZUP, 22. Retraités, 15. Sapeur-pompier, 20. LCR, 10. Anonyme, 10. Gestin, 25. Régis, Jacqueline, 40. Edith, 10. Imad, 5. Cobo E., 50. Poirault, 10. J. Martinez, 30. Thimonier C., 50.

SAINT-ETIENNE

F. Royer, 100. Collecte Creusot-Loire Saint-Chamond, 273.

LIMOGES

Collecte RVI Limoges, 315. M. Favre, 10. M. et Mme Grassaud, 10. M. et Mme Pignier (chômeur), 25. Adrienne, 25. Philippe, ambulancier, 25. M. et Mme Rivet, 20. M. Brun, 20. M. et Mme Pinot, 10. Un apprenti, 10. Jean-Louis, 50. Alain, 10. Paul, 50. Pour vous aider, Jacques, 10. Dutreuilh, 10. Durand (Brive), 20. Louise, 10. Barret, 10. Reynaud A., 10. Roulant SNCF, 20. Ugo, 10. Drilhon, 10. Daime, 15. Anonyme, 15. Pour ma fille, 20. Paulette Ribeiro, 10. Michelle, 50. Rosier, 20. Obassia, 40. Monteil, 10. Anonyme, 8. Devarissias, 10. Philippe, 20. Copain du Lot, 500. Artisan, 30. Jean-Pierre, 10. Isabelle, 10. Martine, 35. Martine, 35. Militante PC, 25. Porcelainier, 75. Anonyme, 10. Sylvain, 20. Dominique, 50. Un cheminot pour la retraite à 55 ans, 100. Un cheminot, 30. Audoin, 20. Bidaud, 10. Un passant, 20. Mérard, 20. Quérat, 50. Changease, 30. Un marginal, 20. L'Emir, 30. A. Daniel, 20. Un artisan, 30. Une parente pauvre de l'Education Nationale, 10. Eric, 100. Sympathisant, 100. Jean-Pierre Montagnac, 40. Un travailleur, 10. Un licencié économique, 10. Un travailleur, 15. Un pré-retraité, 30. Un ouvrier, 10. Une chômeuse, 15. Ginestar, 15. Maurice, 20. Monique, 20. Anonyme, 20. Agent HLM, 20. Evelynne, 20. Soutien, 50. Jean-Marc, 12. Sympathisant, 20. Un instituteur, 20. Une agricultrice, 100. Une sympathisante, 20. Anonyme, 10. Des instituteurs, 50. Une institutrice, 100.

CHU Limoges

Une aide-soignante, 10. Un aide-soignant, 10. Un agent des services techniques, 10.

CHS Esquirol (Limoges)

Patrick, 10. Une ASH, 12. Elle et lui, 50. Une infirmière, 28.

De nouveau LIMOGES

Une institutrice, 30. Des sympathisants de la ZUP, 100. Une institutrice, 20.

RÉGION EST :

GRENOBLE

Marie-Hélène, 20. Eliana R., 5. Samuel, 15. Christine, 15. Soutien, 25. Victor, 20. Hassen, 10. Denise, 50.

MULHOUSE

Collecte NSC Guebwiller, 314. Mme Suzanne, infirmière, 10. X, 10. Mineur, 25. M. Viter, 10. MDPA, 10. Deliga, 10. Ouvrier Peugeot, 10.

STRASBOURG

Schwind, 50. Ghaudi, 10. Roger, 10. Keller, 20. Kelly, 10. Anonyme, 10. Anonyme, 10. J.P. Brechenmacher, 50. Un opérateur GMS, 100. Philippe GMS, 50. Christian, 50. Michel, 50. Christiane, 50. Ouvrier STRAFOR, 40. Alain STRAFOR, 20. Mme Manane, 100.

MONTBELIARD

Dominique Rochet, 10. Amical soutien, 25. Anonyme, 10. Christiane, 100. Soutien, 30. Une copine, 20. Une prof, 100. Cinq ouvrier Peugeot, 125. Berto, ouvrier Peugeot, 10. Militant LCR, 50. Amedi, ouvrier TP, 20. Un ouvrier Tôlerie, 10. Trois ouvriers, 50. Pierre, 100. Arthur, 50. Renault-Peugeot, 50. Evelynne, 100. Trois électriciens, 30. Un mécano, 20. Deux ouvriers Peugeot, 20. Edith, 20. Pindur Michel, 500.

HAUTE-SAÔNE

Pierre D., 20. Francis, 10. Catherine B., 20. Alain G., 20.

BELFORT

Allion Patrice, 70. Un barman, 200.

Devaux J.-Luc, 100. Sympathisant, 50. Une ménagère, 5.

Hôpital Belfort

Employée, 10. Christine, 5. Anonyme, 15.

Alsthom-Belfort

Eric, 35. Bohc Jean, 15. Dupré André, 50. Un travailleur, 10. Kaiser Guy, 20. Pellicia, 10. Chipaux Dominique, 10. Roger, 10. Un travailleur, 10. Chadouteau Dominique, 50. J. Paul Desdames, 12. J. Louis Hacquard, 50. J. François Demouge, 10. Denis Mettetal, 10. Daniel Bresson, 20. Pierre-Jean Ferry, 10. Marcel Ecot, 50. Jean Marie, 10. Lheureux Jean, 300.

De nouveau BELFORT

Mme Dupré, 40. Soutien meeting Belfort, 180.

PEUGEOT SOCHAUX

Bernadette Kiné, 30. Gisèle, 100. Raymond, 50. Francis, 20. Kadour, 10. Amar, 10. Annick, 20. Un enseignant, 50. Mère de famille, 30. Michel, 50. Mère de famille, 50. Dominique, 20. Gérard, 30.

CYCLES PEUGEOT - MONTBELIARD

Mme Veuvey, 30. Ouvrier portugais, 50. Electricité d'A.L., 20. J.P. Audincourt, 50. Gindrat, 200. Un soudeur qui en a marre, 200. Christian B., 50. Pour « notre chose », 100. De la part d'un copain, 30. Deux ménagères ZUP, 30. Deux copains, 20. Daniel Zucca, Cycles Peugeot, 50. Jean Kérignard, Peugeot, 20. Ouvrier Cycles, 15. Un ouvrier déçu, 50. Un ouvrier Cycles, 10. Ouvrier, 50. Jean-Loup, SNCF, 100. Ouvrier Cycles, 10. Un autre, 10. Encore un, 20. Deux autres, 20. Quatre autres, 50. Un administratif, 20.

RÉGION PARISIENNE

Ferrand, 5. Forlac, 30. Kinderf, 50. Abela, 20. Hodak, 100.

CRÉDIT LYONNAIS LA DÉFENSE

Isabelle, 30. Didier, 50. Françoise, 200. Des amis corses, 100. Fredo, 250. Chantal, 50. Nadia, 12,50. Jean-Claude, 50. Patrice, 100. Catherine, 50. François, 100. Francis, 40. Didier, 25. Philippe, 10. Yves, 30. Alain, 50. Daniel, 30. Roger Cordaro, 100. Anonyme, 100. Mado, 50. Christian Fussillier, 50. Anonyme, 100. Anonyme, 100. Analyste, 50. Pour la liberté d'expression, 50. Bernadette Palmer, 100. Francesco, 20.

CRÉDIT LYONNAIS LA DÉFENSE ET LES AGENCES

Alain, 50. Gilbert, 50. Anonyme, 70. F.L., enseignant, 100. Pierre, 10. Marc, 14. Henri, 50. Jean-Pierre, 100. Michèle, 20. Anonyme, 10. Daniel, 10. Lucienne, 50.

De nouveau CRÉDIT LYONNAIS SIÈGE Pirovalli Ch., 20. Kam Buisel F., 20. Louis, 10.

BNP BERGÈRE

Yves, 20. Collecte aux portes, 150.

ALSTHOM-ATLANTIQUE (La Courneuve) Cappaert, 100. Jonalittere, 50. Siluret (?), 30. Bouali, 50. Moro, 50. Arab, 50. Habbas, 50. Rernon, 50. Becquet, 30. Molb, 30. Lopes, 10. Diarra, 5. Signature illisible, 10. Seboucher, 6. X, 10. Collecte, 248.

GENERAL MOTORS (Gennevilliers) Un ouvrier du contrôle, 30. Un technicien Méthodes, 60. Un ouvrier des freins, 20. Une employé du building, 50.

AULNAY

André Lavot, 30. Fernand Thourault, 50. Raphaël Lothaire, 150. Marcel Gualandi, 50.

COMPTEURS DE MONTROUGE

Collecte, 100. Freddy, 50. Claire, 50.

RENAULT-FLINS

Patric, 20. Un travailleur, 10. Jean-Marc, 20. Serge, 20. Un ouvrier Sellerie, 10. Bigot Joël, 50. Un travailleur MPR, 100. Pierrot, 10. Christophe, 10. Edouard, 25. Daniel, 10. Clavole, 10. Un sympathisant, 100. Camus Jean, 10. Petit Franck, 20. Rocher Monique, 5. Bayens Bernard, 5. Rauhelay Hervé, 10. Beddouk Yves, 5. Pecé Marc, 5. Delallée Marc, 10. Louvrier Chantal, 5. Bret Caroline, 10. Legriffon Christine, 10. Boussaid Mustapha, 5. Chakrid Lahun, 3. Godin Jean-Pierre, 5. Lebouc Brigitte, 5. Lemoine Thierry, 5. Vanthiyle Patricia, 12. Peltier Christian, 10. Zarrouck Mohamed, 5. Sy Mamadou, 5. Maurisset Josiane, 5. Petit Alain, 15. Lainé Roger, 10. Tabouhi Habib, 5. Petit Hubert, 50.

RENAULT BILLANCOURT

Collecte : 377,25.

Département 49 : Li, 10. Mohamed, 10. Un ouvrier, 10. Un ouvrier, 10. Un retraité, 10. Konta'ye, 10. Un ancien, 10. Amar, 10. Un copain, 20. Braham, 10. Un cariste, 10. Raymond, 10. Niang, 10. Djamel, 10. Un régleur, 10. François, 10. Gérard, 20. Traoré, 10. Diara, 10.

Département 14 : De Souza, 25. François Solin, 20. Maurice, 10. Didier, 20. Houcine, 20. Jacques, 50. Lionel, 50. Boyer, 25. Gilbert, 10. Paul, 10. Dédé, 30. Frédéric, 100. Mathé, 20. Laver, 10. René, 40. Loulou, 10. Antoine, 10. Keruyet, 15. Ali, 10. Toni, 10.

ALSTHOM LE BOURGET

Un travailleur, 20. Un curieux, 20. A la porte de l'Alsthom, 80. Alla, 20.

MEAUX

J. Vuichard, 30. J. Couffy, 30. Bédée, 30. Sur le marché, 10. Benoit Jamin, 20. Joa-

quim, 7. Bellou, 20.

LE MANS

Collecte à la M.G.F., 358. Trois lycéens, 60. Deux travailleurs de la RNUR, 75. Jeannot, 50. Tiber, 50. Mussard, 30. Nicolas D., 20.

CLERMONT-FERRAND - MICHELIN

Un ouvrier, 100. Un ouvrier, 50. Un ouvrier, 100.

THIERS

Un vieux paysan de la montagne qui veut la République de tous les travailleurs, 100. Emma, 50. Robert et Simone, 100. Une retraitée, 100. Deux retraités, 50. Marius et Marcelle, 200. Guélon, 100. Dédé, 100. Un retraité, 100. Marcel Brézillon, 10. Deux retraités, 200. Sympathisants (Corinne et Pierre), 300. Robert et Simone, 200.

ARDÈCHE

Flo, 500.

VAUCLUSE

Louise Croveti, 30. Soutien, 100.

LYON

Marie Fontanel, 50. Anonyme, 10. Luc Huguet, ouvriers paysans solidarité, 58. Un prof, 40. Kanoute, 50. J. Brun, 100. J.C. Leyral, 100. Pour l'abolition des frontières, 50. Soutien, 9. Militant LCR, 50. Travailleur de la confection, 10. Marc (Saint-Etienne), 12. Anonyme, 100. Robert, 104. Mme Ainouche, 24. Nadine Neveu, 104. Marché de Vaise : une ménagère, 5. Une signature illisible, 50. R. Dupont, 5. Sur marché, 5. Garnier Caselli, 20.

HÔPITAL CROIX ROUSSE (Lyon)

Une administrative, 50. Une dame de service, 10. Une veilleuse, 10. Une veilleuse, 10. Un garçon de service, 40. Une assistante sociale, 50. Un menuisier, 50.

HÔPITAL EDOUARD HERRIOT (Lyon)

Maurice, 20. Gérard, 20. Florence, 20. M. Pascale, 20. J.M. Delenel, 10. Pascale, 14. Un retraité de Villeurbanne, 10. Soutien, 14.

ROANNE

Adet Parigny, 10. Salomon, 20. Adelaïde, 15. Nicole, 10. Juliette, 10. Simone, 20. Annie, 18.

OISE

Rivière Christian, 50. Devienne François, 200. Le Pichon Paul, 100. Deiss Mireille, 140. Clévenot Michel, 100.

RÉGION EST

ALSTHOM-BELFORT

Collecte, 560.

BESANÇON

Joëlle, 50. Laurette, 50. Un couple mécontent, 100. Nicolas, 20. Gérard, 50. Fradin Claudine, 100. Claude, 150. Michel Benoit, ENSMM, 25. Soutien prof, 100. Charles et Nathalie, 25. Soutien vente, 8. Raji, 15. Roland, 30.

PEUGEOT-SOCHAUX

Collecte, 705.

STRASBOURG

M. et F., 400. Hermance, 44. Maurer, 12. Serge Mallandey GMS, 20. Un militant CFDT GMS, 20. Un smicard de GMS, 20. Une sympathisante, 50. F.A., ouvrier Strafor, 10. Michel, Strafor, 30. Jean-Michel, Strafor, 50. Mohamed, Strafor, 30. Un sympathisant, 14.

MULHOUSE

2 ménagères Dornach, 15. 2 anonymes, 10. Renaudin, 20. Mme Amia, 20. Nadia, 50. 2 anonymes, 20. Ouvrier DMC, 50. Simone, 20. Annie, 45. Instituteur, 400.

BOURGES

Un employé de coupe, 10. Retraité, 20. Ouvrier d'état, 10. Bordeloup Française, 10. Hellel Djamilah, 5. Serge, 5. Gauxette Bernard, 20. Jean Marie, 50. Monique, aide-soignante, 50. Par sympathie pour Arlette, 20. Béatrice, institutrice, 20. Becher, 50. Agent de l'hôpital, 10. Collègue aide-soignante, 10. Une aide-soignante, 20. Gardien, SO, 10. Christophe, 20. Isabelle, 11. Anonyme, hôpital, 20. Clément, 10. Un interne sympa, 20. Un agent hôpital, 10. Momo, aide-soignante, 10. Pour la cause, 10. Une employée Sécu, 10. Une sympathisante Sécu, 10. Pour Arlette, 10. Un petit geste, 10. Dominique, 50. Yvette, 50. Une architecte, 50. Minceau, 10. R. Presses Rosières, 10. Jacky Rosières, 10. Bernadette, 20. Michèle, 10. Un retraité, 5. Bègue, 500. Migonet, 20. Thérèse, 50. Deux copains, 20. Thierry, 10. Peugniez, 10. Richebin, 5. Plisson, 10. Petitjean, 20. Octave, 10. Monique, 10. Mme Troquet, 10. Nadine, 20. Française, 50. François, 100. Michel, 200. Marcel Saint-Florent, 30. Retraité EFAB, 30. Un gars d'Aubry, 50. Boris, 50. Tunisien de la SCTP, 20. Un fauché d'Aubry, 50. Retraité SNIAS, 30. A.S., 30. Anonyme, 10. Périot, 30. Hilaire, 10.

VIERZON

Un pacifiste, 30. Tasef, 40. Vidal, 250. T.C., 20. Un copain, 5. Une étudiante, 20. Vieille, 15. Une copine, 20. Don anonyme, 100. Michèle, 100. Anonyme, 50. Un chômeur, 20. Un électricien, Flambo, 10.

NEVERS

Retraité Imphy et sa femme 40. Pour le principe d'une réelle démocratie, 30. Anonyme, 80. Imphy, 30. Ouvrier Imphy, 50. Gilles, 50. Christophe, 10. Un ouvrier

d'Imphy, 20. Un petit commerçant, 10. Annie, 100. Collecte Acières d'Imphy, 240. Ouvrier d'Imphy, 40.

ORLÉANS

Collecte Saint-Gobain, 70. Pour les derniers idéalistes, 10. Parce que vos affiches me font rigoler, 4. Pour l'extrême-gauche unie, 5. Pour que les petites listes de gauche puissent s'exprimer, 100. Mauricette Richerd, 10. Eric, 50. Sur le marché, 10. Droal, 100. Alain et Nadine, 50. Une femme au foyer, 40. Une travailleuse CIT, 40.

SNCF ORLÉANS

Dumerain Christian, 20. Cheminot, 10. Lunghi André, 10. Colin, 5. Menolfi, 10. Texier, 10. Cavaillios P., 10. Cavaillios Ph., 10. Rousseau, 10. Rossi, 10.

CEPEM ORLÉANS

Un ouvrier, 20. Un OS, 10. Un OS, 10. Un OS, 10. Un OS, 10.

LIMOGES

Bernard (représentant), 20. Yvette (secrétaire), 20. Une écologiste, 50. Pour aider la vraie gauche, 10. Annie, 20. Une sympathisante, 20. Un institut, 40. Un sympathisant, 50. Un sympathisant, 10. Une sympathisante, 100. Un employé PTT, 30. Un ouvrier RVI, 30. M. et Mme Léonard, 20. Laurence, 20. Un ouvrier RVI, 20. Un artisan du bâtiment, 50. Un ouvrier RVI, 30. Cheminot, 20. Yves, 60. Anonyme, 50. Claudine, 50. Patrick, 50. Un ouvrier Legrand, 10. Un cariste Legrand, 20. Pour la réussite, 100. Martial et ses copains, 150. Fleury, 25. Un cheminot, 10. Jean Alexandre, 20. Un cheminot de Brive, 10. Un cheminot de Limoges, 10. Un cheminot de Puy-lmbert, 10. Deux retraités, 20. Cheminot Limoges, 10. Cheminot retraité, 5. Paulette enseignante, 20. Chantal, 300. Un instituteur, 20. Un couple de la Sécu, 60. Un instituteur, 10. Une femme de chômeur, 20. Une grand-mère, 10. Une institutrice, 10. Une institutrice, 10. Un institut, 10. Pour la vraie gauche, 100. Parin, 20. Un mineur, 10. Cécile Dexules, 30. Anonyme, 20. Elisabeth, 20. Samia, 10. Bruno, 50. Marc, 10. Philippe, 20. Daniel et Sylvie, 50. Christine Cabier, 100. Banère Jean, 10. M. Penneira, 5. Rossi Christian (CHU Limoges), 83. Etienne (CHU), 20.

CHS ESQUIROL-LIMOGES

Collecte soutien, 797. Villauteix, 10. Anonyme, 50. Pauvys, infirmier, 10. Une infirmière, 10.

PARIS ET RÉGION PARISIENNE

BLANC-MESNIL (93)

Un sympathisant, 10. M. Lipowski, 14. Mme Toriot, 100. Un militant, 2.000. Un sympathisant, 10.

PAVILLONS-SOUS-BOIS

M. Astruc, 50.

LIVRY-GARGAN

Gérard Masip, 100.

SARCELLES

En soutien, 100. Le Dantec, 15. Signature illisible, 35. Viranaiken, 30. Tinturier, 10. Armand, 10. Anonyme, 5. Autre anonyme, 5. Hermel, 20. Tallec, 10. Caut, 5. Deux anonymes, 12,50. Serdez, 20. Haba, 10. Une électricité, 10. Pour arrondir, 2,50.

LES LILAS

Dohingues, 20. Wernimont, 110. Roncier, 20. Busquets, 20. Lens, 10. Une retraitée, 50. Anonyme, 20.

GENNEVILLIERS

Hélène Coste, 300. Isabelle Thomassin, 10. Un instituteur, 50. Une sympathisante, 100. Un instituteur, 100. Un sympathisant, 50. Alain, 200.

AUBERVILLIERS - PANTIN

Pour Arlette, 30. Malou, 20. Chastain, 10. Valadez, 14.

LYCÉE NOISY-LE-SEC

Anonyme, 30. Panagopoulos, 50. Jacques, 30. Alain, 30. Henri Laporte, vice-champion de France de motocyclisme, 30,60. Une sympathisante, 30. Béatrice, 50. Le Baccan, 30. Taverdet, 150. Raisky, 20. Boniface, 30.

ISSY-LES-MOULINEAUX

Raymond, 50.

PTT ISSY-LES-MOULINEAUX CTA

Alain, 10. Poquin, 50. Joan, 10. Pose, 10. Peyronnet, 10. Noël, 15. Agent brigade D, 30. Deputier Bg D, 20. Agent brigade D., 15. Etienne, prépo brigade D, 50. Eric, brigade D, agent, 20. Gérard (D), prépo, 10. Jean, 20. Guillaume et Hélène, 50. Agent brigade C, 10. Bertrand, 10. Serge, D, 20. Cyril, D, 100. Christian, D, 40. Bely Philippe, C, 50. Schmitt, C, 20. Espinosa, D, 15. Gilles, D, 20. Stéphane, D, 50. Patrick, C, 40. Francis, agent C, 10. Viard, C, 30. Henry, C, 20.

L.T. - LEP CHATENAY-MALABRY

Martaud, 50. Viturat, 10. Celtan, 20. Mosser, 20. Le Roy, 20. Richard Moyer, 100. Tony, 20. Sabine, 25. Tellin, 10. De Giry A., 50. Lagoutte S., 20. Michel, 15. Leblanc, 30. Claire, 25. Mme Tellier, 10. Christian, 20.

PARIS INTER ARCHIVES

Souscription (suite)

tine, 50. Soutien pour vous, 20. Soutien, 20. Bauchet Catherine, 20. Roger Annick, 30. Lege Maryse (?), 20.

CAISSE RÉGIONALE ASSURANCE MALADIE DE L'ÎLE-DE-FRANCE
Anonyme, 14. Bernard, 50. Anonyme, 50. Christian, 10. Cormier, 20. Duhamel, 20. Marin, 20. Jean-Claude, 10. Michel, 10. Thierry, 10. Nicole, 20. Angep Pascal, 100. Mme Sperduto, 100. Nicole Cholet, 200. Louisiane L., 100. Françoise, 100. Micheline A., 5. Martine, 100. Laurence, 100. Prof. Biologie 19^e, 20. Une travailleuse du 19^e, 50. Ouvrier 19^e, 10. Michel S., 100. Par amitié, 40. Maryvonne, 10. René, 20. Durand, 10.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE (Paris)
Jacques, 200. Daniel, 200. Retraitée, 50. Paul, 20. Un employé, 100. Bernard, 200. Claude, 30. Nadine, 10. Valérie, 20. Gilles, 10. Lassé Catherine, 10. Chantal, 10. Delphine, 30. Mme Guigné, 20. Gilbert, 10. Solange, 50. Piccinin, 10. Daniel L., 10.

De nouveau la CRAMIF
Bastier, 200. Marina Podgorny, 300. J.Ci. Rohée, 100. Françoise Jourdan, 200. François Rogeret, 50. Esnaud Sylvie, 30. Chappet Jean, 40. P. Hélias, 50. Patrice Aufrère, 20. Olga Podgorny, 200. Soutien, 20. Laloismat (?) Michel, 30. Martine Raboude, 50. Jean-Baptiste J., 20. Soutien, 10. Ceinturet, 50. Germain, 50. Pour Marina, 50. Halmaert Alain, 15. C. Podgorny, 200. M.D., 15. Zago Gilles, 100. J.Ci. Boufflet, 100.

CRÉDIT LYONNAIS PARIS
Jocelyn, 300. Dominique Le Calvez, 50. Evelyne, 20. Christiane, 50. Daniel, 50.

RÉGION PARISIENNE
Un voisin d'Arlette, 10. Berthiez, 200. Velaye, 10. Navailier, 10. Une copine, 300.

CTM CADET - CRÉDIT LYONNAIS
Wernimont Régine, 200. Chantal et Guy B., 50. Gilberte Lefèvre, 20. Suzanne, 10. Ginette, 10. Pierrette Gilly, 30. Espinouse, 10. Evelyne, 10. Michelle, 10. Kiki, 10. Annie Fact, 10. Titi, 10. Philippe d'Ont, 30. Nicole, 10. M., 30.

CRÉDIT LYONNAIS SIÈGE
Soutien, 10. Girardeau, 50. Carreiro, 20. Soutien, 10. Soutien, 10. Soutien, 50. Botrel, 10. Roizot, 10. Une copine, 10. La copine de la copine, 10. Michel, 30. Yves, 20.

REGION PARISIENNE
Meeting à la Mutualité du 15 juin — Achiardi, 10. Soutien, 2. Licencié 78 de Chausson, 100. Etienne Breton, 20. Anonyme, 43,40. Monnaie, 4. Portet Pierre, 34. Carnajac, 20. Anonyme, 20. M. Legros, 50. Soutien anonyme, 20. Gaulin, 30. Collecte, 10 120,50.

PARIS - REGION PARISIENNE
Sympathisants de Meudon la forêt, 50. Sympathisant Yvelines, 300. Le droit à la parole, 30. Sousa, 50. Roger, 400. Diara, 50. Mireille, 50. Garraud, 100. Carmena, 10. Saynard, 50. Renaud, 100. Colin, 400. Parney, 140. Ereguiege, 10. Camille, 10. Semba, 30. Froleau, 10. Fabrice, 20. Poucet, 20. Bensoltane, 100. Albert, 10. Mounib, 10. Saron, 10. Slimane, 20. Ameur, 20. Allek, 20. Une habitante de Sèvres, 30. Cacao, 10. Blanca, 20. Marques, 20. Dalumarin, 30. Diermauzi, 20. Godin, 10. Sousouovany, 20. Hernandez, 10. Amrani, 10. X, 15. Illisible, 15. Amrani, 30. Prioux, 20. Elisabeth, 50. Soutien en vente, 50. Kaveh, 30. Dominique, 100. Aïta, 200. F. Masselot, 100. Anonyme Kremlin-Bicêtre, 20. Habitant Lilas, 15. Patrick, 50. Arille, 20. Sympathie pour Arlette, 10. Yasmine, 60. Edouard, 30. J.-B., 50. Rami, 50. Vickie, 30. Edouardo, 15. Chabianais Jacqueline, 50. Un camarade, 200. Un copain, 500. Delmas, 50. Odile, 50. Caro, 50. Neker, 146. Fages G., 50. Un travailleur, 10. Eric Olivier, 100. Sylvie, 80. Une maman, 25. Etudiante, 275. Patricia, 1 000 F. Jean-Luc, 10. X, 10. X, 26. Chriatian, 100. Maurice, 34. Michel, 100. Francis, 20. Gérard, 30. Un employé, 20. Une prof, 200. Christiane, 150.

LYCEE LES MUREAUX
Nicole, 12. Farhat, 5. Leborgne, 10. Charlie, 5. Véronique, 100. Joseph, 50. Laurent, 20. Dans la rue, 15, 10, 6, 10, 10. Collecte groupe Malakoff, Saint-Quentin en Yvelines, 782,60. Vincent, 50. Gisèle, 50. Employé ministère de l'Education, 50. Mangim M., 50.

LES MUREAUX
Ciot Ida, 20. Pietri Claude, 100. Marine Cattan, 200. Employée PTT et un étudiant, 700. Retraitée de l'Hôpital Curie, 100. Pour L.O., 100. Une copine, 500. Barrière, 30. Chavaroche, 50. La mère d'une copine, 100. Pour une copine, 50. Pour une fois qu'on peut voter à la proportionnelle !!!, 500. Pascal, 50. PP, 200. Groupe d'ouvriers Galvanor Coloracrier, 50. Tombarello J.N., 30. Jean-Michel, 10. Marie-Cécile, 10. Zeza, 15. Christian Ribbet, 10. Soutien à la campagne, 20. Pierre, 1 000. Anne, 300. X, 10. Instit. sympa, 50. Jacques, 50. Nelly, 30.

CHAUSSON (CREIL)
Daniel Juidici, 40. Six ouvriers du garnissage, 19. Ali, 10. Ledant, 10. Andrieu + Mohamed, 10. Pereira Maria, 10. Michel, 10. Correia Maria, 10. El Ouardassi, 10. Leturque et Ferari, 10. Diara, 11. Un

camaade du contrôle, 5.

C.C.P. BOURSEUL
Elisabeth, 100. Une collègue, 30. Mado Rebeaux, 200. Hygonnet Fabienne, 50. Alain Allouche LCR, 50. Soutien à la campagne, 400. Collège Cormeilles, 340. Mme Valenti, 30. Cinq élèves A.S., 125. L. Perardelle, 100. Collecte à l'Hôpital Cochin, 195. Par sympathie, 10. Un habitant champigny, 5. Marinette, 65. Martin, 10. Paquie, 10. UAT, 5. Fongnut, 30. Gueños, 20. Ivan, 300. Valerie Gonnet, 20. X, 20. Don anonyme, 10. Collecte Hôpital Saint-Antoine, 10. Un commerçant, 10. Un autre, 10. Tellalian Didier, 10. Jamet Alain, 100. Jamet Marie-Laurence, 100. Mme Jamet, 100. Mercier, 200.

MONTEREAU
Pour Arlette, 20. Bodennec, 10. Leroux, 10. Anonyme, 10. Thierry, 10. Majowicz Joseph, un militant pour Arlette, 100. Mme Barot, 10. M. et Mme Serrano, 10. Mme Villette, 10. Gonçalvès, 10. Cuenca, 10. Une retraitée pour Arlette, 70. Françoise, militante LCR, 50. Un professeur pour Arlette, 50. Girey M., 50. Un cheminot, 10. Audine, 50. Elisabeth Dixmier, 20. Cesari Jean-Pierre, 50. Un professeur pour Arlette, 20. Ferrante, 40. Un anonyme pour Arlette, 10. Annie de Grigny, 50. Une sympathisante, 5. Un sympathisant, 10. Itema Alain, 20. Une immigrée sympathisante, 5. Mabrouk Driss, 7,50. Une sympathisante (Saint-Denis), 10. Nicole (Gare de Lyon), 30. Véronique, 10. Pour l'Europe des travailleurs, 200. Employée de bureau, 50. Employée des impôts, 50. Pour la lutte, 50. Pour la lutte des travailleurs, 50. Un travailleur du 11^e arrondissement, 10. Collecte à EDF Cornillon, Saint-Denis, 74. Sympathisante, 100. Sympathisant, 100. C. Lequéré, 150. Sylvie, 50. Mustapha (Saint-Denis), 10. Anonyme (Saint-Denis), 5. Gardette, 10. Sery commerçant, 10. Christophe, 10. Guenola, 100. Slahami, 15. Un parent, 100.

SNCF
S. Cheminot AMPSE, 500. Didier, atelier, 50. Un sympathisant, 20. Bernard, 10. François, 5. Gérard, 10. Michel Anick, 100. Zaza, 50. René, 10. Antoine, 10. Tournier Régine, 250. Lionel Nicaud, 100. Delphine, 100. Petiot, 100. Jazé, 50. Olivier, 200. Gérard, 100. Massy, 30. Massy, 50. Couratier, 10. Chamerseau, 10. Signature illisible, 20. Habitant d'Evry, 10. George, 200. Valpremy, 100. Solange P., 100. Carlos, 50. Diego, 50. Luquin, 150. Maudit, 50. Grande Borne, 4. Stéphane, apprenti toubib, 200. M. Claude, 10. Demolis, 10. Nadine Bangour, 50. Jacqueline Fontaine, 30. Françoise Legay, 20. Geneviève (Nîmes), 100. Soutien des travailleurs de DBA Beauvais, 24. Dionisi (Nanterre), 10. Aublivé, 20. J.-Claude, 220. Une amie, 50. M'Sotto, 50. Christine, 50. Une collègue, 50. Sébastien, 20. Encore une amie, 50. Un professeur, 50. Cregut Gilles, 100. Merleau Pascal, 250. Leval Nathalie, 40. Louis (Belfort), 50. Jean-Louis Modolo (Rueil), 200. Sylvie (Rueil), 100. Patrick, 100. Mourielle, 100. Hervé (Rueil), 300. Gilles (Rueil), 150. Gilles (Rueil), 30. Nanar (Rueil), 100. Jean-Marc iskin, 500. Hélène Jeanisset, 100. Un sympathisant, 50. Liliane et Bruno, 100. Jérôme, 30. Christian Coudurier, 15. Ertassy, 10. Un surveillant de collège, 50. Michèle Paris, 20^e, 70. Gass Claude, 30. Yurkievich Damien, 50. Thérèse, institutrice à Belleville, 50. Juliette Bigaroli, 100. Eliane F., 100. Une chômeuse (Les Lilas), 20. Garnerio Domingo, 20. Fatima, 200. Aimée C., 50. Tuttle, 10. Germain Richard, 50. Charlery Marlène, 30. Anne-Marie Lelandaïs, 20. Line Bigaroli, 100. Pour Arlette, 20. Valérie M., 40 + 10. Une concierge du 20^e arrondissement, 20. Baschey, 50. Catherine, 150. Une sympathisante, 10. Un sympathisant, 10. Gilbert (V), 10. Germain (V), 10. Balard (V), 20. Une sympathisante (V), 20. Jacqueline la révolutionnaire, 50. Michelle Sotto, 50. Christine, 50. Quere, 20. Un travailleur de Citroën, 10. Martine (V), 10. Un sympathisant (V), 20. Martine (V), 50. Un sympathisant (V), 10. Debris, 50. Michel, 20. Patrick, 20. Mme Cavalier, 10. M. Thibault, 10. Bonnard, 100. Gilles et Annie, 40. Ribeiro et Rousset, 100. Un sympathisant, 120. Michel Granon, 90. Verax Janine, 50. Signature illisible, un ami, 10. Christine Lafont, 200. Javecny, 10. Une secrétaire agricole, 30. Peron Patricia, 30. Mauget Philippe, 10. Cohen, 50. Non au chômage, 10.

PTT PONT DE NEUILLY — Villeriot, 500. Voisin, 20.

VILLENEUVE ET GENNEVILLIERS
Villeriot L., 100. José, 20. Anonyme, 20. Bachelier, Poisson, 20. Un travailleur, 20. Une impatiente, 100. Alain, 50. Une frangine, 50. Une habitante de Villeneuve, 5. La monnaie du journal, 4. X, 10. X, 5. Wilby, 5. X, 5. Bibiche, 10. Jacques, 200. Anonyme, 10. Anonyme, 10. Un copain, 50. Anonyme, 20. Philippe, 100. Patrice « contre l'Europe des trusts, pour l'Europe des travailleurs », 50. Jean-Claude, 50. Marie-Louise, 30.

LEP LES ECLUSES PARIS
Testor Robert, 200. Marguerite, sage-femme, 50. Patrick, 10. Cainacho Francisco, 10. Latifa Arbia, 10. Offner, 20. Jeaouar, 10. Houitte, 30. Un habitant de Clichy, 15. Pinato, 200. Noël, 50. Pourcelot, 100. Bouchacourt, 100. Pichon, 50.

Pralat, 100. J.-C., 120. Frouart, 10. Briv, 50. A.M., 100. Nataf, 50. Lorient, 50. Tri-gano, 5. Pour qu'Arlette parle, 30. Daniel Cohen, menuisier, 50. Papa, 100. Guer-reiro José, 20. Rousseau F., 20. Andriot, 10. Mourot, 10. Thuillard, 10. Ayèche, 20. Venecchia Patricia, 10. Verrecchia, 10. Thierry pour Arlette, 30. Sympathisante, 50. Christian, 50. Jumeau Denise, 25. Une étudiante, 5. Petit, 20. Signature illisible, 10. B.R., 100. Borel de Larivière Martine, 30. Ouhimi Pascal, 30. Ait-Mezianehamid, 10. Iharkane, 20. Anette, 60. Minouche, 100. Zani, 4. Belland, 10. Scatton, 50. Vogneau, 34. Merbillot, 50. Yves et Flo, 100. Collecte EDF Paris 15^e, 130. Zéline, 10. Louveau, 50. Sympathisant, 15. Reste Resto, 14. Marie-Hélène, 40. Anonyme, 40. Angèle, 20. Martine, 50. Christian, 50. Claire, 20. Aoutin, 20. Linda, 50. Un retraité, 100. Un ouvrier, 4. Marie-Hélène, 50. Joseph, 50. Georges (MCRF), 50. Régine, 196. Marie-Pierre, 50. Guilène, 100. Brigitte, 30.

C.C.P. MONT-PARNASSE
Une camarade de la LCR, 50. Joël, 50. Dominique, 50. Paris soutien, 70. Soutien Montreuil, 54. Amélia Paris, 20. Schmitt, Creil, 20. Une écologiste de Creil, 10. André de Creil, 10. Par sympathie (Montreuil), 20. Collecte Carbone Lorraine, 100.

SEV MARCHAL (ISSY-LES-MOULINEAUX)
Rudi, 150. Yvonne, 40. Gueddou, 7. Cogean, 10. Guy, 10. Oiseau, 50. Dramane, 10. Ben S. et Bathi, 10. Ghislaine, 20. Jean-Pierre Noyer, 40. Rives, 10. Pierre et Augé, 10. Sissoko, 30. Hevin, 10. Allain, 15. Collecte, 154.

HOPITAL SAINTE-ANNE
Evelyne, 30. Brigitte, 20. Geneviève, 50. Paitre, 10. Thérèse, 30. Florence, 50. Catherine, 20. Marc, 100. Rosy, 10. Bahri, 50. Colette, 100. Viviane, 50.

HOPITAL BEAUJON
Anonyme, 50. Lecam, retraité, 20. Anonyme, 10. Collecte, 285. Micheline, 20. Danièle, 50. Patrick, 15. Josiane, 20.

THOMSON SAINT-DENIS HBS
Bouet Jacqky, 100. Fez, 10. Chenin, 20. Gallego, 20. Bacchette, 10. Un technicien, 50. Feuillet, 100. Collecte, 160. Clecm (?), 10. Calves, 50. Faujour, 40. Sicard, 50. Gillard, 30. Cresson, 40. Saulnier, 100. Mullier, 20. Abbeloos, 40. Danielle, 20. Dat, 50. Un espagnol, 50. Jalla, 20. Fontcuberta, 30. Charlot, 48. Khat, 100. Daniel, 200. Collange, 100. Van Dur, 20. Jean-Pierre, 50. Alain, 50. Kamel, 10.

THOMSON C.S.F. COLOMBES
Josiane, 400. Jacquot, 50. Un technicien « heureux », 30. Catherine, 20. Olga, 50. Michèle, 20. Madame Pineau, 20. M. Moutemps, 50. Jean-Louis, 50. Jo, 30. Françoise, mère de famille, 50. Jean-Louis Lehé, 30. C.G.M., 50. Liliane, 50. Françoise, 60. Legrand, 50. Guy, 20. Une ingénieur, 200. Félicia, 50. Mireille, 10. Une employée, 20. Une OS des bureaux, 20. Michel, 25. Christiane, 50. Pour rétablir un peu l'équilibre, 40. Un DV 571, 20. Une employée, Mlle Bruclin, 20. Morvan, 20. Kidney, 10. Un ?, 5.

THOMSON GENNEVILLIERS
Monique Peltier, 80. Daniel Dupouy, 50. Jean-Claude, 200. Daniele Cassette, 100. Un travailleur, 50. Michel, 50. Un travailleur, 100. Lazare, 40.

TOULOUSE - ECOLE D'INFIRMIER(E)S
Pierre, 10. Arlette, 30.

CTS-TOULOUSE
Laborantine, 40. Une sympathisante, 60. Joëlle, 20. Une copine, 30. Françoise S., 10. Nicole D., 20. Aureillhan A.M., 100. Un militant CGT, 10.

AZF-TOULOUSE
Gilbert, 50. Pierre, 20. Pierrot, 10. Un ouvrier, 10. Gilbert, 10. Roger, 10. Yves, 20. Son frère, 20. Patrick, 20. Eugène, 20. Claude, 20.

INSA TOULOUSE
Pour LO, 30. Pour le droit à l'expression de tous, 10. Jean-Pierre, 20. Jean-Paul, 20. Tonton, 50. Carlos Martinez, 30. Xavier Penou, 40.

TOULOUSE
Thérèse, 30. Pour Arlette, 23. Roche, 500. Une travailleuse, 10. Une électricité d'AL, 20. Une travailleuse au chômage, 10. Un ouvrier déçu par la gauche, 30. Un chômeur qui en a marre, 10. Peugeot, orthophoniste, 20. Retraité anonyme sur la dalle de Bellefontaine, 100. Au PC et pas d'accord avec Arlette, 10. Employée EDF, 50. Un ouvrier de Motorola, 200. Latte Pierre, 10. Anonyme, 10. Vallejo A., 10. Manu, 10. Vincent, 10. Josette, mère de militants, 400. Malo, 20. Durou Philippe, 70. Ninette, 50. Dussan Alain, 20. Marie-Josée, 100. Le Chevalier, 50. Collecte hôpital Purpan, 315. Christophe, 50. Courage, 20. Bof !, 30. Anonyme, 10. Un hospitalier, 100. Lyvia, 50. Lopez, 50. Denise, Equipement, 100. Jeanine, CHR, 150. Charly, 100. Hélène, CHR, 100. Jacques, 50. Une sympathisante, 50. Cécile, 50. Marinette (SNIA), 50. Ginette (SNIA), 50. Guy (SNIA) et Jacqueline (Dassault), pour faire entendre la voix des travailleurs, 300. Un voisin, 55. Un ancien d'Espagne, 10. Un lecteur, 24. Colette, Laurent, 300. Une dame, Colomiers, 7. P.

Roseline, 20. Une dame, Colomiers, 10. Un ouvrier, 20. Besset Robert, 100. Bertrand, 9. Jean-Claude, 20. Jackie, la mère d'un copain, 50. Un retraité de St-Gaudens, 10. SNIAS, Jean-Marc, 25. Anonyme, 10. Laurence, 10. Mme Pretou, 24. M. Demblans, 15. Mehdado, 20. Deux retraités, 10. Une ménagère, 10. Un chauffeur, 10. Lucas Vincent, 100. Pour Arlette, 14. Pour Arlette, 10. Michel, 28. Francis, 20. Dominique, 100. Dal-gin, 10. Francis, 15. Une sympathisante, 50. Daniel Pons, 50. Un travailleur Ratier, 10. Un autre, 24. Le Guillou, travailleur Forest, 100. Travailleur Forest, 15. Jean-Michel François, 100. Collecte usine Ratier, 565. Alain Giral, 100. Geneviève Dupuy, 100. Gérard Lagarde, 100.

SNCF ORLÉANS
Dupont, 10. Cazemajor, 10. Mercier, 10. Pouant, 10. Barbeaud, 10. Benzakoun, 10. Dupuy, 20. Portet, 10. Servoin, 10.

CHÈQUES POSTAUX ORLÉANS
Estrella, 50. Pierre, 30. Guilaïne, 20. Pascal, 50. Martine, 50. Martine, 50. Sylvanna, 30. Denis, 100. Micheline, 50. Alain, 20. Martine, 20.

ORLÉANS
Chauvin, 100. Une copine, 100. Mme Miorcel, 15. M. Seville, 10. A. Virginie, 9. Ayar, 10. Tremillon, 10. Aubéguy, 100. Patricia, 20. Noëlle, sœur candidate, 600. Corinne (PTT), 35. Gentile (Cepem), 10. Un retraité Argonne, 10. Michèle et Christian, 50. Michèle (CIT), 50. Luc, 5. Augustin, 5. Jacques, instit, 20. Jean-Pierre, instit, 20. Annie, instit, 20. Elizabeth, instit, 20. Jojo, instit, 20.

ORLÉANS - LA SOURCE
Duffaut, 10. Noriak, 10. Lobo, 5.

ORLÉANS
Employé bibliobus, 150. Un sidérurgiste Usinor, 10. Un soutien tchadien, 10. Une maman, 20. Une femme de routier, 18. Un travailleur portugais, 20. Soutien, 14. Catherine, 10. Claudette, 10. Etudiant, 10. Un travailleur, 6. Mère de famille travailleuse, 2. Thierry, 100. Pour eux, Marco, 5. Giorgio Taller, 10. Lucia Taller, 10. Un copain, 100. Daniel Murel, 10. Garrand Jacques, 10. Chadly Myriam, 10. Don anonyme (militant radical et laïque), 10.

CEPEM ORLÉANS
Maurice, 50. Alain, 50. Moustache, 10. Jeannot, 10. Serge, 30.

SAINT-CHAMOND - CREUSOT-LOIRE
Un colistier 83, 50. Une colistère 83, 100. Le cousin, 50.

NANTES
Claudine, étudiante salariée, 50. Un ouvrier bâtiment et une chômeuse, 50. Une concierge d'école, 50. En porte à porte, 10. Marguerite, 50. Laurent, 100. Etudiant salarié, 50. Institutrice, 50. Hubert, militant CGT, 20. Concierges d'école, 30. Monique Alliot, caissière à Casino, 100. Brigitte Jeudi, 50. Une retraitée, 10. Job, 100. Aubineau, 100. Bout des Pavés, 60. M. et Mme Robin, marionnettistes, 44. Anonyme, 32. Jezequel Thierry, 50. Ballay, 10. Boulo Daniel, 50. Mallouky Aly, 10. Sudre Claude, 10. Abraham Pierrick, 50. Dehargues, 125. Une enseignante, 10. Un travailleur, 10. Une femme au chômage, 15. Une travailleuse Dubois, 30. Une employée de la Sécu, 10. Hournat Didier, 30. Bonnaud Alain, 20. Pour soutenir un peu, 10.

CHOLET
Christian et Babeth, 50. Jean-Yves et Christine, 12. Quartier Favreau, 34. Héliane, 20. Michelle, 200. Jacqueline, 300. Joëlle, 15. Guillaume (5 ans), 0,40. Christophe (11 ans), 1. Avinet Patrick, 100. Une ouvrière, 20. Une enseignante, 20. Une lectrice, 50. René, ouvrier, 20. Claude (smicard), 30. Monique, 50. Le Bouter (Ampafrance jusqu'au 23/5/84), 10. Lecoco, 50. D., 50. Un magasinier, 20. Body, 20. Sympathisant, 30. Pour l'espoir, 50. Pour l'amitié, 200.

MICHELIN (CHOLET)
Coubault, 20. Yves, 20. Le Breton, 10. Bourdon, 20. Dudu, 25. Ménard, 10. Vinçonneau, 15.

ANGERS
Un « écoreuil », 120. Th., 100. Infirmière, 50. Frangine, 50. Ouvrière d'usine, 30. Un postier, retraité, 100. Sympathisante, 100. Belle-Beille, 5. Le frère d'un copain, 50. Joël, 500. Un cheminot, 100.

ANGERS - HÔPITAL
ASH, 30. AS, 30. ASI, 30. ASH, 50.

TOURS
M. Mestreau, 30. Nathalie, 50. Agnès, 50. Employé EDF, 20. Sylvie et Dominique, 50. Bouscaut, 60. Duthilleul, 50. Tijou, 10. Peluan, 5. Marchin, 10. Ouvrière Tampax, 20. Un soutien, 10. Christine, 20. Paulette, 100. Bernard, 10. Une institutrice, 50.

SNCF TOURS
Hebrard, 20. Brunet, 20. Moreaux M., 20. Pierre, 10. Chaumont, 20. Cordeau, 10. Ferrier, 20. Proutière, 10. Roussel Henri,

200. Kobsik, 20. Collègue, 1⁵. Auffray Michel, 50. Sylvie, 10. Jean-Marie, 10. Buschbaum Guy, 20. Poinconnet, 20. Martin S., 10. Daniel S., 10. Pineau Claude, 20. Ortelli, 10. Coquau, 10. Najera, 10. Miquelstorena, 10. Duclaud, 10. Boutin, 100. Turpin, 10. Perrin F., 30. Minoret, 10. Piccinin, 10. Dufour, 25. Matras, 10. Tortissier, 10.

POITIERS
Pascal H., 50. Patrice Hérault, 20. Luneau Vincent, 30. Nathalie, 20. Gilles G., 20. Laurence A., 15. Sylvianne G., 15. Gérard Laurence, 15. Caurel, 20. Paredes, 20. Pasquier, 10. Royer, 10. Taupignom, 10. Alsadi, 10. Alzhairim, 10. Bertin, 10. Vasin, 10. Bouchet, 5. Sympathisant, 5. Renaud P., 10. Thimonier Camille (Lussac-les-Châteaux), 100. Eon Jean-Christophe, 10. Cocault Nelly, 40. Baleynaud Sophie, 200. Nadine (JCR), 10. Canaud Pascal, 50. Artisan (un maire qui a parrainé Arlette dans la Vienne), 30. Etudiants, 10. Un chômeur, 10.

SAINT-BRIEUC CHAFFOTEAUX
Martial, 50. J. Claude, 10. Pascal, 50. Yves, 10. Dominique, 50. Anonyme, 100. Philippe et Brigitte Lebon, 30. Le Merdy Didier, 10. Un ponceur, 15. Didier, 20. Christian, 20.

SAINT-BRIEUC
Yvette, 50. Claude, 100. Robin, 100. Un prof, 30. Annick, 100. Rémy et Christine Malfroit, 30. Mme Noël, 30. Alain, 50. Jean-Yves, 40. Maryse, 50. Loïc, 30. Marcel, 10. Jimmy, 10. Roselyne Le Bourhis, 20. Annick, 50. Jacques, 20. Serge, 25. Jean-Luc, 10. Elisabeth, 10. Jean-Pierre, 30. Sophie, 30. Yvonne, 20. François, 100. Marie, 30. Jean et Françoise, 20.

BREST
Anonymes : 10, 10, 10. Presti C., 100.

RENNES
Piquet Odile, 30. Monnier René, 37. Reland Christian, 33. Alain Bachelot, 100. Moreau G., 100. Jania, 20. Gaudin, 50. Augerie, 20. Vennier, 200. Simon, 100. Elisabeth, 30. Céline, 50. Biron, 30. Sorel au chômage, 10. Sulei Martine, opératrice, 56. Galerneau, étudiante, 100. A. Merrien, 100. Employée PTT, 30. Querrouillère, retraitée, 35. Khattab, chômeur, 25. Dubreil, 10. Joël, 20. Anne, 11. Edard, 50. P. Frunier, 10. Employé ville de Rennes, 50. Berhavo Didier, 10. Barré Serge, 50. Martin Xavier, 50. Moraux Jackie, 50. Faisnel Héloïse, 50. Anonyme, 30. Une instit, copine d'Arlette, 50. Françoise, 150. Philippe C., 100. Nathalie B., 50. Denis S., 40. Michel P., 50. Nicolas Colette, 20. Sore Danielle, 10. Burniay Michel, 20. M. Louvet, 30. Soutien, 10. Lebeau, 30. Pinard, 20. Ecolan, 30. Un employé de la sécu, 100. Piel, 20. Rougerie, 20. Bauche Gisèle, 10.

LORIENT
Hervé, 50. Jackie, 100. Serge, 10. Cornu, 10. Le Ludec, 24. Le Bihan, 20. Voisin, 15. René, 20. Amed, 6. Chéberge, 5. Lecat, 10. Roselyne, 50. Le Mélédo, 10. Jacqueline, 50. Piquet Monique, 30. Quartier de Kervenaec, 110. Anonyme, 70.

SAINT-NAZAIRE
Toutou, 50. Aldo, 50. Châtelier Christian, 15. Louise, 10. Gilles, 20. Jean-Claude, 20. Daniel, 50. Marcel-Michelle, 200. Vinet Daniel, 100. Chaussette, 35. Suzanne, 20. Mme Ichou, 10. Gutteniez, 30. Quartier La Bouletterie, 19. Loechner, 30. Edouard, 50. Prospection La Bouletterie, 142. Un ouvrier du bâtiment, 40. Un employé PTT, J.-Michel, 20. Un ouvrier SNIAS, 10. Paugam, 20. Boyer, institutrice, 10. Soudeur au chômage, 10. Olivier Valentine, 23. Yannick, 50. Chantal, 50. David Alain, 20. Richard-Lebas, 50. Lode, 25. Jouand, 25. Launay JC, 10. Philippe, 300.

ALSTHOM-ATLANTIQUE SAINT-NAZAIRE
Michel Josse, 100. Ouvriers

« Cher bon dieu »

d'Alice Walker

Ce roman traduit de l'américain a obtenu en 1983 le prix Pulitzer et l'American Book Award, deux des principales distinctions littéraires américaines.

C'est l'histoire de deux femmes noires, deux sœurs originaires du Sud des Etats-Unis : Celie vit une vie assez misérable, partagée entre « Monsieur » et ses enfants, tandis que Nettie est partie, elle, évangéliser un village africain.

Racontée sous la forme de correspondance (Celie écrit au... bon dieu, faute d'interlocuteurs, et Nettie à sa sœur, qui ne recevra que bien plus tard ses lettres), ce roman est une peinture de mœurs qui sont celles d'une société patriarcale où les hommes dominent les femmes, et qui laisse ensuite place aux thèmes féministes.

Quant au lecteur qui prendrait le titre de ce roman au premier degré, voici un extrait d'une lettre écrite par Celie : « Et qu'est-ce qu'il a fait pour moi le

bon Dieu ? Je te l demande. — Celie ! elle a crié l'air choqué. Il t'a donné la vie, une bonne santé, et une brave fille comme moi qui t'aimera jusqu'à la mort.

— Ouais, et puis aussi un vieux qu'a été lynché, une mère timbrée, un beau salaud de père adoptif, et une sœur que je reverrai sans doute jamais. D'abord, le dieu : à qui j'ai fait des prières et à qui j'ai écrit, c'est un homme. Et il est bien comme tous les autres. Pas sérieux, négligent, et la mémoire courte, bref un bon à rien.

— Dis donc Celie, tu ferais mieux de la boucler. Le bon dieu pourrait bien t'entendre.

— Et alors ? Si il ouvrait ses oreilles toutes grandes pour écouter les femmes noires, le monde ça serait quand même autre chose, c'est moi que j'te l'dis. »

Un livre à lire.

Jacques FONTENOY

Cher bon dieu d'Alice Walker. Ed. Robert Laffont. 262 pages. 69 F.

« Aragon, un nouveau cadavre »

de Paul Morelle

Ce livre sur Aragon est un pamphlet. Il rejoint ceux écrits, en leur temps, par Jean Malaquais (Aragon, le patriote professionnel) et Georges Henein (Qui est Monsieur Aragon ?).

Dans sa jeunesse, Paul Morelle fut proche du PSOP, cette organisation social-démocrate de gauche créée en 1938 par Marceau-Pivert. Comme ses deux prédécesseurs, qui, eux, avaient des liens avec l'opposition trotskyste, Morelle revient sur l'engagement d'Aragon aux côtés de Staline, avec tout ce que cela a pu signifier de reniement des idées de sa jeunesse et de ses amitiés dans le mouvement surréaliste.

Encore que Morelle aille un peu plus loin et mette en doute la sincérité d'Aragon surréaliste, préférant dénoncer le bourgeois Aragon, imbu de lui-même et qui ne donne sa vraie mesure que dans le patriotisme, de parti ou de patrie. Même quand Aragon pose à l'écrivain « communiste », il reste un individualiste, incapable de peindre dans ses romans réalistes le moindre prolétaire. Les seuls que l'on rencontre dans son œuvre sont des militants stalinien de l'appareil, assez grossièrement décrits d'ailleurs.

Mais épingler l'homme Aragon dans ses contradictions n'est pas ce qui intéresse principalement Paul Morelle. Critique littéraire depuis la fin de la guerre, et romancier lui-même depuis quelque temps, il s'intéresse plus encore à l'écrivain. Après avoir relevé comment sa mort a été saluée, avec une touchante unanimité dans le conformisme par les plumitifs de service du Figaro à L'Humanité, de Jean d'Ormesson à André Wurmser, il entend démontrer que l'écrivain ne méritait pas tant d'honneur car, si Aragon sait écrire, il a surtout un talent de plagiaire.

Ainsi, les romans parus dans le cycle du « Monde

réel », Les Voyageurs de l'impériale, Les beaux quartiers, Les cloches de Bâle, Aurélien, par exemple, ne sont qu'une pâle imitation des Thibault de Roger Martin du Gard.

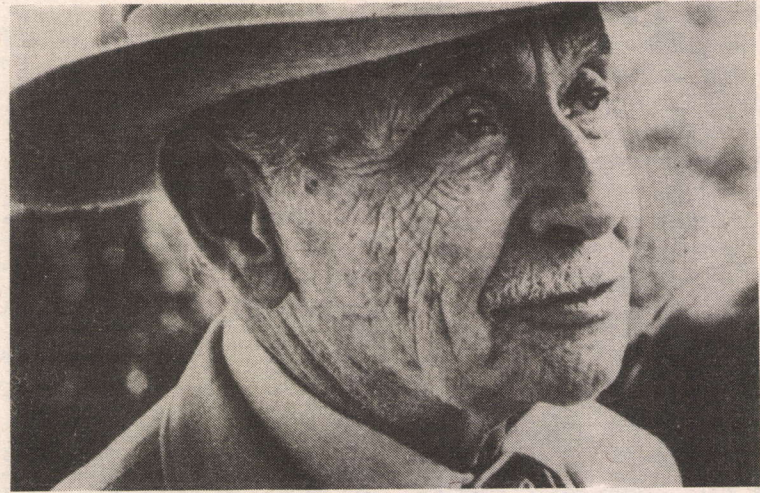
Paul Morelle, on le devine, estime qu'Aragon ne mérite qu'une place minuscule dans l'histoire littéraire. Il refuse par contre de juger Aragon à la lumière de ses prises de position politiques. Le fait est pourtant que, en mettant sa plume au service du stalinisme, Aragon a choisi la falsification, le double langage, le « mentir-vrai », comme il a dit, les ambiguïtés, la réalité peinte aux couleurs des circonstances

et a éliminé de son univers intellectuel la sincérité et l'honnêteté, deux conditions nécessaires, sinon suffisantes, pour qu'un artiste ait quelque chance de bâtir une œuvre durable.

Nous ne savons pas, quant à nous, ce que la postérité retiendra en définitive d'Aragon, sur le plan de la littérature, mais on peut parier qu'il figurera en bonne place des exemples de malhonnêteté intellectuelle.

Jacques FONTENOY

Aragon, un nouveau cadavre de Paul Morelle. Ed. La Table Ronde. 218 pages. 79 F.



Bêtisier et autoportrait express d'Aragon

(tiré des citations réunies par Paul Morelle en appendice à son livre)

— Nous saluons l'œuvre admirable de salubrité publique faite par le Guépéou (1929).

— La France doit à Staline son existence en tant que nation (1953).

— Tout ce qui n'est pas moi est incompréhensible.

— Dans tout ce qui est bas, il y a quelque chose de merveilleux qui me dispose au plaisir.

— Un beau jour, j'ai compris que je nourrissais en moi un démon : le besoin de trahir.

— J'ai fait bon marché de mes amitiés de jeunesse (1937).

— La calomnie est mon devoir, la corruption mon système.

— C'est avec les jeunes sots qu'on fait les vieux cons (1971).

— Je suis très content de penser que je vais mourir, parce que je suis le dernier de ma génération et que c'est une génération de gens pour la plupart abominables.

— Cette vie comme un jeu terrible où j'ai perdu, que j'ai gâchée de fond en comble (1972).

« Des cercles dans la forêt »

de Dalene Matthee

Bien que « découverte » par André Brink, l'écrivain sud-africain anti-Apartheid, l'auteur Des cercles dans la forêt, Dalene Matthee, ne s'intéresse pas à la situation actuelle en Afrique du Sud.

Son roman, situé en 1850, montre la lutte de bûcherons boers contre les négociants et aventuriers anglais qui, par leur avidité, risquent de mettre en cause l'équilibre naturel.

Les Boers sont rustres et ignorants à souhait, les Anglais méprisants et suffisants plus que nature. Quant au héros, fils d'un bûcheron boer, il s'éprend bien sûr d'une jeune Anglaise...

Un « southern » écologique, donc, quelque peu taillé à la hache, mais qui réussit tout de même à être parfois prenant et émouvant.

André JUILLIARD

« Un bon Allemand » de Horst Krüger

Horst Krüger, journaliste et écrivain ouest-allemand, est né en 1919. Il a 14 ans à l'avènement du nazisme, 25 à la fin de la guerre. Chez ses parents, moroses petits bourgeois d'un faubourg résidentiel de Berlin, on ne fait pas de politique. On est respectueux envers l'Etat et le chancelier. Tout au plus, la mère lit-elle Mein Kampf pour connaître le programme

de « Monsieur Hitler ». Ainsi, de respect des institutions en démission, « ces bons Allemands » sont incapables d'entrevoir jusqu'où le nazisme allait les emmener.

A travers des exemples pris dans son environnement proche, l'auteur insiste sur la responsabilité de l'individu dans l'histoire.

Mais il le fait d'une manière

telle — et avec une telle redondance — qu'on referme son livre avec l'impression qu'il n'y a rien d'autre à faire que d'avoir mauvaise conscience par rapport à cette période de l'histoire allemande.

André JUILLIARD

Un bon Allemand de Horst Krüger. Collection Actes Sud. 235 pages. 75 F.



Trésors de l'ancien Nigeria

Au Grand-Palais

Jusqu'au 23 juillet le Grand Palais présente une exposition sur les *Trésors de l'ancien Nigeria* destinée à faire découvrir un aspect de l'art africain très peu connu, à travers une centaine de pièces correspondant à des styles, des lieux et des époques différents.

Les sculptures les plus anciennes sont celles de Nok, dans le nord du pays. Elles datent de 500 avant notre ère à 500 après. Ce sont des sculptures de terre cuite dont la technique de modelage et de cuisson était très au point puisqu'elle a permis leur conservation jusqu'à nos jours. Cet art s'est poursuivi sans interruption pendant la plus grande partie du premier millénaire.

Au sud du Nigeria, deux cultures ont coexisté. Celle d'Igbo-Ukwu dont les habi-

tants semblent avoir été très habiles dans l'art de la fonte des métaux. Ils furent les premiers à travailler le cuivre de toute l'Afrique occidentale. Et celle d'Ifé qui, selon la légende est le lieu où les dieux descendirent sur terre pour créer et peupler le monde. L'art d'Ifé qui couvre la période allant du XI^e au XV^e siècle est très différent de la plupart des arts africains en ce qu'il représente les figures humaines avec un évident souci de réalisme.

L'ensemble de ces pièces forme une exposition intéressante. Elle permet de découvrir la grande diversité des formes et des moyens d'expression de l'art africain.

Ghislaine GAUTHIER
Au Grand Palais jusqu'au 23 juillet. Entrée : 12 F. Le samedi, 8 F.



Sélection

Samedi 30 juin

TF1. 20 h 35. Un grand avocat. Pièce de théâtre de Henry Denker mise en scène par Robert Hossein avec Roger Hanin. Un procès à l'époque du mac-carthysme, aux USA.

A2. 22 h 15. Les enfants du rock. Au programme de cette émission « branchée », deux interviews, celles de Bob Dylan et Stevie Wonder.

TF1. 22 h 45. Droit de réponse. Au sommaire de l'émission de Michel Polac, la littérature érotique.

FR3. 23 h 15. Benny Goodman en concert. Le clarinettiste, ex-« roi du swing » interprétera un **concerto pour clarinette et orchestre**, qui met en valeur ses qualités de virtuoses.

Dimanche 1^{er} juillet

TF1. 20 h 35. Film : Un papillon sur l'épaule de Jacques Deray (1978) avec Lino Ventura. Sur le thème de l'insécurité, un film fertile en rebondissements mystérieux, voire obscurs...

FR3. 20 h 35. De l'automate au robot. Une émission en hommage à Denis Diderot, le philosophe matérialiste du XVIII^e siècle. Cette revue des machines automatiques essaye de répondre à la question : les robots sont-ils intelligents ?

A2. 21 h 40. L'amour sur place. Un téléfilm tiré d'un fait divers réel : une prostituée ouvre un bar dans un village et s'intègre peu à peu à la vie locale.

FR3. 22 h 30. Cinéma de minuit : Cécile est morte de Maurice Tourneur (1943) avec Albert Préjean. Une enquête du commissaire Maigret.

A2. 22 h 35. Jean Prouvé le constructeur. Evocation d'un architecte récemment disparu, connu pour avoir utilisé dès 1925 les nouveaux matériaux industriels : métal et verre notamment.

Lundi 2 juillet

TF1. 20 h 35. Film : Le rouge est mis de Gilles Grangier (1957) avec Jean Gabin et Lino Ventura. Film policier tiré d'un roman d'Auguste Le Breton.

A2. 20 h 35. La manie de la ville-

giature. Pièce de Carlo Goldoni, mise en scène par Giorgio Strehler et jouée par des acteurs du Théâtre français. A travers l'engouement pour les départs à la campagne, une critique de la bourgeoisie. Cette pièce est la première partie d'une trilogie sur la « villegiature » qui sera diffusée chaque lundi.

FR3. 20 h 35. Kennedy. Téléfilm anglais qui reconstitue l'histoire du clan Kennedy, avec souci de réalisme, mais sans grande nouveauté.

TF1. 22 h 00. Portrait d'Elvire Popesco. Hommage à la comédienne qui a aujourd'hui 88 ans.

Mardi 3 juillet

TF1. 20 h 35. Politiques. Pierre Mauroy face à la presse ; à moins qu'il n'annonce son départ du gouvernement, il ne pourra s'agir que d'une émission de routine sur le thème de la rigueur, et de l'austérité pour les travailleurs.

FR3. 20 h 35. La cible étoilée de John Hough (1978) avec George Kennedy, John Cassavetes. Sur un scénario imaginaire (le général Patton assassiné) un film au suspense réussi.

A2. 20 h 40. Les Dossiers de l'écran. Le film *Asphalte*, avec Carole Laure et Jean Yanne sert d'introduction à un débat sur les accidents de la route.

TF1. 21 h 50. Paul Delvaux. Présentation du peintre surréaliste belge.

TF1. 22 h 30. Film : Le tambour de Volker Schlöndorff (1979). Tiré du roman de Günther Grass, la montée du nazisme observée par un enfant lucide qui, par refus du monde adulte, a décidé de bloquer sa croissance à l'âge de trois ans...

Mercredi 4 juillet

FR3. 20 h 35. US Festival. Un concert de rock grandiose tourné avec d'importants moyens techniques. Au programme, entre autres : Stray Cats et The Clash.

TF1. 21 h 35. Faire Dallas. Comment a été fabriqué le célèbre feuilleton télé améri-

cain. Un reportage plus passionnant que les imbrolios familiaux des Ewings.

FR3. 21 h 55. Film : Retour à Marseille de René Allio (1980) avec Raf Vallone et Andréa Ferreol. Un industriel enquête sur la jeunesse délinquante avec, à l'arrière-fond, la ville de Marseille.

A2. 22 h 25. Du teuf-teuf au Turbo. Premier épisode d'une série sur l'histoire de l'automobile.

TF1. 22 h 35. Parafango. Danse classique, musique rock et comédie pour raconter l'histoire de deux femmes. Avec quelques-uns des plus réputés danseurs contemporains ; Karol Armitage, Michaël Clark, Joseph Lenhon, Jean Guizerix, etc.

Jeudi 5 juillet

TF1. 21 h 30. Une enfance rêvée. Téléfilm primé au Festival de Prague (1984) par l'Union des artistes tchécoslovaques. Ce film d'Isidro Romero couvre la période qui va de la fin de la guerre d'Espagne à la Résistance.

Vendredi 6 juillet

A2. 20 h 35. Machinations. Premier épisode d'un feuilleton en six épisodes qui a pour cadre une multinationale. Un scientifique a mis au point un satellite. Il croyait que c'était pour le secteur civil, c'est pour le militaire...

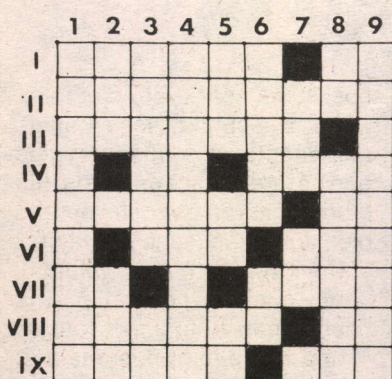
FR3. 20 h 35. Vendredi. Sur le thème « Un tube : pourquoi pas moi ? », un reportage sur quelques gloires éphémères du « show-biz ».

FR3. 21 h 30. Le feu sacré. Téléfilm. Des jeunes qui suivent des cours d'art dramatique et de danse rêvent de réussir.

A2. 21 h 35. Apostrophes. Sur le thème « les peintres et leur art », les invités : André Bay, Pol Bury, Jeanne Champion, Maurice Rheims, Françoise Rullier.

A2. 23 h 00. Ciné-été : Un homme nommé cheval d'Elliot Silverstein (1970). Un blanc, d'abord prisonnier, est initié par les Indiens et devient un guerrier à part entière.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Voyageur à tire d'aile - Infinitif. II. Etalage. III. Abjurait. IV. A moitié rond - Il font lentement. V. Il grimpe - Etalon. VI. Autant ne pas s'y faire prendre la main - Elle éclaircit le mystère. VII. Forme d'avoir - Mouvement. VIII. Donnent la mesure - Un sigle et un drapeau. IX. Vin espagnol - Peste.

VERTICALEMENT

1. N'est pas sans risques. 2. Poisson, sans tête, mais pas sans épines - C'est la plus titrée. 3. Grosses têtes - Symbole. 4. Qui monte à la tête. 5. Retranche - De bas étage - Forme d'être. 6. Elle n'est pas de taille - Pour introduire la qualité. 7. Le commencement de la fin - Barquet. 8. Infinitif - Dérobais. 9. Chapeau bas.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	V	A	L	C	A	D	E	S
II	O	L	I	V	I	E	R		V	U
III	R	O	T	I	S	S	E	R	I	E
IV	N	I	A	S		U	N	I	T	E
V	I		L	O	I	R	E		S	
VI	C	O	I		D	E	S	I	R	
VII	H	U	T	T	E	S		N		I
VIII	O	T	E	R	A			C	A	L
IX	N	I		I	L	O	T	A	G	E
X		L	I	E	E	S		S	E	S

« Mississippi Blues »

de Bertrand Tavernier et Robert Parrish

C'est à un petit voyage cinématographique à travers l'Etat du Mississippi que nous convient Bertrand Tavernier et son ami américain Robert Parrish. *Mississippi Blues* n'est donc pas un film traditionnel mais plutôt un documentaire.

Mais Tavernier, au lieu de faire défiler un grand nombre d'images pour nous faire découvrir cet Etat du sud américain — c'est là que fut inventé le Coca-Cola ! — l'évoque d'un nombre limité de tableaux choisis. Ainsi en sa compagnie, nous séjournons assez longuement, trop peut-être, dans quelques paroisses noires emportées par le rythme des negro spirituals, où les sermons délirants de pasteurs hommes ou femmes mènent, en musique, les paroissiens à la transe. Nous rencontrons un révérend, recyclé dans la religion après un passé de musicien amoureux de la vie, dont les réflexions font mieux comprendre comment ces paroisses furent le berceau de la révolte du peuple noir dans les années 1960. Malcolm X et Martin Luther King étaient eux aussi des pasteurs.

Dans les faubourgs misérables d'une grande ville, au milieu d'une famille de chô-

meurs noirs, on chante le blues, cette forme musicale propre aux musiciens noirs américains qui met en scène les mille et un tracas de la vie quotidienne des Noirs dans la civilisation industrielle, interprété ici par le père, chômeur, et ses amis, un ouvrier agricole et un ébéniste.

Le blues raconte toujours un peu la même histoire, celle des paumés, des fauchés, abandonnés par leur compagne, avec comme arrière-fond les migrations intérieures qui obligent bien des Noirs à emprunter la route nationale n° 61, pour un voyage interminable vers le nord.

Enfin dans la campagne, nous faisons la connaissance d'un vieux paysan joueur de fifre, coincé sur un « petit arpent du bon Dieu » qui suffit à peine à le faire vivre et dont la musique est l'ultime réconfort.

C'est donc aux racines de la musique populaire noire américaine que nous entraîne ce film. Même si les interventions des cinéastes et de leur équipe lui retirent un peu de son unité, ce film reste simple, sans prétention et plein de bonne humeur.

A voir et... à écouter.

Ghislaine GAUTHIER

« Maria Chapdelaine »

de Gilles Carle, avec Carol Laure

Ce film est tiré du roman de Louis Hémon, qui décrit la vie d'une petite communauté villageoise au Canada français, au début de ce siècle.

La vie y est dure pour tout le monde. Quelques pauvres baraques, resserrées autour de l'église — comme les habitants le sont autour du prêtre — forment tout le village qui, pendant le long hiver, est coupé de tout centre citadin. Quant à la famille Chapdelaine et aux autres cultivateurs qui ont choisi de s'éloigner et de défricher des terres en gagnant sur la forêt, ils sont encore plus isolés.

L'été, les hommes reviennent au village pour aider aux travaux de la terre. Mais l'hiver, beaucoup, pour vivre, partent s'embaucher sur des chantiers comme bûcherons, ou se font trappeurs. Et les femmes qui restent à la ferme doivent trimmer deux fois plus : la mère de Maria y épuise ses forces.

Maria Chapdelaine, elle, revient de la ville où elle a vécu quelques temps et regagne la ferme de ses parents. Que va-t-elle faire de sa vie ? Rester au village, rive à la terre, en épousant un paysan voisin qui n'a



d'yeux que pour elle ? Partir vivre en ville en épousant un homme fortuné qui a émigré aux Etats-Unis et qui lui aussi lui fait la cour ? Ou bien épousera-t-elle l'élui de son cœur, un homme des « chantiers » que la communauté villageoise réproche en voyant en lui un « homme sans dieu » ?

Chronique de la vie de gens simples, animés par des sentiments simples — l'ardeur au travail, l'amitié, la fidélité, l'amour, la volonté de surmonter les difficultés —, *Maria Chapdelaine* est un très beau film.

Marianne LAMIRAL

« Reckless »

Johnny ne supporte plus Eberton, cette ville de l'Ohio où il vit, il ne supporte plus le lycée où il n'y a que des fils de bourgeois, il ne supporte plus la vision des hauts fourneaux où travaille son père, et il ne supporte plus son père, d'ailleurs, il veut partir, partir ailleurs... en attendant, il fait de la moto. Tracey, elle, est lycéenne d'un milieu aisé. Elle ne supporte plus sa petite vie trop confortable, sans problème, et étouffe dans cet univers ouatiné et étrié. Ils finissent bien sûr par se rencontrer, s'aiment et partent ensemble.

Autant dire que le spectateur n'est pas obligé, lui aussi, de supporter cette collection de clichés.

G.G.

« Bonjour les vacances »

Une famille américaine et leur voiture partent en vacances. Ils veulent traverser les Etats-Unis pour atteindre Valley World, un immense parc d'attractions.

Malheureusement pour y arriver, ça dure tout le film. Alors inutile de subir les gags lourds, les réflexions idiotes, et quelquefois racistes de ces Dupont-la-Joie américains.

S.L.

Films récents...

LE MYSTÈRE SILK-WOOD.
de Mike Nicols.

Une ouvrière dans une usine nucléaire dénonce le mépris des industriels pour les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. Gaumont Richelieu 2^e. Saint-Germain Huchette 5^e (vo). Colisée 8^e (vo). Elysées Lincoln 8^e (vo). Miramar 14^e. Sept Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo).

IL ETAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE.
de Sergio Leone.

Un roman policier « à la recherche du temps perdu » où Noodle, gangster raté, nous promène d'une époque à l'autre, de l'enfance à la mélancolie de la vieillesse. Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. Rex 2^e. Cluny Palace 5^e (vo). Montparnasse UGC 6^e (vo). Odéon 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Normandie 8^e (vo). UGC Gobelins 13^e. Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Gambetta 20^e.

FORT SAGANNE.
d'Alain Corneau.

Comme les westerns américains nouvelle manière, ce film colonial français a ses remords comme ses nostalgies. De quoi satisfaire la bonne conscience du public de

gauche comme les admirateurs des baroudeurs bien de chez nous.

Olympic Luxembourg 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. Publicis Elysée 8^e. Français 9^e. Bienvenue 15^e. Gaumont Convention 15^e.

VENT DE SABLE.
de Lakhdar Hamina.

Un film violent et dénonciateur sur la vie et sur la condition féminine dans le désert algérien. Bonaparte 6^e (vo).

L'ADDITION.
de Denis Amar.

A la suite d'un incident banal, un homme est pris dans l'engrenage de la prison. Marbeuf 8^e.

L'ÉTOFFE DES HÉROS.
de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit pas le temps passer.

UGC Opéra 2^e (vo). Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Escorial Panorama 13^e (vo).

YENTL.

de et avec Barbra Streisand. Yentl est la fille d'un rabbin dans une bourgade juive en Lituanie au début du siècle. Pour pouvoir faire des études, elle se déguise en garçon. Un film plein de finesse et d'humour.

UGC Opéra 2^e. Danton 6^e (vo). Rotonde 6^e (vo). Biarritz 8^e (vo). UGC Boulevards 9^e.

... et moins récents

LE ROI ET L'OISEAU.
de P. Grimault.

Un dessin animé plein de poésie. Calypso 17^e.

THE ROSE.
de M. Rydell.

Derrière la scène, les coulisses du monde du show-business qui brisent une chanteuse de rock. Châtelet Victoria 1^{er} (vo). Miramar 14^e.

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour. Epée de Bois 5^e.

LE BAL.
d'Ettore Scola.

De 1936 à nos jours, l'histoire de France évoquée à travers une série de bals populaires. Studio de la Harpe 5^e.

ET VOGUE LE NAVIRE.
de Federico Fellini.

Une drôle de croisière à la veille de la Première Guerre mondiale. L'Epée de Bois 5^e. André Bazin 13^e (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.

Comédie satirique sur les méfaits de la civilisation. Impérial 2^e (vo).

...et de vieux films à voir ou à revoir

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica. Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Espace Gaité 14^e.

QUAND PASSENT LES CIGOGNES.

de Mikhaïl Zalatozov. Film soviétique : le drame d'une jeune femme qui a perdu tous les siens lors d'un bombardement, et qui n'a plus de nouvelles de son fiancé parti au front. Cosmos 6^e (vo).

MANHATTAN.
de et avec Woody Allen.

Les drames sentimentaux et burlesques d'un intellectuel juif new-yorkais mal dans sa peau. Paramount Odéon 6^e (vo).

CITIZEN KANE.
d'Orson Welles.

L'ascension et la décadence d'un magnat de la presse américain. Calypso 17^e (vo).

LES BLUES BROTHERS.
de John Landis.

Une comédie musicale Blues avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour. Rex 2^e. Ciné Beaubourg-Halles 3^e (vo). Danton 6^e (vo). Montparnasse UGC 6^e. UGC Boulevard 9^e. UGC Gare de Lyon 12^e. UGC Champs-Elysées 8^e (vo). UGC Gobelins 13^e. Mistral 14^e. Murat 16^e. Images 18^e.

Mitterrand et Mauroy font des miracles

Davantage de pèlerins contre la gauche qu'on n'en a jamais vu à Lourdes

Quel que soit le nombre réel des participants, les processions organisées dimanche dans les rues de Paris par les partisans de l'enseignement privé ont été un succès, même si leurs organisateurs ont disposé de moyens financiers et matériels considérables et du soutien des grands moyens d'information.

Mais pourquoi défilaient-ils, au fait, ces gens-là ? Pour la défense de l'enseignement privé ? Pour le maintien de l'aide financière de l'Etat aux écoles privées ? Mais le projet de loi Savary ne remet rien de cela en question.

Mauroy ne cesse même de rappeler que la gauche s'est montrée plus généreuse envers l'enseignement privé que les gouvernements précédents, comme s'il était déçu de tant d'ingratitude de la part des curés et des partisans de l'enseignement confessionnel.

Eh oui, la droite est bien ingrate vis-à-vis du gouvernement socialiste. Car Mitterrand et Mauroy, une fois passés les petits gestes quasi obligatoires du début du septennat (comme la semaine de trente-neuf heures), se sont empressés de poursuivre l'œuvre de Giscard et de Barre, de mener la même politique que la droite. Le gouvernement socialiste, en s'opposant à ce que les salaires suivent les prix, en distribuant des cadeaux au patronat en même temps qu'il accepte des charrettes de licenciements dans

les entreprises au nom de la modernisation, gouverne comme son prédécesseur dans l'intérêt des patrons et fait supporter le poids de la crise aux travailleurs.

Mais Mitterrand et Mauroy sont les dirigeants d'un parti qui se dit de gauche et qui a des militants qu'il ne faut pas décevoir trop vite. Alors ils ont cherché un terrain sur lequel ils pourraient faire des gestes qui ne gêneraient en rien la bourgeoisie et qui seraient susceptibles de reconforter leurs militants. Et ils ont trouvé celui de l'école.

Oh, leur projet de loi n'avait rien de révolutionnaire. Il ne diminuait en rien le financement de l'enseignement privé, au contraire. Il prévoyait seulement que l'Etat aurait un tout petit droit de regard sur la manière dont les écoles privées utilisent les fonds qu'il leur alloue si généreusement.

Eh bien, il n'en a pas fallu plus pour amener les curés et la droite à organiser la série de manifestations à laquelle on assiste depuis des mois et à mobiliser le ban et l'arrière-ban de toutes ces couches sociales réactionnaires qui croient leurs libertés menacées dès lors que siègent au gouvernement des gens qui se disent socialistes ou communistes.

Car ce n'est que logique si le gouvernement apparaît aujourd'hui isolé : il a perdu le soutien de la classe ouvrière, en menant une politique de droite et il n'a pas pour

autant désarmé l'hostilité de ceux qui le vomissent parce qu'il se dit de gauche. Quant aux Chirac, Barre et autres Giscard, ils profitent bien sûr de la situation pour préparer les futures échéances électorales.

Alors, nul ne peut prédire ce que le gouvernement fera demain de son projet de loi sur l'enseignement, s'il fera de nouvelles concessions à la droite ou s'il essaiera de faire preuve d'un peu de fermeté.

Mais de toute manière, tout ce tumulte fait autour de la loi Savary n'a qu'une importance tout à fait secondaire pour les travailleurs. Les succès de la droite à ce propos n'ont pas plus de conséquence que les mesures de la gauche sur l'école.

Ce qui est déterminant aujourd'hui pour les travailleurs, c'est de savoir si le gouvernement réussira encore longtemps à imposer sa politique d'austérité, de régression sociale, ou si la classe ouvrière donnera du poing sur la table et contraindra patrons et gouvernants à reculer.

Le jour où les travailleurs entreront en lutte, ils ne disposeront sans doute pas des mêmes sympathies dans les médias que les manifestants du 24 juin. Ils ne seront sans doute pas aussi nombreux à défiler dans Paris. Mais cela aura bien plus d'importance pour l'avenir et bien plus de poids : car ils constitueront la classe de ceux qui produisent tout et sans qui rien ne peut tourner.

Promenade en famille

Tous plus « apolitiques » les uns que les autres, les dirigeants des partis de droite étaient tous de la revue !

Chirac, casaque bleu-blanc-rouge, caracolait en tête de 500 godillots élus de l'opposition. Barre et Giscard, chacun de leur côté, trottaient en tête de cortèges régionaux. Et aussi Simone Veil... En voiture

Simone ! Avec cet argument :

« Mais pourquoi donc, parce que nous ferions de la politique, serions-nous les seuls à ne pas nous intéresser à l'école ? ». Et puis il y avait Lecanuet, plus radieux et épanoui que jamais ; Chaban, avec le cortège Aquitaine ; et Debré, toujours préoccupé de la sau-

vegarde des gosses !

Et puis enfin, qui leur filaient le train, les enfants de Marie... de Jean-Marie Le Père : quelque deux à trois mille manifestants du Front National.

Bref, la Sainte-Famille de droite, au grand complet, qui, pour une fois, ne faisait pas de politique !

Le lieutenant-colonel rentrait au Quartier latin

A la suite de la manifestation, quelques dizaines de militants d'extrême-droite ont voulu montrer qu'ils n'étaient pas des enfants de chœur : ils ont provoqué quelques incidents sur les Champs-Élysées et surtout au Quartier latin, où des affrontements ont éclaté avec la police. Les policiers ont capturé un prisonnier de mar-

que : un lieutenant-colonel d'une garnison de province, sorti ce soir-là de son « devoir de réserve ».

Il a été rapidement relâché. A la différence de ces deux appelés qui avaient passé plusieurs semaines en prison pour avoir distribué des tracts il y a quelques mois. Ceux-là étaient d'extrême-gauche, il est vrai.

Les bons comptes font les bons amis

François Léotard, fidèle de Giscard et secrétaire général du Parti Républicain, n'a pas exclu, pour les échéances électorales futures, la possibilité d'une alliance avec le Front National : « Si M. Mitterrand décide d'un mode de scrutin qui nous oblige à faire alliance avec M. Le Pen, bien évidemment nous essaierons de répondre à ce mode de scrutin ».

Il se trouve que le même Léotard, une semaine plus tôt, au lendemain des élections euro-

péennes, écrivait dans *Le Monde* exactement le contraire, se déclarant « très réservé à l'égard d'alliances locales » avec le Front National.

Mais entre-temps, Léotard a eu le temps d'examiner les scores électoraux, en particulier ceux de la ville de Fréjus, dont il est maire : la liste du Front National y a recueilli 25 % des voix. Il a donc changé d'avis et découvert qu'« il y a chez M. Le Pen des gens (...) qui ont des convictions souvent très proches des nôtres » !

Vade retro Satanas !

Il peut être drôle (mais oui !) de feuilleter le *National-Hebdo*, le « Journal de Jean-Marie Le Pen ». En surtitre du N° 7 (21 juin), un titre alléchant : « Les évêques de France : Toque rose, casaque rouge, crosse en bas ».

On se précipite page 6, où l'article commence ainsi : « A quelques exceptions près, tous les évêques français sont socialistes. Pire, une partie d'entre eux voyagent comme compagnons de route avec les marxistes, interlocuteurs respectables et respectés. Cet état de fait ne date pas de mai 1981. Il existait bien auparavant. C'est-à-dire depuis que le Parti Communiste, après avoir donné mauvaise conscience à l'Eglise, la travaille au corps, « dialoguant » toujours davantage et l'infiltrant lentement mais sûrement ».

On peut lire plus loin : « Les évêques sont devenus des humanistes socialistes dégoulinants de relativisme, écœurants de démagogie gauchisante ».

Et l'article se conclut par les biographies sommaires de dix-sept évêques ou archevêques, dont trois seulement (Elchinger évêque de Strasbourg, Madec évêque de Fréjus et Toulon et Thomas évêque d'Ajaccio) trouvent grâce auprès du *National*.

Pour Madec, cela s'explique par le « sang breton », pour Thomas, par les « ancêtres vendéens ».

Il reste quinze prélats qui ne méritent que l'enfer ou le purgatoire, parce qu'ils sont « compagnons de route » du PC ou « nés dans une famille de sensibilité communiste » ou « évêques de gauche dans toute sa plénitude », etc.

Le seul qui plaise vraiment et sans réserve au journaliste lepeniste, c'est dans un article voisin, — pas de chance, c'est celui que dieu vient de rappeler à lui : Monseigneur Ducaud-Bourget, l'intégriste partisan de la messe en latin.

Dans ces conditions, on reste perplexe : la grande manifestation pour l'école privée, bénie par tous ces évêques et archevêques « socialistes », dirigée entre autres par le chanoine Guibertau, qui n'est pas non plus en odeur de sainteté auprès du *National*, cette manifestation était-elle une manifestation de gauche ? Les manifestants qui ont marché durant des heures seraient-ils des « compagnons de route des marxistes » ? Et qu'allaient y faire Jean-Marie Le Pen et ses ouailles ?

Qui croire, seigneur, qui croire ?

A.V.